

Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 169

43^e année

10 juillet 2000

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ **Directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté** 1

Prix: 24,50 EUR

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

DIRECTIVE 2000/29/CE DU CONSEIL**du 8 mai 2000****concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 37,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité économique et social⁽²⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 77/93/CEE du Conseil du 21 décembre 1976 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté⁽³⁾ a été modifiée à différentes reprises, de manière souvent substantielle⁽⁴⁾. Il convient, dans un souci de clarté et de rationalité, de procéder à la codification de ladite directive.
- (2) La production végétale tient une place très importante dans la Communauté.
- (3) Le rendement de cette production est constamment affecté par les organismes nuisibles.
- (4) La protection des végétaux contre ces organismes est absolument requise, non seulement pour éviter une diminution du rendement, mais aussi pour accroître la productivité de l'agriculture.
- (5) La lutte contre les organismes nuisibles menée à l'intérieur de la Communauté par le biais du régime phytosa-

nitaire applicable dans la Communauté en tant qu'espace sans frontières intérieures et visant à les détruire méthodiquement et sur place n'aurait qu'une portée limitée si des mesures de protection contre leur introduction dans la Communauté n'étaient pas appliquées simultanément.

- (6) La nécessité de ces mesures a déjà été reconnue depuis longtemps et elle a fait l'objet de nombreuses prescriptions nationales et de conventions internationales parmi lesquelles la convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) du 6 décembre 1951, conclue au sein de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), présente un intérêt mondial.
- (7) Une des mesures les plus importantes consiste à dresser l'inventaire des organismes nuisibles particulièrement dangereux, dont l'introduction dans la Communauté doit être interdite, et des organismes nuisibles dont l'introduction par l'intermédiaire de certains végétaux ou produits végétaux doit être également interdite.
- (8) La présence de certains de ces organismes nuisibles, lors de l'introduction des végétaux et de produits végétaux en provenance des pays hôtes de ces organismes, ne peut pas être contrôlée efficacement. Il est nécessaire, en conséquence, de prévoir dans une mesure aussi limitée que possible des interdictions d'introduction de certains végétaux et produits végétaux ou de prévoir la mise en œuvre de contrôles spéciaux dans les pays producteurs.
- (9) Ces contrôles phytosanitaires devront être limités aux introductions de produits originaires de pays tiers et aux cas où il existe des indices sérieux donnant à croire que l'une des dispositions phytosanitaires n'a pas été respectée.
- (10) Il est nécessaire de prévoir sous certaines conditions la faculté d'admettre des dérogations à un certain nombre des prescriptions. Comme l'expérience l'a montré, certaines de ces dérogations peuvent revêtir le même caractère d'urgence que les mesures de sauvegarde. Par conséquent, la procédure d'urgence spécifiée dans la présente directive devrait également s'appliquer à ces dérogations.

⁽¹⁾ Avis rendu le 15 février 2000 (non encore paru au Journal officiel).

⁽²⁾ JO C 129 du 27.4.1998, p. 36.

⁽³⁾ JO L 26 du 31.1.1977, p. 20. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 1999/53/CE de la Commission (JO L 142 du 5.6.1999, p. 29).

⁽⁴⁾ Voir annexe VIII, partie A.

- (11) En cas de danger imminent d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles, l'État membre où le problème trouve son origine devrait normalement prendre des dispositions de protection provisoires non prévues par la présente directive. La Commission devrait être informée de tous les cas pouvant nécessiter l'adoption des mesures de sauvegarde.
- (12) L'importance du commerce en matière de végétaux et de produits végétaux des départements français d'outre-mer avec le reste de la Communauté, rend souhaitable que les dispositions introduites par la présente directive s'appliquent à ces départements. Compte tenu de la spécificité d'outre-mer, il convient de prévoir des mesures de protection supplémentaires justifiées pour des raisons de protection phytosanitaires. Les dispositions de la présente directive devraient également s'étendre aux mesures de protection contre l'introduction d'organismes nuisibles dans les départements français d'outre-mer en provenance d'autres parties de la France.
- (13) Le règlement (CEE) n° 1911/91 du Conseil, du 26 juin 1991, relatif à l'application des dispositions du droit communautaire aux îles Canaries⁽¹⁾ inclut les îles Canaries dans le territoire douanier de la Communauté et dans l'ensemble des politiques communes. Selon les articles 2 et 10 de ce règlement, l'application de la politique agricole commune est subordonnée à l'entrée en vigueur d'un régime spécifique d'approvisionnement. Elle doit, en outre, être accompagnée de mesures spécifiques relatives à la production agricole.
- (14) La décision 91/314/CEE du Conseil du 26 juin 1991 instituant un programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des îles Canaries (Poséïcan)⁽²⁾ définit les lignes générales des options à mettre en œuvre pour tenir compte des problèmes spécifiques et des contraintes auxquels ces îles doivent faire face.
- (15) Par conséquent, afin de tenir compte des conditions phytosanitaires propres aux îles Canaries, il convient de proroger l'application des certaines des mesures prévues par la présente directive pour une période se terminant six mois après la date à laquelle des États membres doivent avoir mis en application les futures dispositions relatives aux annexes de la présente directive en vue de la protection des départements français d'outre-mer et des îles Canaries.
- (16) Il convient d'adopter, aux fins de la présente directive, les modèles de certificats approuvés dans la CIPV telle que modifiée le 21 novembre 1979, sous une forme standardisée, élaborée en étroite collaboration avec des organisations internationales. Il convient également de fixer certaines règles relatives aux conditions selon lesquelles de tels certificats peuvent être délivrés, à l'utilisation des anciens spécimens pendant une période transitoire et aux conditions de certification pour l'introduction des végétaux et produits végétaux en provenance de pays tiers.
- (17) Pour les importations des végétaux ou de produits végétaux en provenance de pays tiers, les services responsables dans ces pays pour la délivrance des certificats devraient en principe être ceux autorisés dans la cadre de la CIPV. Il peut être opportun d'établir des listes de ces services pour les pays tiers non contractants.
- (18) Il convient de simplifier la procédure applicable à certaines modifications à apporter aux annexes de la présente directive.
- (19) Il convient de préciser le champ d'application de la présente directive pour ce qui concerne le bois. À cet effet, il y a lieu de reprendre les désignations détaillées des bois, telles qu'elles figurent dans la réglementation communautaire.
- (20) Certaines semences figurent parmi les végétaux, produits végétaux et autres objets, énumérés aux annexes de la présente directive, qui doivent être soumis à un examen phytosanitaire de la part du pays d'origine ou dans les échanges à l'intérieur de la Communauté.
- (21) Il est opportun de prévoir, dans certains cas, que l'inspection officielle des végétaux, produits végétaux et autres objets provenant de pays tiers, soit mise en œuvre par la Commission dans le pays tiers d'origine.
- (22) Les inspections communautaires doivent être effectuées par des experts engagés par la Commission et également par des experts engagés par les États membres dont les services seront mis à la disposition de la Commission. Il y a lieu de définir le rôle de ces experts en liaison avec les activités requises dans le cadre du régime phytosanitaire de la Communauté.
- (23) Il convient de ne plus limiter le champ d'application du régime aux échanges entre les États membres et les pays tiers, mais de l'étendre à la commercialisation à l'intérieur de chaque État membre.
- (24) Toutes les parties de la Communauté devraient, en principe, bénéficier du même degré de protection contre les organismes nuisibles. Il convient, cependant, de tenir compte de la diversité des conditions écologiques et de la répartition de certains organismes nuisibles. Il importe par conséquent de définir des «zones protégées» exposées

⁽¹⁾ JO L 171 du 29.6.1991, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2674/1999 (JO L 326 du 18.12.1999, p. 3).

⁽²⁾ JO L 171 du 29.6.1991, p. 5.

- à des risques phytosanitaires particuliers et de leur accorder une protection spéciale dans des conditions compatibles avec la réalisation du marché intérieur.
- (25) L'application du régime phytosanitaire communautaire à la Communauté en tant qu'espace sans frontières intérieures, ainsi que la création de zones protégées exigent de faire une distinction entre les exigences applicables aux produits communautaires et celles applicables à l'introduction des produits en provenance de pays tiers et d'identifier les organismes nuisibles concernant des zones protégées.
- (26) L'endroit le plus approprié pour effectuer des contrôles phytosanitaires est le lieu de production. Pour ce qui concerne les produits communautaires, ces contrôles doivent dès lors être rendus obligatoires au lieu de production et porter sur tous les végétaux et produits végétaux concernés qui y sont cultivés, produits, utilisés ou présents de toute autre manière, ainsi que sur le milieu de croissance qui y est utilisé. Pour assurer le fonctionnement efficace de ce système de contrôle, tous les producteurs doivent être immatriculés.
- (27) Pour assurer une application plus efficace du régime phytosanitaire communautaire dans le marché intérieur, il doit être possible de faire appel, pour les besoins des contrôles phytosanitaires, à des agents de l'administration disponibles autres que ceux des services officiels de la protection des végétaux des États membres, dont la formation doit être coordonnée et soutenue financièrement par la Communauté.
- (28) Si les résultats des contrôles sont satisfaisants, les produits communautaires ne doivent plus être accompagnés du certificat phytosanitaire utilisé dans les échanges internationaux, mais porter une marque conventionnelle (passeport phytosanitaire), adaptée à la nature des produits, qui permet leur libre circulation sur tout le territoire de la Communauté ou dans les parties du territoire pour lesquelles elle est valable.
- (29) Il convient de préciser les mesures officielles à prendre si les résultats des contrôles ne sont pas satisfaisants.
- (30) Pour assurer le respect du régime phytosanitaire communautaire dans le cadre du marché intérieur, il convient d'instaurer un système de contrôles officiels à effectuer au cours de la commercialisation. Ce système doit être aussi fiable et uniforme que possible sur tout le territoire de la Communauté, tout en excluant les contrôles spécifiques aux frontières entre les États membres.
- (31) Dans le contexte du marché intérieur, les produits originaires de pays tiers doivent, en principe, être soumis à des contrôles phytosanitaires lors de leur première introduction dans la Communauté. Si les résultats des contrôles sont satisfaisants, il convient de délivrer pour ces produits un passeport phytosanitaire leur permettant de circuler librement, au même titre que les produits communautaires.
- (32) Pour faire face avec toutes les garanties requises à la situation créée par la réalisation du marché intérieur, il importe de renforcer les infrastructures nationales et communautaires d'inspection phytosanitaire aux frontières extérieures de la Communauté, particulièrement dans les États membres qui, par leur situation géographique, constituent des points d'entrée dans la Communauté. À cette fin, la Commission proposera l'inscription des crédits nécessaires au budget général de l'Union européenne.
- (33) Pour accroître l'efficacité du régime phytosanitaire communautaire dans le cadre du marché intérieur, les États membres doivent harmoniser les pratiques du personnel chargé de certaines fonctions en matière phytosanitaire. À cette fin, la Commission présentera, avant le 1^{er} janvier 1993, un code communautaire des pratiques phytosanitaires.
- (34) Les États membres n'ont plus la possibilité d'arrêter des dispositions phytosanitaires particulières lors de l'introduction sur leur territoire de végétaux ou de produits végétaux originaires d'autres États membres. Toutes les dispositions fixant des exigences phytosanitaires applicables aux végétaux et produits végétaux doivent être arrêtées au niveau communautaire.
- (35) Il est nécessaire de créer un système de contributions financières communautaires destiné à répartir, au niveau de la Communauté, la charge des risques qui pourraient subsister dans les échanges en vertu du régime phytosanitaire communautaire.
- (36) Pour prévenir les infections dues à des organismes nuisibles introduits à partir de pays tiers, il faut prévoir une contribution financière de la Communauté afin de renforcer l'infrastructure d'inspection phytosanitaire aux frontières externes de la Communauté.
- (37) Ledit régime devrait également permettre de contribuer de manière adéquate à certaines dépenses relatives à des mesures spécifiques que les États membres ont adoptées pour lutter contre les infections dues à des organismes nuisibles introduits à partir de pays tiers ou d'autres zones de la Communauté, et, le cas échéant, les éradiquer et réparer les dommages qu'elles ont occasionnés.
- (38) Les modalités du mécanisme d'octroi de l'aide financière communautaire devraient être fixées selon une procédure accélérée.
- (39) Il faut veiller à ce que la Commission soit entièrement informée des causes possibles d'introduction des organismes nuisibles en cause.
- (40) En particulier, la Commission doit contrôler l'application correcte du régime phytosanitaire communautaire.

- (41) S'il devait être établi que l'introduction d'organismes nuisibles résulte d'exams ou d'inspections inadéquates, le droit communautaire s'appliquerait en ce qui concerne les conséquences, compte tenu de certaines mesures spécifiques.
- (42) Il est indiqué d'instaurer une coopération étroite entre les États membres et la Commission au sein du comité phytosanitaire permanent institué par la décision 76/894/CEE du Conseil ⁽¹⁾.
- (43) La présente directive ne doit pas porter atteinte aux obligations des États membres concernant les délais de transposition et d'application indiqués à l'annexe VIII, partie B,

res prévues par les présente directive, peuvent être adoptées selon la procédure prévue à l'article 18.

3. La présente directive ne s'applique pas à Ceuta et Melilla.
4. Chaque État membre crée ou désigne une autorité unique et centrale responsable, sous le contrôle du gouvernement national, notamment de la coordination et des contacts dans les questions d'ordre phytosanitaire relevant de la présente directive. Le service officiel de protection des végétaux établi conformément à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est de préférence désigné à cet effet. L'autorité et tout changement ultérieur en la matière sont notifiés aux autres États membres et à la Commission.

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

1. La présente directive concerne les mesures de protection contre l'introduction dans les États membres d'organismes nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, en provenance d'autres États membres ou de pays tiers.

Elle concerne également:

- a) à partir du 1^{er} juin 1993, les mesures de protection contre la propagation d'organismes nuisibles à l'intérieur de la Communauté par des moyens liés aux mouvements de végétaux, produits végétaux et autres objets connexes à l'intérieur d'un État membre;
- b) des mesures de protection contre l'introduction dans les départements français d'outre-mer d'organismes nuisibles provenant d'autres parties de la France et, inversement, contre l'introduction dans d'autres parties de la France d'organismes nuisibles provenant des départements français d'outre-mer;
- c) les mesures de protection contre l'introduction dans les îles Canaries d'organismes nuisibles provenant d'autres parties de l'Espagne, et inversement.

2. Sans préjudice des conditions à établir en vue de protéger la situation phytosanitaire qui prévaut dans certaines régions de la Communauté, et compte tenu de la diversité des conditions agricoles et écologiques, des mesures de protection, qui sont justifiées pour des motifs de protection de l'état sanitaire et de la vie des végétaux dans les départements français d'outre-mer et dans les îles Canaries et qui s'ajoutent aux mesu-

5. En ce qui concerne les mesures de protection contre l'introduction dans d'autres parties de la France et dans les autres États membres d'organismes nuisibles provenant des départements français d'outre-mer et contre leur propagation dans ces départements, les dates mentionnées au paragraphe 1, point a), du présent article, à l'article 3, paragraphe 4, à l'article 4, paragraphes 2 et 4, à l'article 5, paragraphes 2 et 4, à l'article 6, paragraphes 5 et 6, à l'article 10, paragraphes 1 et 2, et à l'article 13, paragraphes 8, 10 et 11, sont remplacées par une date correspondant au terme d'une période de six mois à compter de la date à laquelle les États membres doivent mettre en application les futures dispositions relatives aux annexes I à V pour la protection des départements français d'outre-mer. Avec effet à la même date, le paragraphe 1, point b), et le paragraphe 2 du présent article sont supprimés.

6. En ce qui concerne les mesures de protection contre l'introduction dans d'autres parties de l'Espagne et dans d'autres États membres d'organismes nuisibles provenant des îles Canaries et contre leur propagation dans ces îles, les dates mentionnées au paragraphe 1, point a), du présent article, à l'article 3, paragraphe 4, à l'article 4, paragraphes 2 et 4, à l'article 5, paragraphes 2 et 4, à l'article 6, paragraphes 5 et 6, à l'article 10, paragraphes 1 et 2, et à l'article 13, paragraphes 8, 10 et 11, sont remplacées par une date correspondant au terme d'une période de six mois à compter de la date à laquelle les États membres doivent mettre en application les futures dispositions relatives aux annexes I à V pour la protection des îles Canaries. Avec effet à la même date, le paragraphe 1, point c), du présent article est supprimé.

Article 2

1. Au sens de la présente directive, on entend par:

- a) *végétaux*: les plantes vivantes et les parties vivantes de plantes, y compris les semences.

Les parties vivantes de plantes comprennent les:

- fruits — au sens botanique du terme — n'ayant pas fait l'objet d'une surgélation,

⁽¹⁾ JO L 340 du 9.12.1976, p. 25.

- légumes, n'ayant pas fait l'objet d'une surgélation,
- tubercules, bulbes, rhizomes,
- fleurs coupées,
- branches avec feuillage,
- arbres coupés avec feuillage,
- cultures de tissus végétaux.

Par semences, on entend les semences au sens botanique du terme, autres que celles qui ne sont pas destinées à être plantées;

- b) *produits végétaux*: les produits d'origine végétale non transformés ou ayant fait l'objet d'une préparation simple, pour autant qu'il ne s'agit pas de végétaux;
- c) *plantation*: toute opération de placement de végétaux en vue d'assurer leur croissance ou leur reproduction/multiplication ultérieures;
- d) *végétaux destinés à la plantation*:
- les végétaux déjà plantés et destinés à le rester ou à être replantés après leur introduction
- ou
- les végétaux non encore plantés au moment de leur introduction, mais destinés à être plantés après celle-ci;
- e) *organismes nuisibles*: les ennemis de végétaux ou des produits végétaux, appartenant au règne animal ou végétal, ou se présentant sous forme de virus, mycoplasmes ou autres agents pathogènes;
- f) *passport phytosanitaire*: une étiquette officielle attestant que les dispositions de la présente directive en matière de normes phytosanitaires et d'exigences particulières ont été respectées et qui, à cet effet, est:
- normalisée au niveau communautaire pour différents types de végétaux ou de produits végétaux
- et
- établie par l'organisme officiel responsable d'un État membre, et délivrée conformément aux dispositions d'application relatives aux particularités de la procédure de délivrance des passeports phytosanitaires.

Pour des types spécifiques de produits, des marques conventionnelles officielles autres que l'étiquette peuvent être déterminées selon la procédure prévue à l'article 18.

La normalisation est réalisée selon la procédure prévue à l'article 18. Dans le cadre de cette normalisation, des marques différentes sont déterminées pour les passeports phytosanitaires qui, conformément aux dispositions de l'article 10, paragraphe 1, deuxième alinéa, ne sont pas valables pour toutes les parties de la Communauté;

- g) *organismes officiels responsables d'un État membre*:
- i) le ou les services officiels de protection des végétaux d'un État membre visés à l'article 1^{er}, paragraphe 4
- ou
- ii) toute autorité publique créée:
- soit au niveau national,
 - soit — sous le contrôle, dans les limites fixées par la constitution de l'État membre concerné, d'autorités nationales — au niveau régional.

Les organismes officiels responsables d'un État membre peuvent, conformément à la législation nationale, déléguer leurs tâches visées par la présente directive, à accomplir sous leur autorité et leur contrôle, à toute personne morale, de droit public ou de droit privé, qui, en vertu de ses statuts officiellement agréés, est chargée exclusivement de tâches d'intérêt public spécifiques, à condition que cette personne morale et ses membres ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'ils prennent.

Les États membres assurent qu'il existe une étroite coopération des organismes visés au premier alinéa, point ii), avec ceux visés au point i).

En outre, selon la procédure prévue à l'article 18, toute autre personne morale qui est créée pour le compte du ou des organismes visés au premier alinéa, point i), et qui agit sous l'autorité et le contrôle de cet organisme peut être agréée, à condition que cette personne morale ne tire aucun profit personnel du résultat des mesures qu'elle prend.

L'autorité unique et centrale visée à l'article 1^{er}, paragraphe 4, notifie à la Commission les organismes officiels responsables de l'État membre concerné. La Commission transmet cette information aux autres États membres;

- h) *zone protégées*: une zone située dans la Communauté:
- dans laquelle un ou plusieurs des organismes nuisibles énumérés dans la présente directive, établis dans une ou plusieurs parties de la Communauté, ne sont pas endémiques ni établis, bien que les conditions y soient favorables à leur établissement,

— où il existe un danger d'établissement de certains organismes nuisibles en raison des conditions écologiques favorables pour ce qui concerne des cultures particulières, bien que lesdits organismes ne soient pas endémiques ni établis dans la Communauté,

et qui a été reconnue, selon la procédure prévue à l'article 18, comme satisfaisant aux conditions définies aux premier et deuxième tirets, et ce, dans le cas visé au premier taret, à la demande de l'État membre ou des États membres concernés et sur la base de ce que les résultats d'enquêtes appropriées, qui ont été surveillées par les experts visés à l'article 21 conformément à la procédure prévue audit article, ne fournissent pas la preuve du contraire. Les enquêtes relatives au cas prévu au deuxième taret sont optionnelles.

Un organisme nuisible est réputé établi dans une région si son existence y est connue et si aucune mesure officielle n'a été prise en vue de son éradication ou si de telles mesures se sont révélées inefficaces durant une période d'au moins deux années consécutives.

L'État membre ou les États membres concernés effectuent, en ce qui concerne le cas prévu au premier alinéa premier taret, des enquêtes officielles régulières et systématiques sur la présence d'organismes pour lesquels la zone protégée a été reconnue. Toute découverte d'un organisme de ce type est immédiatement notifiée à la Commission. Le risque découlant de cette découverte est évalué par le comité phytosanitaire permanent et les actions appropriées sont déterminées selon la procédure prévue à l'article 18.

Les éléments des enquêtes visées aux premier et troisième alinéas peuvent être établis selon la procédure prévue à l'article 18 et compte tenu des principes scientifiques et statistiques reconnus.

Les résultats des enquêtes en question sont notifiés à la Commission. Celle-ci transmet ces informations aux autres États membres.

La Commission présente au Conseil, avant le 1^{er} janvier 1998, un rapport sur le fonctionnement du régime des zones protégées, accompagné, le cas échéant, de toute proposition appropriée;

i) *constatation ou mesure officielle*: une constatation ou une mesure faite ou prise, sans préjudice des dispositions de l'article 21:

— soit par des représentants du service officiel de protection des végétaux d'un État membre ou, sous leur responsabilité, par d'autres fonctionnaires, dans le cas de constatations ou de mesures liées à la délivrance des certificats visés à l'article 7, paragraphe 1, ou à l'article 8, paragraphe 2,

— soit par de tels représentants ou fonctionnaires ou par des agents qualifiés employés par un des organismes

officiels responsables d'un État membre, dans tous les autres cas, à condition que ces agents ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'ils prennent et que ces agents satisfassent à un niveau de qualification minimal.

Les États membres assurent que leurs fonctionnaires et agents qualifiés possèdent les qualifications nécessaires pour une application correcte de la présente directive. Pour ces qualifications, des lignes directrices peuvent être établies selon la procédure prévue à l'article 18.

La Commission, agissant dans le cadre du comité phytosanitaire permanent, établit des programmes communautaires, dont elle surveille l'application, pour la formation complémentaire des fonctionnaires et agents qualifiés en question, dans le but d'élever les connaissances et l'expérience acquise dans le cadre national au niveau des qualifications précitées. Elle contribue au financement de cette formation complémentaire et propose l'inscription des crédits nécessaires à cet effet au budget communautaire.

2. Sauf dispositions contraires et explicites, les dispositions de la présente directive ne visent le bois que dans la mesure où il garde totalement ou partiellement sa surface ronde naturelle, avec ou sans écorce, ou dans la mesure où il se présente sous forme de plaquettes, de particules, de sciures, de déchets ou de débris de bois.

Sans préjudice des dispositions concernant l'annexe V, le bois, qu'il satisfasse ou non aux conditions visées au premier alinéa, est également visé lorsqu'il sert au coffrage ou au compartimentage ou à la confection de palettes ou d'emballages effectivement utilisés dans le transport d'objets de toute nature, pour autant qu'il présente un risque du point de vue phytosanitaire.

Article 3

1. Les États membres prescrivent que les organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A ne peuvent être introduits sur leur territoire.

2. Les États membres prescrivent que les végétaux et produits végétaux énumérés à l'annexe II, partie A ne peuvent être introduits sur leur territoire s'ils sont contaminés par les organismes nuisibles les concernant figurant dans cette partie d'annexe.

3. Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, selon des conditions pouvant être déterminées conformément à la procédure prévue à l'article 17, dans le cas d'une légère contamination de végétaux, autres que ceux destinés à être plantés, par des organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A, ou à l'annexe II, partie A, et déterminés préalablement en accord avec les autorités représentant les États membres dans le domaine phytosanitaire.

4. À partir du 1^{er} juin 1993, les États membres prescrivent que les dispositions des paragraphes 1 et 2 sont appliquées également à la propagation des organismes nuisibles en cause par des moyens liés à la circulation de végétaux, produits végétaux ou autres objets sur le territoire d'un État membre.

5. À partir du 1^{er} juin 1993, les États membres interdisent l'introduction et la propagation à l'intérieur des zones protégées concernées:

- a) des organismes nuisibles énumérés à l'annexe I partie B;
- b) des végétaux et produits végétaux énumérés à l'annexe II, partie B, lorsqu'ils sont contaminés par les organismes nuisibles en question qui y sont visés.

6. Selon la procédure prévue à l'article 18:

- a) les organismes nuisibles énumérés dans les annexes I et II sont classés comme suit:

- les organismes dont la présence n'a été constatée dans aucune partie de la Communauté et qui concernent tout le territoire de la Communauté figurent à l'annexe I, partie A, chapitre I, et à l'annexe II, partie A, chapitre I, respectivement,

- les organismes dont la présence a été constatée mais n'est pas endémique ni établie dans toute la Communauté et qui concernent tout le territoire de la Communauté figurent à l'annexe I, partie A, chapitre II, et à l'annexe II, partie A, chapitre II, respectivement,

- les autres organismes figurent à l'annexe I, partie B, et à l'annexe II, partie B, respectivement, au regard de la zone protégée qu'ils concernent;

- b) les organismes nuisibles endémiques ou établis dans une ou plusieurs parties de la Communauté sont radiés, à l'exception de ceux visés aux deuxième et troisième tirets du point a);

- c) les titres des annexes I et II, ainsi que leurs différentes parties et chapitres, sont adaptés en fonction des points a) et b).

7. Selon la procédure prévue à l'article 18, il peut être décidé que les États membres prescrivent:

- a) que l'introduction sur leur territoire et la propagation à l'intérieur de leur territoire d'organismes déterminés, à l'état isolé ou non, qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux mais ne figurent pas aux

annexes I et II, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale dans des conditions précisées selon la même procédure;

- b) que l'introduction sur leur territoire et la propagation à l'intérieur de leur territoire d'organismes déterminés, qui figurent à l'annexe II, mais dont la présence a été constatée sur des plantes autres que celles figurant à cette annexe, et qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale dans des conditions précisées selon la même procédure;

- c) que l'introduction sur leur territoire et la propagation à l'intérieur de leur territoire d'organismes déterminés, qui figurent aux annexes I et II, dont la présence est constatée à l'état isolé et qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale dans des conditions précisées selon la même procédure.

La première alinéa s'applique également à de tels organismes lorsqu'ils ne sont pas affectés par la directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement⁽¹⁾ ou par d'autres dispositions communautaires spécifiques relatives aux organismes génétiquement modifiés.

Conformément aux conditions qui seront fixées selon la procédure prévue à l'article 18, le paragraphe 1 et le paragraphe 5, point a), ainsi que le paragraphe 2 et le paragraphe 5, point b), et le paragraphe 4 ne s'appliquent pas aux travaux effectués à des fins d'essai ou à des fins scientifiques ni aux travaux effectués sur les sélections variétales.

Après l'adoption des mesures prévues au premier alinéa et conformément aux conditions qui seront fixées selon la procédure prévue à l'article 18, le premier alinéa ne s'applique pas à des fins d'essai ou à des fins scientifiques ni pour les travaux sur les sélections variétales.

Article 4

1. Les États membres prescrivent que les végétaux ou produits végétaux énumérés à l'annexe III, partie A, ne peuvent être introduits sur leur territoire pour autant qu'ils sont originaires des pays les concernant mentionnés dans cette partie d'annexe.

2. Les États membres prescrivent que, à partir du 1^{er} juin 1993, les végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe III, partie B, ne peuvent être introduits dans les zones protégées concernées qui sont situées sur leur territoire.

⁽¹⁾ JO L 117 du 8.5.1990, p.15. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 97/35/CE de la Commission (JO L 169 du 27.6.1997, p. 72).

3. Selon la procédure prévue à l'article 18, l'annexe III est révisée de telle manière que la partie A contienne les végétaux, produits végétaux et autres objets présentant un risque phytosanitaire pour toutes les parties de la Communauté et que la partie B contienne les végétaux, produits végétaux et autres objets ne présentant un risque phytosanitaire que pour des zones protégées. Les zones protégées y sont spécifiées.

4. À partir du 1^{er} juin 1993, le paragraphe 1 n'est plus applicable aux végétaux, produits végétaux et autres objets originaires de la Communauté.

5. Conformément aux conditions qui seront fixées selon la procédure prévue à l'article 18, les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux travaux effectués à des fins d'essai ou à des fins scientifiques ni aux travaux effectués sur les sélections variétales.

6. Un État membre peut, dans la mesure où une propagation d'organismes nuisibles n'est pas à craindre, prévoir que les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, dans des cas individuels spécifiques, à des végétaux, produits végétaux et d'autres objets qui sont cultivés, produits ou utilisés dans sa zone frontalière immédiate avec un pays tiers et introduits dans cet État membre pour être exploités à proximité dans la zone frontalière de son territoire.

Lorsqu'il octroie une telle dérogation, l'État membre indique l'emplacement et le nom de l'exploitant. Ces indications, qui sont mises à jour régulièrement, sont à la disposition de la Commission.

Les végétaux, produits végétaux et autres objets qui font l'objet d'une dérogation en vertu du premier alinéa sont accompagnés de documents établissant de quel endroit du pays tiers concerné ils proviennent.

Article 5

1. Les États membres prescrivent que les végétaux, les produits végétaux ou autres objets énumérés à l'annexe IV partie A ne peuvent être introduits sur leur territoire que si les exigences particulières les concernant mentionnées dans cette partie d'annexe sont respectées.

2. À partir du 1^{er} juin 1993, les États membres interdisent l'introduction dans et la circulation à l'intérieur des zones protégées, des végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe IV, partie B, sauf si les exigences particulières correspondantes énoncées dans cette partie de l'annexe sont remplies.

3. Selon la procédure prévue à l'article 18, l'annexe IV est révisée sur la base des critères prévus à l'article 3, paragraphe 6.

4. Les États membres prescrivent que, à partir du 1^{er} juin 1993, les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également à la circulation de végétaux, produits végétaux et autres objets sur le territoire d'un État membre, sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 6, paragraphe 7. Le présent paragraphe ainsi que les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport, pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles.

5. Conformément aux conditions qui seront fixées selon la procédure prévue à l'article 18, les paragraphes 1, 2 et 4 ne s'appliquent pas aux travaux effectués à des fins d'essai ou à des fins scientifiques ni aux travaux effectués sur les sélections variétales.

6. Un État membre peut, dans la mesure où une propagation d'organismes nuisibles n'est pas à craindre, prévoir que les paragraphes 1, 2 et 4 ne s'appliquent pas, dans des cas individuels spécifiques, à des végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont cultivés, produits ou utilisés dans sa zone frontalière immédiate avec un pays tiers et introduits dans cet État membre pour être exploités à proximité dans la zone frontalière de son territoire.

Lorsqu'il octroie une telle dérogation, l'État membre indique l'emplacement et le nom de l'exploitant. Ces indications, qui sont mises à jour régulièrement, sont à la disposition de la Commission.

Les végétaux, produits végétaux et autres objets qui font l'objet d'une dérogation en vertu du premier alinéa sont accompagnés de documents établissant de quel endroit du pays tiers concerné ils proviennent.

Article 6

1. Les États membres prescrivent au moins pour l'introduction dans un autre État membre des végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe V, partie A, que ceux-ci ainsi que leurs emballages sont minutieusement examinés officiellement, en totalité ou sur échantillon représentatif, et que, en cas de besoin, les véhicules assurant leur transport sont également examinés officiellement afin d'assurer:

a) qu'ils ne sont pas contaminés par les organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A;

b) en ce que concerne les végétaux et les produits végétaux énumérés à l'annexe II, partie A, qu'ils ne sont pas contaminés par les organismes nuisibles les concernant figurant dans cette partie d'annexe;

c) en ce que concerne les végétaux, produits végétaux ou autres objets énumérés à l'annexe IV, partie A, qu'ils répondent aux exigences particulières les concernant figurant dans cette partie d'annexe.

2. Dès que les mesures prévues à l'article 3, paragraphe 6, point a), et à l'article 5, paragraphe 3, sont adoptées, le paragraphe 1 du présent article est applicable uniquement en ce qui concerne l'annexe I, partie A, chapitre II, l'annexe II, partie A, chapitre II, et l'annexe IV, partie A, chapitre II. Lorsque, au cours de l'examen effectué en conformité avec la présente disposition, sont décelés des organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A, chapitre I, ou à l'annexe II, partie A, chapitre I, il est considéré que les conditions visées à l'article 10 ne sont pas remplies.

3. Les États membres prescrivent les mesures de contrôle visées au paragraphe 1 afin d'assurer également le respect des dispositions prévues à l'article 3, paragraphes 4, 5 et 7, ou à l'article 5, paragraphe 2, dans la mesure où l'État membre destinataire fait usage d'une des facultés énumérées aux articles précités.

4. Les États membres prescrivent que les semences visées à l'annexe IV, partie A, et qui sont destinées à être introduites dans un autre État membre sont examinées officiellement afin d'assurer qu'elles répondent aux exigences particulières les concernant figurant dans cette partie d'annexe.

5. À partir du 1^{er} juin 1993, et sans préjudice des dispositions du paragraphe 7, les paragraphes 1, 3 et 4 sont également applicables à la circulation de végétaux, produits végétaux et autres objets sur le territoire d'un État membre. Les paragraphes 1, 3 et 4 ne s'appliquent pas, pour ce qui concerne les organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie B, ou à l'annexe II, partie B, et les exigences particulières énumérées à l'annexe IV, partie B, à la circulation de végétaux, produits végétaux et autres objets à travers une zone protégée ou à l'extérieur de celle-ci.

Les contrôles officiels visés aux paragraphes 1, 3 et 4 sont effectués conformément aux dispositions suivantes:

- a) ils portent sur les végétaux ou produits végétaux concernés qui sont cultivés, produits ou utilisés par le producteur ou qui sont présents de toute autre manière dans ses établissements, ainsi que sur le milieu de croissance qui y est utilisé;
- b) ils sont effectués dans les établissements, de préférence sur le lieu de production;
- c) ils sont effectués régulièrement à des moments opportuns, au moins une fois par an et au moins par observation visuelle, sans préjudice des exigences particulières énumérées à l'annexe IV; des activités ultérieures peuvent être effectuées lorsque ceci est prévu conformément au paragraphe 8.

Tout producteur pour lequel un contrôle officiel tel que prévu au deuxième alinéa est requis conformément aux paragraphes

1 à 4 est inscrit sur un registre officiel sous un numéro d'immatriculation permettant son identification. La Commission, sur demande, a accès aux registres officiels ainsi établis.

Le producteur est soumis à certaines obligations fixées conformément au paragraphe 8. En particulier, il informe immédiatement l'organisme officiel responsable de l'État membre concerné de toute apparition atypique d'organismes nuisibles ou symptômes ou de toute autre anomalie relative aux végétaux.

Les paragraphes 1, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport, pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles.

6. À partir du 1^{er} juin 1993, les États membres prescrivent que les producteurs de certains végétaux, produits végétaux et autres objets non énumérés à l'annexe V, partie A, spécifiés conformément au paragraphe 8, ou les magasins collectifs ou centres d'expédition situés dans la zone de production, sont également inscrits sur un registre officiel au niveau local, régional ou national, conformément au paragraphe 5, troisième alinéa. Ils peuvent être soumis à tout moment aux contrôles prévus au paragraphe 5, deuxième alinéa.

Conformément au paragraphe 8, un système permettant de remonter, si nécessaire, dans la mesure du possible, à leur origine peut être instauré pour certains végétaux, produits végétaux et autres objets, compte tenu de la nature des conditions de production ou de commercialisation.

7. Les États membres peuvent dispenser, dans la mesure où une propagation d'organismes nuisibles n'est pas à craindre:

- de l'immatriculation prévue aux paragraphes 5 et 6, les petits producteurs ou transformateurs dont la totalité de la production et de la vente de végétaux, produits végétaux et autres objets concernés est destinée, pour un usage final, à des personnes sur le marché local qui ne sont pas engagées professionnellement dans la production de végétaux (circulation locale),
- du contrôle officiel requis aux paragraphes 5 et 6, la circulation locale de végétaux, produits végétaux et autres objets produits par des personnes ainsi exemptées,

Les dispositions de la présente directive concernant la circulation locale sont réexaminées avant le 1^{er} janvier 1998 par le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, à la lumière de l'expérience acquise.

8. Selon la procédure prévue à l'article 18, sont adoptées des dispositions d'application relatives:

- à des conditions moins strictes concernant la circulation de végétaux, produits végétaux et autres objets à l'intérieur d'une zone protégée établie pour lesdits végétaux, produits végétaux et autres objets à l'égard d'un ou plusieurs organismes nuisibles,
- à des garanties quant à la circulation de végétaux, produits végétaux et autres objets à travers une zone protégée établie pour lesdits végétaux, produits végétaux et autres objets à l'égard d'un ou plusieurs organismes nuisibles,
- à la fréquence et au calendrier du contrôle officiel, y compris les activités ultérieures visées au paragraphe 5, deuxième alinéa, point c),
- aux obligations des producteurs immatriculés visées au paragraphe 5, quatrième alinéa,
- à la spécification des produits visés au paragraphe 6, ainsi qu'aux produits pour lesquels le système prévu au paragraphe 6 est envisagé,
- à d'autres exigences concernant les dispenses visées au paragraphe 7, en particulier pour ce qui est des notions de «petits producteurs» et de «marché local» et aux procédures qui s'y réfèrent.

9. Les règles d'application relatives à la procédure et au numéro d'immatriculation visés au paragraphe 5, troisième alinéa, peuvent être adoptées selon la procédure prévue à l'article 18.

Article 7

1. Lorsqu'il est estimé, sur la base de l'examen prescrit à l'article 6, paragraphes 1 et 3, que les conditions y figurant sont remplies, il peut être délivré un certificat phytosanitaire conforme au modèle de l'annexe VII, partie A, rédigé au moins dans une des langues officielles de la Communauté et rempli, sauf en ce qui concerne le cachet et la signature, entièrement en lettres majuscules ou entièrement en caractères dactylographiés, de préférence dans une des langues officielles de l'État membre destinataire.

Le nom botanique des plantes est indiqué en caractères latins. Les altérations ou ratures non certifiées invalident le certificat. Des copies éventuelles de ce certificat ne sont délivrées qu'avec l'indication «copie» ou «duplicata» imprimée ou estampillée.

2. Les États membres prescrivent que les végétaux, produits végétaux ou autres objets, énumérés à l'annexe V, partie A, ne peuvent être introduits dans un autre État membre que s'ils sont accompagnés du certificat phytosanitaire délivré conformément au paragraphe 1. Le certificat phytosanitaire ne peut être établi plus de 14 jours avant la date à laquelle les végétaux, produits végétaux et autres objets quittent l'État membre expéditeur.

3. Les mesures à adopter par les États membres en application de l'article 6, paragraphe 3, dans la mesure où il s'agit de semences visées à l'annexe IV, partie B, et de l'article 6, paragraphe 4, sont déterminées selon la procédure prévue à l'article 17 au plus tard le 31 décembre 1991.

Article 8

1. Pour autant qu'un des cas prévus au paragraphe 2 ne se présente pas, les États membres prescrivent que les végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe VI, partie A, qui ont été introduits sur leur territoire en provenance d'un État membre et qui sont destinés à être introduits dans un autre État membre, sont dispensés d'un nouvel examen répondant aux dispositions de l'article 6 s'ils sont accompagnés d'un certificat phytosanitaire d'un État membre, établi selon le modèle de l'annexe VII, partie A.

2. Lorsque des végétaux, produits végétaux ou autres objets en provenance d'un État membre ont fait l'objet, dans un deuxième État membre, d'un fractionnement ou d'un entreposage, ou ont subi une modification d'emballage et font ensuite l'objet d'une introduction dans un troisième État membre, le deuxième État membre est dispensé de procéder à un nouvel examen répondant aux dispositions de l'article 6 s'il a été constaté officiellement que ces produits n'ont subi sur son territoire aucun risque qui mette en cause le respect des conditions énumérées à l'article 6.

Dans ce cas, il est délivré un certificat phytosanitaire de réexpédition, en un exemplaire unique, conforme au modèle fixé à l'annexe VII, partie B, rédigé au moins dans une des langues officielles de la Communauté et rempli, sauf en ce qui concerne le cachet et la signature, entièrement en lettres majuscules ou entièrement en caractères dactylographiés, de préférence dans une des langues officielles de l'État membre destinataire. Ce certificat doit être annexé au certificat phytosanitaire délivré par le premier État membre ou à sa copie certifiée conforme. Ce certificat peut être intitulé certificat phytosanitaire de réexportation. Les dispositions de l'article 7, paragraphe 1, deuxième linéa, s'appliquent *mutatis mutandis*.

Le certificat phytosanitaire de réexpédition ne peut être établi plus de 14 jours avant la date à laquelle les végétaux, produits végétaux ou autres objets quittent le pays réexpéditeur.

3. Les paragraphes 1 et 2 sont également applicables lorsque des végétaux, produits végétaux ou autres objets sont introduits successivement dans plusieurs États membres. Si, à cette occasion, plusieurs certificats phytosanitaires de réexpédition ont été délivrés, les produits doivent être accompagnés des documents suivants:

- a) le dernier certificat phytosanitaire ou sa copie certifiée conforme;
- b) le dernier certificat phytosanitaire de réexpédition;

- c) les certificats phytosanitaires de réexpédition antérieurs au certificat visé au point b) ou leurs copies certifiées conformes.

Article 9

1. Dans le cas de végétaux, produits végétaux ou autres objets auxquels s'appliquent des exigences particulières fixées à l'annexe IV, partie A, le certificat phytosanitaire officiel requis conformément à l'article 7, doit avoir été délivré dans le pays dont les végétaux, produits végétaux et autres objets sont originaires, sauf:

- dans le cas du bois, si, en application des prescriptions particulières prévues à l'annexe IV, partie A, il suffit qu'il soit écorcé,
- dans d'autres cas, dans la mesure où les exigences particulières prévues à l'annexe IV, partie A, peuvent être respectées en d'autres lieux que sur le lieu d'origine.

2. Le paragraphe 1 est applicable également à l'introduction de végétaux et produits végétaux, énumérés à l'annexe IV, partie B, dans les États membres indiqués dans cette partie d'annexe en regard de ces produits.

Article 10

1. À partir du 1^{er} juin 1993, lorsque le contrôle prévu à l'article 6, paragraphes 1, 3 et 4, et effectué conformément à l'article 6, paragraphe 5, révèle que les conditions prévues auxdits paragraphes sont remplies, un passeport phytosanitaire est délivré conformément aux dispositions qui peuvent être adoptées selon le paragraphe 4 du présent article, les certificats phytosanitaires visés aux articles 7 ou 8 n'étant plus délivrés.

Si le contrôle ne porte pas sur les conditions concernant les zones protégées, ou s'il apparaît que ces conditions ne sont pas remplies, le passeport phytosanitaire délivré n'est pas valable pour lesdites zones et il doit comporter la marque prévue en pareil cas, conformément à l'article 2, paragraphe 1, point f).

2. À partir du 1^{er} juin 1993, les végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe V, partie A, chapitre I ne peuvent circuler dans la Communauté autrement que localement au sens de l'article 6, paragraphe 7, à moins qu'un passeport phytosanitaire valable pour le territoire concerné et délivré conformément au paragraphe 1 ne soit attaché à ces végétaux, produits végétaux et autres objets, à leur emballage ou aux véhicules qui en assurent le transport.

À partir du 1^{er} juin 1993, les végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés à l'annexe V, partie A, chapitre II, ne peuvent être introduits dans une zone protégée déterminée et ne peuvent pas y circuler, à moins qu'un passeport phytosanitaire valable pour cette zone et délivré conformément au paragraphe 1 ne soit attaché à ces végétaux, produits végétaux et autres objets, à leur emballage ou aux véhicules qui en assurent le transport. Si les conditions prévues à l'article 6, para-

graphe 8, en ce qui concerne le transport à travers les zones protégées sont remplies, les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables.

Le premier et le deuxième alinéas ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport, pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles.

3. Un passeport phytosanitaire peut, ultérieurement et dans toute partie de la Communauté, être remplacé par un autre conformément aux dispositions suivantes:

- le remplacement d'un passeport phytosanitaire peut avoir lieu seulement en cas soit de division de lots, soit de combinaison de plusieurs lots ou de leurs parties, soit de changement du statut phytosanitaire de lots, sans préjudice des exigences particulières prévues à l'annexe IV, soit dans d'autres cas spécifiés conformément au paragraphe 4,

- le remplacement peut avoir lieu seulement sur demande d'une personne physique ou morale, qu'il s'agisse d'un producteur ou non, inscrite dans un registre officiel, conformément aux dispositions, *mutatis mutandis*, de l'article 6, paragraphe 5, troisième alinéa,

- le passeport de remplacement peut être établi seulement par l'organisme officiel responsable de la région dans laquelle est situé l'établissement demandeur et seulement si l'identité du produit concerné et l'absence de risques d'infections dues à des organismes nuisibles figurant aux annexes I et II depuis l'envoi par le producteur peuvent être garanties,

- la procédure de remplacement doit être conforme aux dispositions qui peuvent être adoptées selon le paragraphe 4,

- le passeport de remplacement doit comporter une marque spéciale, spécifiée conformément au paragraphe 4, qui indique le numéro du producteur, d'origine ou en cas de changement du statut phytosanitaire, de l'opérateur responsable de ce changement.

4. Selon la procédure prévue à l'article 18, peuvent être adoptées des dispositions d'application concernant:

- les particularités de la procédure relative à la délivrance de passeports phytosanitaires, tels que prévus au paragraphe 1,

- les conditions dans lesquelles un passeport phytosanitaire peut être remplacé conformément au paragraphe 3, premier tiret,

- les particularités de la procédure relative au passeport de remplacement prévue au paragraphe 3, troisième tiret,

— la marque spéciale requise pour le passeport de remplacement, telle que prévue au paragraphe 3, cinquième tiret.

Article 11

1. Lorsque le contrôle prévu à l'article 6, paragraphes 1, 3 et 4, et effectué conformément à l'article 6, paragraphe 5, ne permet pas de conclure que les conditions prévues auxdits paragraphes sont remplies, aucun passeport phytosanitaire n'est délivré, sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Dans les cas spéciaux où il apparaît, sur la foi des résultats du contrôle effectué, qu'une partie des végétaux ou des produits végétaux cultivés, produits ou utilisés par le producteur ou présents de toute autre manière dans ses établissements, ou qu'une partie du milieu de culture qui y est utilisé, ne peut présenter de risque de propagation d'organismes nuisibles, le paragraphe 1 n'est pas applicable à ladite partie.

3. Dans les cas où le paragraphe 1 est applicable, les végétaux, produits végétaux ou milieux de culture concernés font l'objet d'une ou de plusieurs des mesures officielles suivantes:

- traitement approprié, suivi de la délivrance du passeport phytosanitaire approprié conformément à l'article 10, s'il est considéré que, comme conséquence du traitement, les conditions sont remplies,
- autorisation de circulation, sous contrôle officiel, vers des zones où ils ne présentent pas de risque supplémentaire,
- autorisation de circulation, sous contrôle officiel, vers des lieux de transformation industrielle,
- destruction.

Selon la procédure prévue à l'article 18, peuvent être adoptées des dispositions d'application concernant:

- les conditions dans lesquelles une ou plusieurs des mesures visées au premier alinéa doivent ou ne doivent pas être retenues,
- les particularités et conditions se rapportant à ces mesures.

4. Dans les cas où le paragraphe 1 est applicable, les activités du producteur sont totalement ou partiellement suspendues jusqu'à ce que l'élimination du risque de propagation d'organismes nuisibles soit établie. Tant que dure cette suspension, l'article 10 ne s'applique pas.

5. Lorsqu'il est considéré, pour ce qui concerne les produits visés à l'article 6, paragraphe 6, et sur la base d'un contrôle

officiel effectué conformément audit article, que les produits ne sont pas exempts d'organismes nuisibles figurant aux annexes I et II, les paragraphes 2, 3 et 4, du présent article s'appliquent *mutatis mutandis*.

Article 12

1. Les États membres n'exigent aucune déclaration supplémentaire sur les certificats phytosanitaires visés aux articles 7, 8 ou 9.

2. Lorsqu'il est constaté qu'une partie des végétaux, produits végétaux ou autres objets est contaminée par des organismes nuisibles énumérés aux annexes I et II, l'introduction de l'autre partie n'est pas interdite s'il n'existe aucun soupçon que cette partie soit contaminée et si une propagation des organismes nuisibles paraît exclue.

3. Les États membres prescrivent que les certificats phytosanitaires ou les certificats phytosanitaires de réexpédition présentés lors de l'introduction de végétaux, produits végétaux ou autres objets sur leur territoire, sont revêtus d'un cachet d'entrée du service compétent indiquant au moins son nom ainsi que la date d'entrée.

4. Les États membres veillent à ce que leur service de protection des végétaux informe le service de l'État membre réexpéditeur de tous les cas où des végétaux, produits végétaux ou autres objets provenant de cet État membre ont été saisis du fait d'interdictions ou restrictions phytosanitaires. Ces informations sont fournies sans préjudice des mesures que le service de protection des végétaux mentionné en premier lieu juge nécessaire de prendre au sujet de l'envoi saisi et sont communiquées dès que possible, de sorte que les services de protection des végétaux concernés puissent examiner la situation, en vue notamment de prendre les mesures nécessaires pour éviter que des cas analogues ne se reproduisent et, s'il y a lieu et dans la mesure du possible, de prendre, en ce qui concerne l'envoi saisi, les mesures adaptées au niveau du risque encouru en l'occurrence. Conformément à la procédure prévue à l'article 17 un système uniformisé d'information peut être mis en place à cet effet.

5. À partir du 1^{er} janvier 1993, les États membres organisent des contrôles officiels en vue de s'assurer du respect des dispositions de la présente directive, et notamment de l'article 10, paragraphe 2; ces contrôles sont effectués de manière aléatoire et sans aucune discrimination en ce qui concerne l'origine des végétaux, produits végétaux et autres objets, et conformément aux dispositions suivantes:

- contrôles occasionnels à tout moment et en tout lieu où des végétaux, des produits végétaux ou d'autres objets sont déplacés,
- contrôles occasionnels dans les établissements où des végétaux, des produits végétaux et d'autres objets sont cultivés, produits, stockés ou mis en vente, ainsi que dans les établissements des acheteurs,

— contrôles occasionnels, simultanément à tout autre contrôle de documents effectué pour des raisons autres que phytosanitaires.

Les contrôles doivent être réguliers dans les établissements inscrits dans un registre officiel conformément à l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 13, paragraphe 8, et peuvent être réguliers dans les établissements inscrits dans un registre officiel conformément à l'article 6, paragraphe 6.

Les contrôles peuvent être sélectifs si des indices donnent à penser qu'une ou plusieurs des dispositions de la présente directive n'ont pas été respectées.

6. Les acheteurs commerciaux de végétaux, produits végétaux et autres objets, conservent, en tant qu'utilisateurs finals engagés professionnellement dans la production de végétaux, les passeports phytosanitaires y relatifs pendant au moins un an et en consignent les références dans leurs livres.

Les inspecteurs ont accès aux végétaux, produits végétaux et autres objets à tout stade de la production et de la commercialisation. Ils sont habilités à procéder à toute enquête nécessaire aux fins des contrôles officiels en question, y compris ceux portant sur les passeports phytosanitaires et les livres.

7. Les États membres peuvent être assistés, dans le cadre des contrôles officiels, par les experts visés à l'article 21.

8. Lorsque les contrôles officiels effectués conformément aux paragraphes 5 et 6 révèlent que des végétaux, produits végétaux et autres objets présentent un risque de propagation d'organismes nuisibles, ces produits font l'objet de mesures officielles conformément à l'article 11, paragraphe 3.

Article 13

1. Les États membres prescrivent au moins pour l'introduction sur leur territoire des végétaux, produits végétaux ou autres objets énumérés à l'annexe V, partie B, et en provenance de pays tiers:

a) que ces végétaux, produits végétaux ou autres objets, ainsi que leurs emballages sont minutieusement examinés officiellement, en totalité ou sur échantillon représentatif, et que, en cas de besoin, les véhicules assurant leur transport sont également minutieusement examinés officiellement afin d'assurer, dans la mesure où ceci peut être constaté:

— qu'ils ne sont pas contaminés par les organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A,

— en ce qui concerne les végétaux et les produits végétaux énumérés à l'annexe II, partie A, qu'ils ne sont pas contaminés par les organismes nuisibles les concernant figurant dans cette partie d'annexe,

— en ce qui concerne les végétaux, produits végétaux ou autres objets énumérés à l'annexe IV, partie A, qu'ils répondent aux exigences particulières les concernant figurant dans cette partie d'annexe;

b) qu'ils sont accompagnés des certificats prescrits aux articles 7 ou 8 et qu'un certificat phytosanitaire ne peut pas être établi plus de 14 jours avant la date à laquelle les végétaux, produits végétaux ou autres objets ont quitté le pays expéditeur. Les certificats prescrits aux articles 7 ou 8 contiennent l'information conformément au modèle défini à l'annexe de la CIPV, telle que modifiée le 21 novembre 1979, et sans préjudice de la forme de présentation, et sont délivrés par des services autorisés à ces fins dans le cadre de la CIPV ou — dans le cas des pays non contractants — sur la base de dispositions législatives ou réglementaires du pays. Selon la procédure prévue à l'article 17, des listes des services autorisés par les différents pays tiers à délivrer les certificats peuvent être établies.

Par dérogation au premier alinéa, le certificat phytosanitaire délivré conformément au modèle fixé à l'annexe de la CIPV, dans sa version originale, peut être utilisé pour une période transitoire. La date d'expiration de la période susvisée peut être déterminée selon la procédure prévue à l'article 17.

2. Le paragraphe 1 du présent article est applicable aux cas visés à l'article 6, paragraphe 4, et à l'article 7, paragraphe 3.

3. Les États membres peuvent également prescrire que les envois en provenance de pays tiers et qui, selon la déclaration, ne contiennent pas de végétaux, de produits végétaux ou d'autres objets énumérés à l'annexe V, partie B, fassent l'objet d'un contrôle officiel, lorsqu'il y a de sérieuses raisons de croire qu'il y a eu infraction à la réglementation dans ce domaine.

Conformément à la procédure prévue à l'article 17, il est possible de:

— préciser les cas dans lesquels ces contrôles doivent avoir lieu,

— définir les modalités de tels contrôles.

Si, à l'issue d'un contrôle, des doutes subsistent au sujet de l'identité de l'envoi, notamment en ce qui concerne le genre, l'espèce ou l'origine, l'envoi est réputé contenir des végétaux, des produits végétaux ou d'autres objets énumérés à l'annexe V, partie B.

4. Pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles:

— les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas lorsque les végétaux, produits végétaux ou autres objets sont déplacés directement d'un point à un autre de la Communauté à travers le territoire d'un pays tiers,

— les paragraphes 1 et 2 du présent article et l'article 4, paragraphe 1, ne s'appliquent pas au transit par le territoire de la Communauté,

— les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport.

5. Conformément aux conditions qui seront fixées selon la procédure prévue à l'article 18, les paragraphes 1 et 2, du présent article ne s'appliquent pas aux travaux effectués à des fins d'essai ou à des fins scientifiques ni aux travaux sur les sélections variétales.

6. Un État membre peut, dans la mesure où une propagation d'organismes nuisibles n'est pas à craindre, prévoir que les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas, dans des cas individuels spécifiques, à des végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont cultivés, produits ou utilisés dans la zone frontalière immédiate avec un pays tiers et introduits dans cet État membre pour être exploités à proximité dans la zone frontalière de son territoire.

Lorsqu'il octroie une telle dérogation, l'État membre indique l'emplacement et le nom de l'exploitant. Ces indications, qui sont mises à jour régulièrement, sont à la disposition de la Commission.

Les végétaux, produits végétaux et autres objets qui font l'objet d'une dérogation en vertu du premier alinéa sont accompagnés de documents établissant de quel endroit du pays tiers concerné ils proviennent.

7. Il peut être décidé, dans le cadre d'arrangements techniques conclus entre la Commission et les organismes compétents de certains pays tiers et agréés selon la procédure prévue à l'article 18, que les activités liées aux inspections visées au paragraphe 1, point a), du présent article pourront également être exercées sous l'autorité de la Commission et en conformité avec les dispositions appropriées de l'article 21 dans le pays tiers concerné, en collaboration avec l'organisation phytosanitaire officielle du pays.

8. À partir du 1^{er} juin 1993, le paragraphe 1, point a) s'applique, dans le cas d'envois destinés à une zone protégée, aux organismes nuisibles et aux exigences particulières énumérés respectivement aux annexes I, II et IV, partie B. À partir de la même date, le paragraphe 1 est applicable lors de la première introduction dans la Communauté des végétaux, produits végétaux et autres objets concernés, sans préjudice des accords particuliers conclus à cet égard entre la Communauté et certains pays tiers.

Les États membres prescrivent que les importateurs, qu'ils soient producteurs ou non, doivent être inscrits sur un registre officiel, conformément à l'article 6, paragraphe 5, *mutatis mutandis*.

Les inspections, dans la mesure où il s'agit de contrôles documentaires et d'identité, ainsi que les contrôles visant le respect des dispositions de l'article 4, doivent avoir lieu au moment de la première introduction dans la Communauté, en relation avec les autres formalités administratives concernant l'importation, y compris les formalités douanières.

Les inspections, dans la mesure où il s'agit de contrôles phytosanitaires, sont effectuées aux endroits où sont effectuées les inspections visées au troisième alinéa ou à proximité de ceux-ci. Les autorités compétentes des États membres transmettent à la Commission et aux autres États membres la liste des points d'entrée. Toutefois, dans des cas particuliers, les contrôles phytosanitaires peuvent être effectués au lieu de destination si des garanties spécifiques en ce qui concerne le transport de végétaux, produits végétaux et autres objets sont fournies. Des dispositions d'application, pouvant prévoir des conditions minimales, sont adoptées selon la procédure prévue à l'article 18. Les contrôles phytosanitaires sont considérés comme partie intégrante des formalités visées au troisième alinéa.

Les États membres n'ont la faculté de déroger aux dispositions du présent paragraphe que dans les conditions fixées dans le cadre des arrangements techniques visés au paragraphe 7.

9. Il est prévu une participation financière de la Communauté pour les États membres afin de renforcer les infrastructures d'inspection, dans la mesure où il s'agit de contrôles phytosanitaires qui sont effectués conformément au paragraphe 8, quatrième alinéa.

Cette participation vise à améliorer, dans les postes d'inspection autres que ceux sur le lieu de destination, les équipements et les installations requis pour les activités d'inspection et d'examen et, le cas échéant, pour les mesures prévues au paragraphe 11, au-delà du niveau déjà atteint en respectant les conditions minimales stipulées dans les dispositions d'application conformément au paragraphe 8, quatrième alinéa.

La Commission propose l'inscription des crédits adéquats à cet effet au budget général de l'Union européenne.

Dans les limites des crédits disponibles à cette fin, la participation de la Communauté couvre jusqu'à 50% des dépenses directement afférentes à l'amélioration des équipements et des installations.

Les modalités sont définies dans un règlement d'application, selon la procédure prévue à l'article 18.

L'attribution de la participation financière de la Communauté et son montant sont décidés selon la procédure prévue à l'

article 18, au vu des informations et des documents fournis par l'État membre concerné et, le cas échéant, des résultats d'enquêtes effectuées sous l'autorité de la Commission par les experts visés à l'article 21, ainsi qu'en fonction des crédits disponibles à cette fin.

10. À partir du 1^{er} juin 1993, l'article 10, paragraphes 1 et 3 s'applique de la même manière aux végétaux, produits végétaux et autres objets visés au paragraphe 1 du présent article pour autant qu'ils figurent à l'annexe V, partie A, et lorsqu'il apparaît, sur la base du contrôle prévu au paragraphe 8, que les conditions visées au paragraphe 1 sont remplies.

11. À partir du 1^{er} juin 1993, lorsque les contrôles prévus au paragraphe 8 ne permettent pas de conclure que les conditions visées au paragraphe 1 sont remplies, une ou plusieurs des mesures officielles suivantes sont prises immédiatement:

- traitement approprié, s'il est considéré que, comme conséquence du traitement, les conditions sont remplies,
- retrait des produits infectés/infestés du lot,
- imposition de quarantaine jusqu'à ce que les résultats des examens ou des tests officiels soient disponibles,
- refus ou permis d'envoi vers une destination à l'extérieur de la Communauté,
- destruction.

L'article 11, paragraphe 3, deuxième alinéa, s'applique *mutatis mutandis*.

Dans le cas d'un retrait au titre du premier alinéa, deuxième tiret, ou d'un refus au titre du premier alinéa, quatrième tiret, les États membres prévoient que les certificats phytosanitaires ou les certificats phytosanitaires de réexpédition produits au moment où les végétaux, produits végétaux ou autres objets sont présentés en vue de leur introduction sur leur territoire sont annulés par les organismes officiels responsables respectifs. Lors de l'annulation, ces derniers apposent au recto du document, de façon bien visible, un cachet rouge de forme triangulaire, portant la mention «Certificat annulé» et indiquant au moins leur nom et la date du refus. Cette mention est inscrite en lettres capitales, dans au moins une des langues officielles de la Communauté.

Article 14

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, arrête les modifications à apporter aux annexes.

Toutefois, selon la procédure prévue à l'article 17, sont adoptées:

- a) les positions complémentaires à l'annexe III concernant certains végétaux, produits végétaux ou autres objets originaires de pays tiers déterminés, à condition:
 - i) que l'introduction de ces positions fasse l'objet d'une demande d'un État membre appliquant déjà des interdictions spéciales concernant ces mêmes produits aux introductions en provenance de pays tiers;
 - ii) que des organismes nuisibles présents dans le pays d'origine constituent un risque phytosanitaire pour tout ou partie de la Communauté

et

 - iii) que leur présence éventuelle sur les produits en cause ne puisse être détectée efficacement lors de l'introduction de ceux-ci;
- b) les positions complémentaires aux autres annexes concernant certains végétaux, produits végétaux ou autres objets originaires de pays tiers déterminés, à condition:
 - i) que l'introduction de ces positions fasse l'objet de la demande d'un État membre appliquant déjà des interdictions ou restrictions spéciales concernant ces mêmes produits aux introductions en provenance de pays tiers

et

 - ii) que des organismes nuisibles présents dans le pays d'origine constituent un risque phytosanitaire pour tout ou partie de la Communauté l'égard de certaines cultures sur lesquelles l'importance des dommages éventuellement causés ne peut pas être prévue;
- c) toute modification de la partie B des annexes, en accord avec l'État membre concerné;
- d) tout autre modification des annexes, nécessitée par l'évolution des connaissances scientifiques ou techniques.

Article 15

1. Selon la procédure prévue à l'article 17 ou, dans les cas urgents, selon la procédure prévue à l'article 19, les États membres peuvent être autorisés, sur demande, à prévoir des dérogations:

- à l'article 4, paragraphes 1 et 2, en ce qui concerne l'annexe III, parties A et B, sans préjudice des dispositions de l'article 4, paragraphe 5, ainsi qu'à l'article 5, paragraphes 1 et 2, et à l'article 13, paragraphe 1, point a), troisième tiret, en ce qui concerne les exigences visées à l'annexe IV, partie A, chapitre I, et partie B,

— à l'article 7, paragraphe 2, et à l'article 13, paragraphe 1, point b), dans le cas du bois, si des garanties équivalentes sont fournies,

pour autant qu'il soit établi que le risque de propagation des organismes nuisibles est prévenu par un ou plusieurs des facteurs suivants:

- l'origine des végétaux ou de produits végétaux,
- un traitement approprié,
- des précautions spécifiques pour l'utilisation des végétaux et des produits végétaux.

Ce risque est établi sur la base des données scientifiques et techniques disponibles; lorsque ces informations sont insuffisantes, elles doivent être suppléées par des enquêtes complémentaires ou, le cas échéant, par des recherches effectuées sous l'autorité de la Commission et en conformité avec les dispositions appropriées de l'article 21 dans le pays d'origine de végétaux, produits végétaux ou autres objets concernés.

Chaque autorisation s'applique individuellement à tout ou partie du territoire de la Communauté dans des conditions qui tiennent compte des risques de propagation d'organismes nuisibles par le produit concerné dans des zones protégées, ou dans certaines régions compte tenu des différences de conditions agricoles et écologiques. Dans ce cas, les États membres concernés sont expressément exemptés de certaines obligations dans les décisions prévoyant ces autorisations.

Ces risques sont établis sur la base des données scientifiques et techniques disponibles. Lorsque ces données sont insuffisantes, elles doivent être complétées par des enquêtes supplémentaires ou, le cas échéant, par des recherches effectuées par la Commission dans le pays d'origine des végétaux, produits végétaux ou autres objets concernés.

2. Pour les dérogations prévues au paragraphe 1, une mention officielle doit établir dans chaque cas individuel que les conditions pour l'octroi de la dérogation sont remplies.

3. Les États membres communiquent à la Commission les dérogations qu'ils ont accordées conformément au paragraphe 1. La Commission informe annuellement les autres États membres de ces communications.

Selon la procédure prévue à l'article 17, les États membres peuvent être dispensés de ces communications.

Article 16

1. Chaque État membre notifie immédiatement à la Commission et aux autres États membres toute présence, sur son territoire, d'organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A, chapitre I, ou à l'annexe II, partie A, chapitre I, ou toute apparition, dans une partie de son territoire dans laquelle leur présence n'était pas connue jusqu'alors, d'organismes nuisibles énumérés à l'annexe I, partie A, chapitre II, ou partie B ou à l'annexe II, partie A, chapitre II, ou partie B.

Il prend toutes les mesures nécessaires en vue de l'éradication ou, si celle-ci n'est pas possible, de l'endiguement des organismes nuisibles concernés. Il informe la Commission et les autres États membres de mesures prises.

2. Chaque État membre notifie immédiatement à la Commission et aux autres États membres l'apparition réelle ou soupçonnée d'organismes nuisibles non énumérés à l'annexe I ou à l'annexe II et dont la présence était inconnue sur son territoire. Il informe également la Commission et les autres États membres des mesures de protection qu'il a prises ou qu'il entend prendre. Ces mesures doivent, entre autres, être de nature à prévenir les risques de propagation de l'organisme nuisible concerné sur le territoire des autres États membres.

En ce qui concerne les envois de végétaux, produits végétaux ou autres objets en provenance de pays tiers considérés comme présentant un danger imminent d'introduction ou de propagation d'organismes nuisibles tels que visés au paragraphe 1 et au premier alinéa du présent paragraphe, l'État membre concerné prend immédiatement les mesures nécessaires pour protéger le territoire de la Communauté de ce danger et en informe la Commission et les autres États membres.

Lorsqu'un État membre estime qu'il existe un danger imminent autre que celui visé au deuxième alinéa, il notifie immédiatement à la Commission et aux autres États membres les mesures qu'il souhaiterait voir prises. S'il estime que ces mesures ne sont pas prises dans un délai suffisant pour éviter l'introduction ou la propagation d'un organisme nuisible sur son territoire, il peut prendre les dispositions provisoires qu'il estime nécessaires aussi longtemps que la Commission n'a pas adopté de mesures en application du paragraphe 3.

La Commission présentera un rapport au Conseil sur le fonctionnement de cette disposition, accompagné de propositions éventuelles, au plus tard le 31 décembre 1992.

3. Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2, la Commission examine la situation dès que possible avec le comité phytosanitaire permanent. Des enquêtes sur place peuvent être effectuées sous l'autorité de la Commission et en conformité avec les dis-

positions appropriées de l'article 21. Les mesures requises, y compris celles par lesquelles il peut être décidé si les mesures prises par les États membres doivent être révoquées ou amendées, peuvent être arrêtées selon la procédure prévue à l'article 19. La Commission suit l'évolution de la situation et, selon cette même procédure, modifie ou rapporte lesdites mesures en fonction de l'évolution de la situation. Aussi longtemps qu'aucune mesure n'a été arrêtée selon la procédure précitée, l'État membre peut maintenir les mesures qu'il a mises en application.

4. Les modalités d'application des paragraphes 1 et 2 sont arrêtées, en tant que de besoin, selon la procédure prévue à l'article 18.

Article 17

1. Dans les cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le comité phytosanitaire permanent, ci-après dénommé «comité», est saisi sans délai par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet au comité un projet de mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des États membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend pas part au vote.

3. La Commission arrête les mesures et les met immédiatement en application, lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité. Si elles ne sont pas conformes à l'avis du comité ou en l'absence d'avis, la Commission soumet aussitôt au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil arrête les mesures à la majorité qualifiée.

Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a été saisi, le Conseil n'a pas arrêté de mesures, la Commission arrête les mesures proposées et les met immédiatement en application, sauf dans le cas où le Conseil s'est prononcé à la majorité simple contre lesdites mesures.

Article 18

1. Dans les cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le comité est saisi sans délai par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet au comité un projet de mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des États membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend pas part au vote.

3. La Commission arrête les mesures et les met immédiatement en application, lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité. Si elles ne sont pas conformes à l'avis du comité, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet aussitôt au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil arrête les mesures à la majorité qualifiée.

Si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle il a été saisi, le Conseil n'a pas arrêté de mesures, la Commission arrête les mesures proposées.

Article 19

1. Dans les cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le comité est saisi sans délai par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un État membre.

2. Le représentant de la Commission soumet au comité un projet de mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai de deux jours. L'avis est émis à la majorité prévue à l'article 205, paragraphe 2, du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission. Lors des votes au sein du comité, les voix des représentants des États membres sont affectées de la pondération définie à l'article précité. Le président ne prend pas part au vote.

3. La Commission arrête les mesures et les met immédiatement en application, lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité. Si elles ne sont pas conformes à l'avis du comité ou en l'absence d'avis, la Commission soumet aussitôt au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre. Le Conseil arrête les mesures à la majorité qualifiée.

Si, à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a été saisi, le Conseil n'a pas arrêté de mesures, la Commission arrête les mesures proposées et les met immédiatement en application, sauf dans le cas où le Conseil s'est prononcé à la majorité simple contre lesdites mesures.

Article 20

1. La présente directive n'affecte pas les dispositions communautaires concernant, pour les végétaux et produits végétaux, des exigences de caractère phytosanitaire pour autant qu'elle ne prévoit pas ou n'admet pas expressément à ce sujet des exigences plus strictes.

2. Selon la procédure prévue à l'article 18, sont adoptées les modifications à la présente directive nécessaires pour la mise en conformité de celle-ci avec les dispositions communautaires visées au paragraphe 1.

3. Les États membres peuvent prendre, lors de l'introduction sur leur territoire de végétaux ou de produits végétaux, en particulier ceux énumérés à l'annexe VI ainsi que leurs emballages ou les véhicules assurant leur transport, des dispositions phytosanitaires particulières contre les organismes nuisibles qui attaquent, en règle générale, les végétaux ou produits végétaux stockés.

Article 21

1. Afin d'assurer une application correcte et uniforme de la présente directive, et sans préjudice des contrôles effectués sous l'autorité des États membres, la Commission peut charger des experts d'effectuer sous son autorité des contrôles concernant les tâches énumérées au paragraphe 3, sur place ou non, en conformité avec les dispositions du présent article.

Lorsque ces contrôles sont effectués dans un État membre, ils doivent se faire en coopération avec l'organisation phytosanitaire officielle de cet État membre, comme indiqué aux paragraphes 4, et 5, et conformément aux modalités prévues au paragraphe 7.

2. Les experts visés au paragraphe 1 peuvent être:

- engagés par la Commission,
- engagés par les États membres et mis à la disposition de la Commission sur une base temporaire ou *ad hoc*.

Ils doivent avoir acquis, au moins dans un État membre, les qualifications requises pour les personnes chargées d'effectuer et de surveiller les inspections phytosanitaires officielles.

3. Les contrôles visés au paragraphe 1 peuvent être effectués en ce qui concerne les tâches consistant à:

- surveiller les examens visés à l'article 6,
- surveiller ou, dans le cadre du paragraphe 5, cinquième alinéa du présent article, effectuer en coopération avec les États membres les inspections visées à l'article 13, paragraphe 1,

— exercer les activités précisées dans les arrangements techniques visés à l'article 13, paragraphe 7,

— procéder aux enquêtes et recherches visées à l'article 15, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 3,

— assister la Commission dans les tâches visées au paragraphe 6,

— assurer toute autre mission qui serait confiée aux experts par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

4. En vue de l'accomplissement des tâches énumérées au paragraphe 3, les experts visés au paragraphe 1 peuvent:

— visiter des pépinières, des exploitations et d'autres lieux où les végétaux, les produits végétaux ou autres objets sont ou ont été cultivés, produits, transformés ou stockés,

— visiter les lieux où les examens visés à l'article 6 ou les inspections visées à l'article 13 sont effectués,

— consulter des fonctionnaires des organisations phytosanitaires officielles des États membres,

— accompagner les inspecteurs nationaux des États membres lorsqu'ils exercent des activités aux fins de l'application de la présente directive.

5. Au titre de la coopération mentionnée au paragraphe 1, deuxième alinéa, l'organisation phytosanitaire officielle de cet État membre doit être informée suffisamment tôt de la tâche à exécuter afin que les dispositions nécessaires puissent être prises.

Les États membres doivent prendre toutes mesures raisonnables pour garantir que les objectifs et l'efficacité des inspections ne sont pas compromis. Ils doivent assurer que les experts pourront s'acquitter de leurs tâches sans entrave, et ils prennent toutes mesures raisonnables pour mettre à leur disposition, à leur demande, les équipements nécessaires disponibles, y compris le matériel et le personnel de laboratoire. La Commission remboursera des frais résultant de ces demandes, dans les limites des crédits disponibles à cette fin dans le budget général de l'Union européenne.

Les experts doivent, dans tous les cas où la législation nationale l'exige, être dûment mandatés par l'organisation phytosanitaire officielle de l'État membre concerné et observer les règles et usages qui s'imposent aux agents de cet État membre.

Lorsque la tâche consiste à surveiller les examens visés à l'article 6, à surveiller les inspections visées à l'article 13, para-

graphe 1, ou à procéder aux enquêtes visées à l'article 15, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 3, aucune décision ne peut être prise sur place. Les experts font rapport à la Commission sur leurs activités et leurs conclusions.

Lorsque la tâche consiste à effectuer les inspections visées à l'article 13, paragraphe 1, ces inspections doivent être intégrées dans un programme d'inspection établi, et les règles de procédures édictées par l'État membre concerné doivent être respectées; cependant, dans le cas d'une inspection conjointe, l'État membre concerné ne permet l'introduction d'un lot dans la Communauté que si son organisation phytosanitaire et la Commission sont d'accord. Selon la procédure prévue à l'article 18, cette condition peut être étendue à d'autres exigences irrévocables appliquées aux lots avant leur introduction dans la Communauté si l'expérience montre que cette extension est nécessaire. En cas de désaccord entre l'expert communautaire et l'inspecteur national, l'État membre concerné prend les mesures conservatoires qui s'imposent, dans l'attente d'une décision définitive.

Dans tous les cas, les dispositions nationales en matière de procédures pénales et de sanctions administratives sont appliquées selon les procédures habituelles. Lorsque les experts décèlent une infraction suspectée aux dispositions de la présente directive, ce fait doit être notifié aux autorités compétentes de l'État membre concerné.

6. La Commission:

- établit un réseau pour la notification de l'apparition d'organismes nuisibles,
- formule des recommandations en vue de l'établissement de notes pour l'orientation des experts et des inspecteurs nationaux dans l'exercice de leurs activités.

Pour assister la Commission dans cette dernière tâche, les États membres notifient à la Commission les procédures d'inspection nationales en vigueur dans le domaine phytosanitaire.

7. La Commission arrête, selon la procédure prévue à l'article 18, les modalités d'application du présent article, y compris celles applicables à la coopération mentionnée au paragraphe 1, deuxième alinéa.

8. La Commission fait rapport au Conseil, au plus tard le 31 décembre 1994, sur l'expérience acquise dans le cadre de l'application des dispositions du présent article. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, prend les mesures nécessaires pour modifier, le cas échéant, ces dispositions à la lumière de cette expérience.

Article 22

En cas d'apparition réelle ou soupçonnée d'un organisme nuisible due à son introduction ou à sa dissémination dans la Communauté, les États membres peuvent bénéficier d'une participa-

tion financière de la Communauté au titre de la «lutte phytosanitaire» conformément aux articles 23 et 24, pour couvrir les dépenses directement afférentes aux mesures nécessaires qui ont été prises ou sont prévues afin de lutter contre cet organisme nuisible en vue de son éradication ou, si celle-ci n'est pas possible, de son endiguement. La Commission propose l'inscription de crédits adéquats à cet effet au budget général de l'Union européenne.

Article 23

1. L'État membre concerné peut obtenir, à sa demande, la participation financière de la Communauté visée à l'article 22, s'il est établi que l'organisme nuisible en cause, énuméré ou non aux annexes I et II:

- a fait l'objet d'une notification conformément à l'article 16, paragraphe 1, ou paragraphe 2, premier alinéa,

et

- présente un danger imminent pour tout ou partie de la Communauté du fait de son apparition dans une zone dans laquelle sa présence n'a pas été signalée jusqu'alors ou dans laquelle il a été éradiqué ou est en cours d'éradication

et

- a été introduit dans cette zone par des lots de végétaux, de produits végétaux ou d'autres objets provenant d'un pays tiers ou d'une autre zone de la Communauté.

2. Sont considérées comme mesures nécessaires au sens de l'article 22:

- a) les opérations de destruction, de désinfection, de désinfestation, de stérilisation, de nettoyage ou tout autre traitement effectué officiellement ou à la suite d'une demande officielle pour:
 - i) les végétaux, produits végétaux et autres objets constitutifs du ou des lots ayant été à l'origine de l'introduction de l'organisme nuisible dans la zone en cause et ayant été reconnus contaminés ou susceptibles d'être contaminés;
 - ii) les végétaux, produits végétaux et autres objets reconnus contaminés ou susceptibles d'être contaminés par l'organisme nuisible introduit, qui sont issus de végétaux du ou des lots en cause ou qui se sont trouvés à proximité immédiate des végétaux, produits végétaux ou autres objets de ces lots, ou de végétaux qui en sont issus;
 - iii) les substrats de culture et les terrains reconnus contaminés ou susceptibles d'être contaminés par l'organisme nuisible en cause;

- iv) les matériaux de production, de conditionnement, d'emballage ou de stockage, les locaux de stockage ou de conditionnement et les moyens de transport qui ont été en contact avec tout ou partie des végétaux, produits végétaux et autres objets visés ci-dessus;
- b) les inspections ou les tests effectués officiellement ou à la suite d'une demande officielle en vue de vérifier la présence ou l'importance de la contamination par l'organisme nuisible introduit;
- c) l'interdiction ou la restriction d'utilisation de substrats de culture, de surfaces cultivables ou de locaux, ainsi que des végétaux, produits végétaux ou autres objets autres que les matériels du ou des lots en cause ou ceux qui en sont issus, lorsqu'elles résultent de décisions officielles prises pour des raisons de risques phytosanitaires en rapport avec l'organisme nuisible introduit.

3. Les versements effectués sur des fonds publics, destinés:

- à couvrir la totalité ou une partie des coûts des mesures visées au paragraphe 2, points a) et b), à l'exception de ceux liés aux dépenses courantes de fonctionnement de l'organisme officiel responsable en cause ou
- à compenser tout ou partie des pertes financières, autres que le manque à gagner, liées directement à une ou plusieurs des mesures visées au paragraphe 2, point c),

sont considérés comme des dépenses directement afférentes aux mesures nécessaires visées au paragraphe 2.

Par dérogation au premier alinéa deuxième tiret, un règlement d'application peut spécifier, selon la procédure prévue à l'article 18, les cas où une compensation pour le manque à gagner est considérée comme une dépense directement afférente aux mesures nécessaires, sous réserve des conditions spécifiées à cet égard au paragraphe 5, ainsi que les limitations de durée applicables à ces cas, la durée maximale étant de trois ans.

4. Afin de pouvoir bénéficier de la participation financière de la Communauté et sans préjudice de l'article 16, l'État membre concerné introduit, au plus tard avant la fin de l'année civile suivant celle de la détection de l'apparition de l'organisme nuisible, une demande en ce sens à la Commission et informe immédiatement la Commission et les autres États membres:

- de la référence de la notification visée au paragraphe 1, premier tiret,
- de la nature et de l'étendue de l'apparition de l'organisme nuisible visée à l'article 22, ainsi que de l'historique et des modalités de sa détection,

— de l'identité des lots visés au paragraphe 1, troisième tiret, par lesquels l'organisme nuisible a été introduit,

— des mesures nécessaires qui ont été prises ou sont prévues, y compris leur échéancier, pour lesquelles il sollicite une aide

ainsi que

— des résultats obtenus et du coût réel ou estimé des dépenses engagées ou à engager et de la part de ces dépenses qui est ou sera couverte par des fonds publics attribués par l'État membre pour la mise en œuvre desdites mesures nécessaires.

Lorsque la détection de l'apparition de l'organisme nuisible a eu lieu avant le 30 janvier 1997, cette date est considérée comme étant celle de la détection au sens du présent paragraphe et du paragraphe 5, à condition que la date réelle de la détection ne soit pas antérieure au 1^{er} janvier 1995. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable à la compensation pour le manque à gagner visée au paragraphe 3, deuxième alinéa, sauf, dans des cas exceptionnels, conformément aux conditions fixées dans le règlement d'application visé au paragraphe 3, pour le manque à gagner subi ultérieurement.

5. Sans préjudice de l'article 24, l'attribution de la participation financière de la Communauté et son montant sont décidés selon la procédure prévue à l'article 18, au vu des informations et des documents fournis par l'État membre concerné selon les dispositions du paragraphe 4, et, le cas échéant, des résultats d'enquêtes effectuées sous l'autorité de la Commission par les experts visés à l'article 21, en vertu de l'article 16, paragraphe 3, premier alinéa, et en tenant compte de l'importance du danger visé au paragraphe 1, deuxième tiret, ainsi qu'en fonction des crédits disponibles à ces fins.

Dans les limites des crédits disponibles à ces fins, la participation financière de la Communauté couvre jusqu'à 50% et, en cas de compensation pour le manque à gagner visée au paragraphe 3, deuxième alinéa, jusqu'à 25% des dépenses directement afférentes aux mesures nécessaires visées au paragraphe 2, à condition que celles-ci aient été prises au cours d'une période ne dépassant pas deux ans à compter de la date de la détection de l'apparition d'un organisme nuisible visée à l'article 22, ou soient prévues pour cette période.

La période susvisée peut être prolongée, selon la même procédure, si l'examen de la situation concernée permet de conclure que les objectifs des mesures seront réalisés dans un délai supplémentaire raisonnable. La participation financière de la Communauté sera dégressive au cours des années en cause.

Lorsque l'État membre ne peut pas fournir les informations requises concernant l'identité des lots conformément au paragraphe 4, troisième tiret, il indique les sources présumées de l'apparition et les raisons pour lesquelles les lots n'ont pu être

identifiés. L'attribution de la participation financière peut être décidée, selon la même procédure, en fonction des résultats de l'évaluation de ces informations.

Les modalités d'application du présent paragraphe sont définies dans un règlement d'application, selon la procédure prévue à l'article 18.

6. Compte tenu de l'évolution de la situation dans la Communauté, il peut être décidé, selon la procédure prévue aux articles 18 ou 19, que d'autres actions seront mises en œuvre ou que des mesures prises ou prévues par l'État membre concerné seront assorties de certaines exigences ou conditions supplémentaires, si elles sont nécessaires pour la réalisation des objectifs considérés.

L'attribution de la participation financière de la Communauté pour ces autres actions, exigences ou conditions est décidée selon la même procédure. Dans les limites de crédits disponibles à ces fins, la participation financière de la Communauté couvre jusqu'à 50% des dépenses directement afférentes à ces autres actions, exigences ou conditions.

Lorsque ces autres actions, exigences ou conditions visent essentiellement à protéger des territoires de la Communauté autres que le territoire de l'État membre concerné, il peut être décidé, selon la même procédure, que la participation financière de la Communauté couvre plus de 50% des dépenses.

La participation financière de la Communauté est limitée dans le temps et elle est dégressive au cours des années en cause.

7. L'attribution d'une participation financière de la Communauté est sans préjudice des droits que l'État membre concerné ou des particuliers pourraient avoir à l'égard de tiers, y compris d'autres États membres dans les cas visés à l'article 24, paragraphe 3, pour le remboursement de dépenses, l'indemnisation de pertes ou d'autres préjudices, en vertu de la législation nationale, du droit communautaire ou du droit international. Ces droits feront l'objet d'un transfert de plein droit à la Communauté, qui prendra effet avec le versement de sa participation financière, dans la mesure où des dépenses, pertes ou autres préjudices sont couverts par cette participation.

8. La participation financière de la Communauté peut être versée en plusieurs tranches.

S'il apparaît que la participation financière de la Communauté qui a été attribuée n'est plus justifiée, les mesures suivantes sont d'application.

La participation financière de la Communauté attribuée à l'État membre concerné en vertu des paragraphes 5 et 6 peut soit être réduite, soit être suspendue s'il est établi, au vu des informations fournies par cet État membre, des résultats des enquêtes effectuées sous l'autorité de la Commission par les experts

visés à l'article 21, ou des résultats de l'examen approprié auquel la Commission a procédé conformément aux procédures analogues à celles prévues à l'article 39 du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels⁽¹⁾:

- que l'inexécution en tout ou en partie des mesures nécessaires décidées en vertu des paragraphes 5 ou 6 ou le non-respect des modalités ou délais fixés selon ces dispositions ou exigés par les objectifs poursuivis ne sont pas justifiés ou
- que les mesures ne sont plus nécessaires ou
- qu'une situation correspondant à la description figurant à l'article 39 du règlement (CE) n° 1260/1999 est détectée.

9. Les articles 8 et 9 du règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune⁽²⁾ sont applicables *mutatis mutandis*.

10. L'État membre concerné rembourse à la Communauté tout ou partie des montants qui lui ont été versés sous la forme d'une participation financière communautaire attribuée en vertu des paragraphes 5 et 6, s'il est établi par les sources d'information énumérées au paragraphe 8:

- a) que les mesures nécessaires prises en compte en vertu des paragraphes 5 ou 6:
 - i) n'ont pas été mises en œuvre ou
 - ii) n'ont pas été mises en œuvre d'une manière conforme aux modalités ou délais fixés selon ces dispositions ou exigés par les objectifs poursuivis ou
- b) que les montants versés ont été utilisés à d'autres fins que celles pour lesquelles la participation financière a été attribuée ou
- c) qu'une situation correspondant à la description figurant à l'article 39 du règlement (CE) n° 1260/1999 est détectée.

Les droits visés au paragraphe 7, deuxième phrase, sont transférés de plein droit à l'État membre en cause, avec effet à la date de la restitution, dans la mesure où ces droits sont couverts par celle-ci.

Les intérêts dus pour cause de retard de paiement sont prélevés sur les montants non restitués conformément aux dispositions du règlement financier et conformément aux arrangements à prendre par la Commission conformément à la procédure fixée à l'article 18.

⁽¹⁾ JO L 161 du 26.6.1999, p. 1.

⁽²⁾ JO L 160 du 26.6.1999, p. 103.

Article 24

1. En ce qui concerne les causes de l'apparition de l'organisme nuisible visé à l'article 22, les dispositions suivantes sont d'application.

La Commission vérifie si l'apparition de l'organisme nuisible dans la zone concernée a été causée par le déplacement vers cette zone d'un ou de plusieurs lots porteurs de cet organisme nuisible et elle identifie le ou les États membres successifs de provenance du ou des lots.

L'État membre de provenance du ou des lots porteurs de l'organisme nuisible, qu'il s'agisse ou non du même État membre que celui qui est visé ci-dessus, informe immédiatement la Commission, à la demande de cette dernière, de tous les détails touchant à l'origine ou aux origines du ou des lots et de toutes les opérations administratives qui s'y rattachent, y compris les examens, inspections et contrôles prévus dans la présente directive, afin de déterminer les raisons pour lesquelles la non-conformité du ou des lots avec les dispositions de la présente directive n'a pas été décelée par cet État membre. Il informe aussi la Commission, à sa demande, de la destination de tous les autres lots en provenance de la même origine ou des mêmes origines pendant une période déterminée.

Pour compléter les informations, des enquêtes peuvent être effectuées sous l'autorité de la Commission par les experts visés à l'article 21.

2. Les informations acquises en vertu des présentes dispositions ou des dispositions de l'article 16, paragraphe 3, sont examinées au sein du comité, afin de recenser les déficiences éventuelles du régime phytosanitaire communautaire, ou de son application, ainsi que les mesures susceptibles d'y remédier.

Les informations visées au paragraphe 1 sont également utilisées aux fins d'établir, conformément aux dispositions du traité, si la non-conformité du ou des lots ayant été à l'origine de l'apparition de l'organisme nuisible dans la zone concernée n'a pas été décelée par l'État membre de provenance parce que celui-ci a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du traité et des dispositions de la présente directive relatives notamment aux examens prévus à l'article 6 ou aux inspections prévues à l'article 13, paragraphe 1.

3. Lorsque la conclusion visée au paragraphe 2 est établie pour l'État membre visé à l'article 23, paragraphe 1, la participation financière de la Communauté ne lui est pas attribuée ou, si elle a déjà été attribuée, elle ne lui est pas versée, ou, si elle a déjà été versée, elle est restituée à la Communauté. Dans ce dernier cas, les dispositions de l'article 23, paragraphe 10, troisième alinéa, sont applicables.

Lorsque la conclusion visée au paragraphe 2 est établie pour un autre État membre, le droit communautaire est applicable,

en tenant compte des dispositions de l'article 23, paragraphe 2, deuxième phrase.

Article 25

En ce qui concerne la participation financière visée à l'article 13, paragraphe 9, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, adopte les dispositions relatives aux cas exceptionnels où l'intérêt supérieur de la Communauté justifie une contribution de sa part pouvant aller jusqu'à 70% des dépenses directement afférentes à l'amélioration des équipements et des installations, dans les limites des crédits disponibles à ces fins et dans la mesure où cela ne risque pas d'affecter les décisions prises conformément à l'article 23, paragraphe 5 ou 6.

Article 26

Au plus tard le 20 janvier 2002, la Commission examine les résultats de l'application de l'article 13, paragraphe 9, et des articles 22, 23 et 24 et soumet au Conseil un rapport, assorti d'éventuelles propositions de modifications.

Article 27

La directive 77/93/CEE telle que modifiée par les actes figurant à l'annexe VIII, partie A, est abrogée, sans préjudice des obligations des États membres en ce qui concerne les délais de transposition et d'application figurant à l'annexe VIII, partie B.

Les références faites à la directive abrogée s'entendent comme faites à la présente directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe IX.

Article 28

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Article 29

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 8 mai 2000.

Par le Conseil

Le président

J. PINA MOURA

ANNEXE I

PARTIE A

**ORGANISMES NUISIBLES DONT L'INTRODUCTION ET LA DISSÉMINATION DOIVENT ÊTRE INTERDITES
DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES**

Chapitre I

ORGANISMES NUISIBLES INCONNUS DANS LA COMMUNAUTÉ ET IMPORTANTS POUR TOUTE LA COMMUNAUTÉ

a) **Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement**

1. *Acleris* spp. (non européen)
2. *Amauromyza maculosa* (Malloch)
3. *Anomala orientalis* Waterhouse
4. *Anoplophora chinensis* (Thomson)
5. *Anoplophora malasiaca* (Forster)
6. *Arrhenodes minutus* Drury
7. *Bemisia tabaci* Genn. (populations non européennes) vecteur de virus tels que:
 - a) Bean golden mosaic virus
 - b) Cowpea mild mottle virus
 - c) Lettuce infectious yellow virus
 - d) Pepper mild tigré virus
 - e) Squash leaf curl virus
 - f) Euphorbia mosaic virus
 - g) Florida tomato virus
8. Cicadellidae (non européens) connus en tant que vecteurs de la maladie de Pierce (causée par *Xylella fastidiosa*), tels que:
 - a) *Carneocephala fulgida* Nottingham
 - b) *Draeculacephala minerva* Ball
 - c) *Graphocephala atropunctata* (Signoret)
9. *Choristoneura* spp. (non européen)
10. *Conotrachelus nenuphar* (Herbst)
- 10.1. *Diabrotica barberi* Smith & Lawrence
- 10.2. *Diabrotica undecimpunctata howardi* Barber
- 10.3. *Diabrotica undecimpunctata undecimpunctata* Mannerheim
- 10.4. *Diabrotica virgifera* Le Conte

11. *Heliothis zea* (Boddie)
- 11.1. *Hirschmanniella* spp., à l'exception de *Hirschmanniella gracilis* (de Man) Luc & Goodey
12. *Liriomyza sativae* Blanchard
13. *Longidorus diadecturus* Eveleigh et Allen
14. *Monochamus* spp. (non européen)
15. *Myndus crudus* Van Duzee
16. *Nacobbus aberrans* (Thorne) Thorne et Allen
17. *Premnotrypes* spp. (non européen)
18. *Pseudopityophthorus minutissimus* (Zimmermann)
19. *Pseudopityophthorus pruinosus* (Eichhoff)
20. *Scaphoideus luteolus* (Van Duzee)
21. *Spodoptera eridania* (Cramer)
22. *Spodoptera frugiperda* (Smith)
23. *Spodoptera litura* (Fabricius)
24. *Thrips palmi* Karny
25. Tephritidae (non européens tels que):
 - a) *Anastrepha fraterculus* (Wiedemann)
 - b) *Anastrepha ludens* (Loew)
 - c) *Anastrepha obliqua* Macquart
 - d) *Anastrepha suspensa* (Loew)
 - e) *Dacus ciliatus* Loew
 - f) *Dacus curcurbitae* Coquillet
 - g) *Dacus dorsalis* Hendel
 - h) *Dacus tryoni* (Froggatt)
 - i) *Dacus tsuneonis* Miyake
 - j) *Dacus zonatus* Saund.
 - k) *Epochra canadensis* (Loew)
 - l) *Pardalaspis cyanescens* Bezzi
 - m) *Pardalaspis quinaria* Bezzi
 - n) *Pterandrus rosa* (Karsch)
 - o) *Rhacochlaena japonica* Ito
 - p) *Rhagoletis cingulata* (Loew)
 - q) *Rhagoletis completa* Cresson
 - r) *Rhagoletis fausta* (Osten-Sacken)

- s) *Rhagoletis indifferens* Curran
- t) *Rhagoletis mendax* Curran
- u) *Rhagoletis pomonella* Walsh
- v) *Rhagoletis ribicola* Doane
- w) *Rhagoletis suavis* (Loew)

- 26. *Xiphinema americanum* Cobb *sensu lato* (populations non européennes)
- 27. *Xiphinema californicum* Lamberti et Bleve-Zacheo

b) **Bactéries**

- 1. *Xylella fastidiosa* (Well et Raju)

c) **Champignons**

- 1. *Ceratocystis fagacearum* (Bretz) Hunt
- 2. *Chrysomyxa arctostaphyli* Dietel
- 3. *Cronartium* spp. (non européen)
- 4. *Endocronartium* spp. (non européen)
- 5. *Guignardia loricata* (Saw.) Yamamoto et Ito
- 6. *Gymnosporangium* spp. (non européen)
- 7. *Inonotus weirii* (Murril) Kotlaba et Pouzar
- 8. *Melampsora farlowii* (Arthur) Davis
- 9. *Monilinia fructicola* (Winter) Honey
- 10. *Mycosphaerella larici-leptolepis* Ito *et al.*
- 11. *Mycosphaerella populorum* G. E. Thompson
- 12. *Phoma andina* Turkensteen
- 13. *Phyllosticta solitaria* Ell. et Ev.
- 14. *Septoria lycopersici* Speg. var. *malagutii* Ciccarone et Boerema
- 15. *Thecaphora solani* Barrus
- 15.1. *Tilletia indica* Mitra
- 16. *Trechispora brinkmannii* (Bresad.) Rogers

d) **Virus et organismes analogues**

- 1. Mycoplasme de la nécrose du phloème d'*Ulmus*
- 2. Virus et organismes analogues de la pomme de terre:
 - a) Andean potato latent virus
 - b) Andean potato mottle virus

- c) Arracacha virus B, oca strain
 - d) Potato black ringspot virus
 - e) Potato spindle tuber viroid
 - f) Potato virus T
 - g) Isolats non européens des virus A, M, S, V, X et Y (y compris Y^o, Yⁿ et Y^c), ainsi que du Potato leafroll virus
3. Tobacco ringspot virus
4. Tomato ringspot virus
5. Virus et organismes analogues de *Cydonia* Mill., *Fragaria* L., *Malus* Mill., *Prunus* L., *Pyrus* L., *Ribes* L., *Rubus* L. et *Vitis* L. tels que:
- a) Blueberry leaf mottle virus
 - b) Cherry rasp leaf virus (américain)
 - c) Peach mosaic virus (américain)
 - d) Peach phony rickettsia
 - e) Peach rosette mosaic virus
 - f) Peach rosette mycoplasma
 - g) Peach X-disease mycoplasma
 - h) Peach yellows mycoplasma
 - i) Plum line pattern virus (américain)
 - j) Raspberry leaf curl virus (américain)
 - k) Strawberry latent «C» virus
 - l) Strawberry vein banding virus
 - m) Strawberry witches' broom mycoplasma (mycoplasme des balais de sorcière du fraisier)
 - n) Virus et organismes analogues non européens de *Cydonia* Mill., *Fragaria* L., *Malus* Mill., *Prunus* L., *Pyrus* L., *Ribes* L., *Rubus* L. et *Vitis* L.
6. Virus transmis par *Bemisia tabaci* Genn., tels que:
- a) Bean golden mosaic virus
 - b) Cowpea mild mottle virus
 - c) Lettuce infectious yellows virus
 - d) Pepper mild tigré virus
 - e) Squash leaf curl virus
 - f) Euphorbia mosaic virus
 - g) Florida tomato virus
- e) **Plantes parasites**
1. *Arceuthobium* spp. (non européenne)

Chapitre II

ORGANISMES NUISIBLES PRÉSENTS DANS LA COMMUNAUTÉ ET IMPORTANTS POUR TOUTE LA COMMUNAUTÉ

a) **Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement**

1. *Globodera pallida* (Stone) Behrens
2. *Globodera rostochiensis* (Wollenweber) Behrens
3. *Heliothis armigera* (Hübner)
4. *Liriomyza bryoniae* (Kaltenbach)
5. *Liriomyza trifolii* (Burgess)
6. *Liriomyza huidobrensis* (Blanchard)
- 6.1. *Meloidogyne chitwoodi* Golden *et al.* (toutes populations)
- 6.2. *Meloidogyne fallax* Karssen
7. *Opogona sacchari* (Bojer)
8. *Popilia japonica* Newman
- 8.1. *Rhizoecus hibisci* Kawai et Takagi
9. *Spodoptera littoralis* (Boisduval)

b) **Bactéries**

1. *Clavibacter michiganensi* (Smith) Davis *et al.* ssp. *sepedonicus* (Spieckermann et Kotthoff) Davis *et al.*
2. *Pseudomonas solanacearum* (Smith) Smith

c) **Champignons**

1. *Melampsora medusae* Thümen
2. *Synchytrium endobioticum* (Schilbersky) Percival

d) **Virus et organismes analogues**

1. Mycoplasme de la prolifération du pommier (Apple proliferation mycoplasma)
2. Mycoplasme de l'enroulement chlorotique de l'abricotier (Apricot chlorotic leafroll mycoplasma)
3. Mycoplasme du dépérissement du poirier (Pear decline mycoplasma)

PARTIE B

**ORGANISMES NUISIBLES DONT L'INTRODUCTION ET LA DISSÉMINATION DOIVENT ÊTRE INTERDITES
DANS CERTAINES ZONES PROTÉGÉES**

a) **Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement**

Espèce	Zone(s) protégée(s)
1. <i>Bemisia tabaci</i> Genn (populations européennes)	DK, IRL, P (entre Douro e Minho, Trás-os-Montes, Beira Litoral, Beira Interior, Ribatejo e Oeste, Alentejo, Ribatejo e Oeste, Alentejo, Madère et les Açores), UK, S, FI
2. <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens	FI
3. <i>Leptinotarsa decemlineata</i> Say	E (Minorque et Ibiza), IRL, P (Açores et Madère), UK, S (Malmöhus, Kristianstads, Blekinge, Kalmar, Gotlands Län, Halland), FI (districts d'Åland, Turku, Uusimaa, Kymi, Häme, Pirkanmaa, Satakunta)

b) **Virus et organismes analogues**

Espèce	Zone(s) protégée(s)
1. Beet necrotic yellow vein virus	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
2. Tomato spotted wilt virus	DK, S, FI

ANNEXE II

PARTIE A

**ORGANISMES NUISIBLES DONT L'INTRODUCTION ET LA DISSÉMINATION DOIVENT ÊTRE INTERDITES
DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES S'ILS SE TROUVENT SUR CERTAINS VÉGÉTAUX OU PRODUITS
VÉGÉTAUX**

Chapitre I

ORGANISMES NUISIBLES INEXISTANTS DANS LA COMMUNAUTÉ ET IMPORTANTS POUR TOUTE
LA COMMUNAUTÉ

a) Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Aculops fuchsiae</i> Keifer	Végétaux de <i>Fuchsia</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
2. <i>Aleurochantus</i> spp.	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
3. <i>Anthonomus bisignifer</i> (Schenkling)	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
4. <i>Anthonomus signatus</i> (Say)	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
5. <i>Aonidella citrina</i> Coquillet	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
6. <i>Aphelenchoïdes besseyi</i> Christie (*)	Semences de <i>Oryza</i> spp.
7. <i>Aschistonyx eppoi</i> Inouye	Végétaux de <i>Juniperus</i> L., à l'exception des fruits et semences, originaires de pays non européens
8. <i>Bursaphelenchus xylophilus</i> (Steiner et Buhner) Nickle et al.	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Cedrus</i> Trew, <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L., <i>Pseudotsuga</i> Carr. et <i>Tsuga</i> Carr., à l'exception des fruits et semences, et bois de conifères (coniférales), originaires de pays non européens
9. <i>Carposina niponensis</i> Walsingham	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
10. <i>Diaphorina citri</i> Kuway.	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf. et leurs hybrides, et <i>Murraya</i> König, à l'exception des fruits et semences
11. <i>Enarmonia packardi</i> (Zeller)	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
12. <i>Enarmonia prunivora</i> Walsh	Végétaux de <i>Crataegus</i> L., <i>Malus</i> Mill., <i>Photinia</i> Ldl., <i>Prunus</i> L. et <i>Rosa</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, et fruits de <i>Malus</i> Mill. et <i>Prunus</i> L., originaires de pays non européens
13. <i>Eotetranychus lewisi</i> McGregor	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
14. <i>Eotetranychus orientalis</i> Klein	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
15. <i>Grapholita inopinata</i> Heinrich	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
16. <i>Hishomonus phycitis</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences

Espèce	Objet de la contamination
17. <i>Leucaspis japonica</i> Ckll.	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
18. <i>Listronotus bonariensis</i> (Kuschel)	Semences de <i>Cruciferae</i> , <i>Graminae</i> et <i>Trifolium</i> spp., originaires de l'Argentine, de l'Australie, de la Bolivie, du Chili, de la Nouvelle-Zélande et de l'Uruguay
19. <i>Margarodes</i> , espèces non européennes, telles que: a) <i>Margarodes vitis</i> (Phillipi) b) <i>Margarodes vredendalensis</i> de Klerk c) <i>Margarodes prieskaensis</i> Jakubski	Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits et semences
20. <i>Numonia pirivorella</i> (Matsumura)	Végétaux de <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
21. <i>Oligonychus perditus</i> Pritchard et Baker	Végétaux de <i>Juniperus</i> L., à l'exception des fruits et semences, originaires de pays non européens
22. <i>Pissodes</i> spp. (non européen)	Végétaux de conifères (coniférales), à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales), avec écorce, écorce isolée de conifères (coniférales), originaires de pays non européens
23. <i>Radopholus citrophilus</i> Huettel Dickson et Kaplan	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences, et végétaux de <i>Araceae</i> , <i>Marantaceae</i> , <i>Musaceae</i> , <i>Persea</i> spp., <i>Strelitziaceae</i> , racinés ou avec milieu de culture adhérent ou associé
24. <i>Saissetia nigra</i> (Nietm.)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
25. <i>Scirtothrips aurantii</i> Faure	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
26. <i>Scirtothrips dorsalis</i> Hood	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
27. <i>Scirtothrips citri</i> (Moultex)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
28. <i>Scolytidae</i> spp. (non européens)	Végétaux de conifères (coniférales), d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères (coniférales), originaires de pays non européens
29. <i>Tachypterellus quadrigibbus</i> Say	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
30. <i>Taxoptera citricida</i> Kirk.	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
31. <i>Trioza erytrae</i> Del Guercio	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, et <i>Clausena</i> Burm. f., à l'exception des fruits et semences
32. <i>Unaspis citri</i> Comstock	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences

(*) *Aphelenchoides besseyi* Christie ne se trouve pas sur *Oryza* spp. dans la Communauté.

b) **Bactéries**

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Citrus greening bacterium</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
2. <i>Citrus variegated chlorosis</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
3. <i>Erwinia stewartii</i> (Smith) Dye	Semences de <i>Zea mays</i> L.
4. <i>Xanthomonas campestris</i> (toutes les souches pathogènes aux citrus)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
5. <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>oryzae</i> (Ishiyama) Dye et pv. <i>oryzicola</i> (Fang. et al.) Dye	Semences d' <i>Oryza</i> spp.

c) **Champignons**

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Alternaria alternata</i> (Fr.) Keissler (isolats pathogènes non européens)	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill. et <i>Pyrus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens
2. <i>Apiosporina morbosus</i> (Schwein.) v. Arx	Végétaux de <i>Prunus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
3. <i>Atropellis</i> spp.	Végétaux de <i>Pinus</i> L., à l'exception des fruits et semences, écorce isolée et bois de <i>Pinus</i> L.
4. <i>Ceratocystis coeruleus</i> (Münch) Bakshi	Végétaux d' <i>Acer saccharum</i> Marsh., à l'exception des fruits et semences, originaires des pays d'Amérique du Nord, bois d' <i>Acer saccharum</i> Marsh., y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord
5. <i>Cercoseptoria pini-densiflorae</i> (Hori et Nambu) Deighton	Végétaux de <i>Pinus</i> L., à l'exception des fruits et semences, et bois de <i>Pinus</i> L.
6. <i>Cercospora angolensis</i> Carv. et Mendes	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
7. <i>Ciborinia camelliae</i> Kohn	Végétaux de <i>Camelia</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens
8. <i>Diaporthe vaccinii</i> Shaer	Végétaux de <i>Vaccinium</i> spp., destinés à la plantation, à l'exception des semences
9. <i>Elsinoe</i> spp. Bitanc. et Jenk. Mendes	Végétaux de <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences, et végétaux de <i>Citrus</i> L. et leur hybrides, à l'exception des semences et à l'exception des fruits, sauf les fruits de <i>Citrus reticulata</i> Blanco et de <i>Citrus sinensis</i> (L.) Osbeck, originaires d'Amérique du Sud
10. <i>Fusarium oxysporum</i> f. sp. <i>albedinis</i> (Kilian et Maire) Gordon	Végétaux de <i>Phoenix</i> spp., à l'exception des fruits et semences
11. <i>Guignardia citricarpa</i> Kiely (toutes les souches pathogènes aux citrus)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
12. <i>Guignardia piricola</i> (Nosa) Yamamoto	Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., à l'exception des semences, originaires de pays non européens
13. <i>Puccinia pittieriana</i> Hennings	Végétaux de <i>Solanaceae</i> , à l'exception des fruits et semences
14. <i>Scirrhia acicola</i> (Dearn.) Siggers	Végétaux de <i>Pinus</i> L., à l'exception des fruits et semences
15. <i>Venturia nashicola</i> Tanaka et Yamamoto	Végétaux de <i>Pyrus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens

d) **Virus et organismes analogues**

Espèce	Objet de la contamination
1. Beet curly top virus (isolats non européens)	Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
2. Black raspberry latent virus	Végétaux de <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation
3. Blight et analogue	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
4. Viroïde du Cadang-Cadang	Végétaux de <i>Palmae</i> destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens
5. Virus de l'enroulement du cerisier (*) (Cherry leafroll virus)	Végétaux de <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation
6. Virus de la mosaïque des agrumes (Citrus mosaic virus)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
7. Virus de la tristezza (souches non européennes)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
8. Leprose (Leprosis)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
9. Little cherry pathogen (isolats non européens)	Végétaux de <i>Prunus cerasus</i> L., <i>Prunus avium</i> L., <i>Prunus incisa</i> Thunb., <i>Prunus sargentii</i> Rehd., <i>Prunus serrula</i> Franch., <i>Prunus serrulata</i> Lindl., <i>Prunus speciosa</i> (Koidz.) Ingram, <i>Prunus subhirtella</i> Miq., <i>Prunus yedoensis</i> Matsum., ainsi que leurs hybrides et cultivars, destinés à la plantation, à l'exception des semences
10. Psorosis dispersé naturellement	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
11. Mycoplasme du jaunissement léthal du palmier	Végétaux de <i>Palmae</i> , destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens
12. Prunus necrotic ringspot virus (**)	Végétaux de <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation
13. Virus nanifiant du Satsuma (Satsuma dwarf virus)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
14. Virus de la feuille lacinée (Tatter leaf virus)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
15. Balai de sorcière (MLO) (Witches' broom MLO)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences

(*) Le Cherry leafroll virus ne se trouve pas sur *Rubus* L. dans la Communauté.(**) Le Prunus necrotic ringspot virus ne se trouve pas sur *Rubus* L. dans la Communauté.

Chapitre II

ORGANISMES NUISIBLES PRÉSENTS DANS LA COMMUNAUTÉ ET IMPORTANTS POUR TOUTE LA COMMUNAUTÉ

a) Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
2. <i>Daktulosphaira vitifoliae</i> (Fitch)	Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits et semences
3. <i>Ditylenchus destructor</i> Thorne	Bulbes à fleurs et cormes des genres <i>Crocus</i> L., variétés miniaturisées et leurs hybrides du genre <i>Gladiolus</i> Tourn. ex L., tels que <i>Gladiolus callianthus</i> Marais, <i>Gladiolus colvillei</i> Sweet, <i>Gladiolus nanus</i> hort., <i>Gladiolus ramosus</i> hort., <i>Gladiolus tubergenii</i> hort., <i>Hyacinthus</i> L., <i>Iris</i> L., <i>Trigridia</i> Juss. <i>Tulipa</i> L., destinés à la plantation, et tubercules de pommes de terre (<i>Solanum tuberosum</i> L.), destinés à la plantation
4. <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev	Semences et bulbes d' <i>Allium ascalonicum</i> L., <i>Allium cepa</i> L. et <i>Allium schoenoprasum</i> L. destinés à la plantation, et végétaux d' <i>Allium porrum</i> L., destinés à la plantation, bulbes et cormes de <i>Camassia</i> Lindl., <i>Chionodoxa</i> Boiss., <i>Crocus flavus</i> Weston «Golden Yellow», <i>Galanthus</i> L., <i>Galtonia candicans</i> (Baker) Decne, <i>Hyacinthus</i> L., <i>Ismene</i> Herbert, <i>Muscari</i> Miller, <i>Narcissus</i> L., <i>Ornithogalum</i> L., <i>Puschkinia</i> Adams, <i>Scilla</i> L., <i>Tulipa</i> L., destinés à la plantation, et semences de <i>Medicago sativa</i> L.
5. <i>Circulifer haematoceps</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
6. <i>Circulifer tenellus</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
7. <i>Radopholus similis</i> (Cobb) Thorne	Végétaux de <i>Araceae</i> , <i>Marantaceae</i> , <i>Musaceae</i> , <i>Persea</i> spp., <i>Strelitziaceae</i> , racinés ou avec milieu de culture adhérent ou associé

b) Bactéries

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Clavibacter michiganensis</i> spp. <i>insidiosus</i> (McCulloch) Davis et al.	Semences de <i>Medicago sativa</i> L.
2. <i>Clavibacter michiganensis</i> spp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis et al.	Végétaux de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., destinés à la plantation
3. <i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al.	Végétaux de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., <i>Sorbus</i> L. autres que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers. et <i>Stranvaesia</i> Lindl., destinés à la plantation, à l'exception des semences
4. <i>Erwinia chrysanthemi</i> pv. <i>dianthicola</i> (Hellmers) Dickey	Végétaux de <i>Dianthus</i> L. destinés à la plantation, à l'exception des semences
5. <i>Pseudomonas caryophylli</i> (Burkholder) Starr et Burkholder	Végétaux de <i>Dianthus</i> L. destinés à la plantation, à l'exception des semences
6. <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>persicae</i> (Prunier et al.) Young et al.	Végétaux de <i>Prunus persica</i> (L.) Batsch et <i>Prunus persica</i> var. <i>nectarina</i> (Ait.) Maxim, destinés à la plantation, à l'exception des semences
7. <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Dye	Semences de <i>Phaseolus</i> L.

Espèce	Objet de la contamination
8. <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>pruni</i> (Smith) Dye	Végétaux de <i>Prunus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
9. <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>vesicatoria</i> (Doidge) Dye	Végétaux de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw. et <i>Capsicum</i> spp., destinés à la plantation
10. <i>Xanthomonas fragariae</i> Kennedy et King	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
11. <i>Xylophilus ampelinus</i> (Panagopoulos) Willems <i>et al.</i>	Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits et semences

c) **Champignons**

Espèce	Objet de la contamination
1. <i>Ceratocystis fimbriata</i> f. sp. <i>platani</i> Walter	Végétaux de <i>Platanus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, et bois de <i>Platanus</i> L., y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle
2. <i>Colletotrichum acutatum</i> Simmonds	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
3. <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr	Végétaux de <i>Castanea</i> Mill. et <i>Quercus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, bois et écorce isolée de <i>Castanea</i> Mill.
4. <i>Didymella ligulicola</i> (Baker, Dimock et Davis) v. Arx	Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., destinés à la plantation, à l'exception des semences
5. <i>Phialophora cinerescens</i> (Wollenweber) van Beyma	Végétaux de <i>Dianthus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
6. <i>Phoma tracheiphila</i> (Petri) Kanchaveli et Gikashvili	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des semences
7. <i>Phytophthora fragariae</i> Hickmann var. <i>fragariae</i>	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
8. <i>Plasmopara halstedii</i> (Farlow) Berl. et de Toni	Semences de <i>Helianthus annuus</i> L.
9. <i>Puccinia horiana</i> Hennings	Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., destinés à la plantation, à l'exception des semences
10. <i>Scirrhia pini</i> Funk et Parker	Végétaux de <i>Pinus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
11. <i>Verticillium albo-atrum</i> Reinke et Berthold	Végétaux de <i>Humulus lupulus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
12. <i>Verticillium dahliae</i> Klebahn	Végétaux de <i>Humulus lupulus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences

d) **Virus et organismes analogues**

Espèce	Objet de la contamination
1. Virus de la mosaïque de l'arabette	Végétaux de <i>Fragaria</i> L. et <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
2. Beet leaf curl virus	Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
3. Viroïde nanifiant du chrysanthème (<i>Chrysanthemum stunt viroid</i>)	Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., destinés à la plantation, à l'exception des semences

Espèce	Objet de la contamination
4. Virus de la tristeza (souches européennes)	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
5. Citrus vein enation woody gall	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
6. Mycoplasme de la flavescence dorée	Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits et semences
7. Virus de la sharka	Végétaux de <i>Prunus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
8. Mycoplasme du stolbur de la pomme de terre	Végétaux de <i>Solanaceae</i> , destinés à la plantation, à l'exception des semences
9. Raspberry ringspot virus	Végétaux de <i>Fragaria</i> L. et <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
10. <i>Spiroplasma citri</i> Saglio <i>et al.</i>	Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences
11. Strawberry crinkle virus	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
12. Strawberry latent ringspot virus	Végétaux de <i>Fragaria</i> L. et <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
13. Strawberry mild yellow edge virus	Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
14. Virus des anneaux noirs de la tomate (Tomato black ring virus)	Végétaux de <i>Fragaria</i> L. et <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
15. Tomato spotted wilt virus	Végétaux de <i>Apium graveolens</i> L., <i>Capsicum annuum</i> L., <i>Cucumis melo</i> L., <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., toutes les variétés de Nouvelle-Guinée de <i>Impatiens</i> , <i>Lactuca sativa</i> L., <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., <i>Nicotiana tabacum</i> L., pour lesquels il doit être prouvé qu'ils sont destinés à être vendus aux producteurs de tabac professionnels, <i>Solanum melongena</i> L. et <i>Solanum tuberosum</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences
16. Tomato yellow leaf curl virus	Végétaux de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., destinés à la plantation, à l'exception des semences

PARTIE B

**ORGANISMES NUISIBLES DONT L'INTRODUCTION ET LA DISSÉMINATION DOIVENT ÊTRE INTERDITES
DANS CERTAINES ZONES PROTÉGÉES S'ILS SE TROUVENT SUR CERTAINS VÉGÉTAUX OU PRODUITS
VÉGÉTAUX**

a) Insectes, acariens et nématodes à tous les stades de leur développement

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
1. <i>Anthonomus grandis</i> (Boh.)	Semences et fruits (capsules) de <i>Gossypium</i> spp. et coton non égrené	EL, E (Andalousie, Catalogne, Estrémadure, Murcie, Valence)
2. <i>Cephalcia lariciphila</i> (Klug)	Végétaux de <i>Larix</i> Mill., destinés à la plantation, à l'exception des semences	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
3. <i>Dendroctonus micans</i> Kugelan	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	EL, IRL, UK (*)

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
4. <i>Gilpinia hercyniae</i> (Hartig)	Végétaux de <i>Picea</i> A. Dietr., destinés à la plantation, à l'exception des semences	EL, IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
5. <i>Gonipterus scutellatus</i> Gyll.	Végétaux d' <i>Eucalyptus</i> l'Hérit., à l'exception des fruits et semences	EL, P
6. a) <i>Ips amitinus</i> Eichhof	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr. et <i>Pinus</i> L., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	EL, F (Corse), IRL, UK
b) <i>Ips cembrae</i> Heer	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	EL, IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man)
c) <i>Ips duplicatus</i> Sahlberg	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr. et <i>Pinus</i> L., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	EL, IRL, UK
d) <i>Ips sexdentatus</i> Börner	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr. et <i>Pinus</i> L., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man)
e) <i>Ips typographus</i> Heer	Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 m, à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, écorce isolée de conifères	IRL, UK
7. <i>Matsucoccus feytaudi</i> Duc.	Écorce isolée et bois de conifères (coniférales)	F (Corse)
8. <i>Pissodes</i> spp. (européens)	Végétaux d' <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr. et <i>Pinus</i> L., à l'exception des fruits et semences, bois de conifères (coniférales) avec écorce, avec écorce isolée de conifères	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man, Jersey)
9. <i>Sternochetus mangiferae</i> Fabricius	Semences de <i>Mangifera</i> spp. originaires de pays tiers	E (Grenade et Malaga), P (Alentejo, Algarve et Madère)
10. <i>Thaumetopoea pityocampa</i> (Den. et Schiff.)	Végétaux de <i>Pinus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des fruits et semences	E (Ibiza)

(*) Écosse; Irlande du Nord, Jersey, Angleterre: les comtés suivants: Bedfordshire, Berkshire, Buckinghamshire, Cambridgeshire, Cleveland, Cornwall, Cumbria, Devon, Dorset, Durham, East Sussex, Essex, Greater London, Hampshire, Hertfordshire, Humberside, Kent, Lincolnshire, Norfolk, Northamptonshire, Northumberland, Nottinghamshire, Oxfordshire, Somerset, South Yorkshire, Suffolk, Surrey, Tyne and Wear, West Sussex, West Yorkshire, l'île de Wight, l'île de Man, les îles de Scilly, et les parties de comtés suivantes: Avon: la partie du comté située au sud de l'autoroute M4; Cheshire: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Derbyshire: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park, ainsi que la partie du comté située au nord de la route A52 (T) allant à Derby et la partie du comté située au nord de la route A6 (T); Gloucestershire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way; Greater Manchester: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Leicestershire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way et la partie du comté située à l'est de la route B4114 ainsi que la partie du comté située à l'est de l'autoroute M1; North Yorkshire: tout le territoire du comté, à l'exception de la partie correspondant au district de Craven; Staffordshire: la partie du comté située à l'est de la route A52 (T) ainsi que la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Warwickshire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way; Wiltshire: la partie du comté située au sud de l'autoroute M4 jusqu'à l'intersection de l'autoroute M4 et de la voie romaine de Fosse Way ainsi que la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way.

b) **Bactéries**

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
1. <i>Curtobacterium flaccumfaciens</i> pv. <i>flaccumfaciens</i> (Hedges) Collins et Jones	Semences de <i>Phaseolus vulgaris</i> L. et <i>Dolichos</i> Jacq.	EL, E, P
2. <i>Eriwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al.	Parties de végétaux, à l'exception des fruits, semences et végétaux destinés à la plantation, mais y compris le pollen vivant destiné à la pollinisation de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., <i>Sorbus</i> L. autres que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers. et <i>Stranvaesia</i> Lindl.	E, F [Champagne-Ardenne, Alsace (excepté le département du Bas-Rhin), Lorraine, Franche-Comté, Rhône-Alpes (excepté le département du Rhône), Bourgogne, Auvergne (excepté le département du Puy-de-Dôme), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon], IRL, I, P, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes), A, FIN

c) **Champignons**

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
1. <i>Glomerella gossypii</i> Edgerton	Semences et fruits (capsules) de <i>Gossypium</i> spp.	EL
2. <i>Gremmeniella abietina</i> (Lag.) Morelet	Végétaux d' <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., destinés à la plantation, à l'exception des semences	IRL, UK (Irlande du Nord)
3. <i>Hypoxylon mammatum</i> (Wahl.) J. Miller	Végétaux de <i>Populus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	IRL, UK (Irlande du Nord)

d) **Virus et pathogènes similaires aux virus**

Espèce	Objet de la contamination	Zones protégées
Citrus tristeza virus (isolats européens)	Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, avec feuilles et pédoncules	EL, F (Corse), I, P

ANNEXE III

PARTIE A

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS DONT L'INTRODUCTION DOIT ÊTRE INTERDITE
DANS TOUS LES ÉTATS MEMBRES

Description	Pays d'origine
1. Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Cedrus</i> Trew, <i>Chamaecyparis</i> Spach, <i>Juniperus</i> L., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L., <i>Pseudotsuga</i> Carr. et <i>Tsuga</i> Carr., à l'exception des fruits et semences	Pays non européens
2. Végétaux de <i>Castanea</i> Mill. et <i>Quercus</i> L., avec feuilles, à l'exception des fruits et semences	Pays non européens
3. Végétaux de <i>Populus</i> L., avec feuilles, à l'exception des fruits et semences	Pays d'Amérique du Nord
4. Écorce isolée de conifères (coniférales)	Pays non européens
5. Écorce isolée de <i>Castanea</i> Mill.	Pays tiers
6. Écorce isolée de <i>Quercus</i> L., à l'exception de <i>Quercus suber</i> L.	Pays d'Amérique du Nord
7. Écorce isolée d' <i>Acer saccharum</i> Marsh.	Pays d'Amérique du Nord
8. Écorce isolée de <i>Populus</i> L.	Pays du continent américain
9. Végétaux de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Crataegus</i> L., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L., <i>Pyrus</i> L. et <i>Rosa</i> L., destinés à la plantation, autres que les végétaux dormants exempts de feuilles, de fleurs et de fruits	Pays non européens
9.1. Végétaux de <i>Photinia</i> Ldl., destinés à la plantation, autres que les végétaux dormants exempts de feuilles, de fleurs et de fruits	États-Unis d'Amérique, Chine, Japon, République de Corée et République populaire démocratique de Corée
10. Semences (tubercules) de <i>Solanum tuberosum</i> L.	Pays tiers autres que la Suisse
11. Végétaux des espèces de <i>Solanum</i> à tubercules ou à stolons, ou leurs hybrides, destinés à la plantation, à l'exception des tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L. visés à l'annexe III, partie A, point 10	Pays tiers
12. Tubercules d'espèces de <i>Solanum</i> L. et leurs hybrides, à l'exception de ceux visés aux points 10 et 11	Sans préjudice des exigences particulières applicables aux tubercules de pommes de terre visés à la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, pays tiers autres que l'Algérie, Chypre, l'Égypte, Israël, la Libye, Malte, le Maroc, la Syrie, la Suisse, la Tunisie et la Turquie ainsi que ceux autres que les pays tiers d'Europe continentale reconnus exempts, conformément à la procédure prévue à l'article 18, de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sepedonicus</i> (Spieckermann et Kotthoff) Davis <i>et al.</i> , ou ayant respecté des dispositions considérées comme équivalant à celles arrêtées par la Communauté pour la lutte contre ce même organisme, conformément à la procédure prévue à l'article 18
13. Végétaux de <i>Solanaceae</i> destinés à la plantation, à l'exception des semences et des produits visés à l'annexe III, partie A, points 10, 11 ou 12	Pays tiers, à l'exception des pays européens et méditerranéens
14. Terre et milieux de culture constitués en tout ou en partie de terre ou de matières organiques solides telles que des morceaux de végétaux, de l'humus (y compris de la tourbe ou de l'écorce), à l'exception de ceux constitués exclusivement de tourbe	Turquie, Bélarus, Estonie, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Russie, Ukraine et pays tiers n'appartenant pas à l'Europe continentale, à l'exception de Chypre, de l'Égypte, d'Israël, de la Libye, de Malte, du Maroc et de la Tunisie
15. Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits	Pays tiers
16. Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle et <i>Poncirus</i> Raf., ainsi que leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences	Pays tiers
17. Végétaux de <i>Phoenix</i> spp. à l'exception des fruits et semences	Algérie, Maroc

Description	Pays d'origine
18. Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., ainsi que leurs hybrides, et <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés au point 9 de la partie A de l'annexe III, si nécessaire, pays non européens autres que les pays méditerranéens, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et les États continentaux des États-Unis d'Amérique
19. Végétaux de la famille des <i>Gramineae</i> , destinés à la plantation, à l'exception des semences et des végétaux des espèces herbacées ornementales vivaces des sous-familles de <i>Bambusoideae</i> , <i>Panicoidae</i> , des genres <i>Buchloe</i> , <i>Bouteloua</i> Lag., <i>Calamagrostis</i> , <i>Cortaderia</i> Stapf., <i>Glyceria</i> R. Br., <i>Hakonechloa</i> Mak. ex Honda, <i>Hystrix</i> , <i>Molinia</i> , <i>Phalaris</i> L., <i>Shibataea</i> , <i>Spartina</i> Schreb., <i>Stipa</i> L. et <i>Uniola</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Pays tiers, autres que les pays européens et méditerranéens

PARTIE B

**VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS DONT L'INTRODUCTION DOIT ÊTRE INTERDITE
DANS CERTAINES ZONES PROTÉGÉES**

Description	Zones protégées
1. Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés à l'annexe III, partie A, points 9 et 18, si nécessaire, végétaux et pollen vivant destiné à la pollinisation de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., autre que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers., <i>Stranvaesia</i> Lindl., à l'exception des fruits et semences, originaires de pays tiers autres que ceux reconnus exempts d' <i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. conformément à la procédure prévue à l'article 18	E, F [Champagne-Ardenne, Alsace (à l'exception du département du Bas-Rhin), Lorraine, Franche-Comté, Rhône-Alpes (à l'exception du département du Rhône), Bourgogne, Auvergne (à l'exception du département du Puy-de-Dôme), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon], IRL, I, P, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes), A, FIN

ANNEXE IV

PARTIE A

**EXIGENCES PARTICULIÈRES QUE TOUS LES ÉTATS MEMBRES DOIVENT IMPOSER POUR
L'INTRODUCTION ET LA CIRCULATION DE VÉGÉTAUX, DE PRODUITS VÉGÉTAUX
ET D'AUTRES OBJETS DANS LEUR TERRITOIRE**

Chapitre I

**VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS ORIGINAIRES DE PAYS NON MEMBRES
DE LA COMMUNAUTÉ**

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>1.1. Bois de conifères (coniférales), autres que de <i>Thuja L.</i>, à l'exception du bois présenté sous forme:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de copeaux, de particules, de déchets ou de débris obtenus en tout ou en partie à partir de conifères, — de caisses d'emballage, de cageots ou de fûts, — de palettes, de caisses-palettes ou d'autres plateaux de chargement, — de bois d'arrimage et d'entretoises <p>mais y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire du Canada, de Chine, du Japon, de Corée, de Taïwan et des États-Unis d'Amérique</p>	<p>Il doit être prouvé, par un système d'indicateurs agréé selon la procédure visée à l'article 18 et appliqué au bois, que ce dernier a subi un traitement thermique adéquat qui a permis de porter sa température à cœur à au moins 56 °C pendant 30 minutes.</p>
<p>1.2. Bois de conifères (coniférales), sous forme de copeaux, particules, déchets ou débris obtenus en tout ou en partie à partir de ceux-ci, originaire du Canada, de Chine, du Japon, de Corée, de Taïwan et des États-Unis d'Amérique</p>	<p>a) Constataction officielle que le produit a été soumis à une fumigation adéquate à bord ou dans un conteneur avant l'expédition</p> <p>et</p> <p>b) que le produit est expédié dans des conteneurs scellés ou dans des conditions permettant d'éviter toute nouvelle contamination</p>
<p>1.3. Bois de conifères (coniférales), autres que le <i>Thuja L.</i>, sous forme de caisses d'emballage, de cageots, de fûts, de palettes, de caisses-palettes ou d'autres plateaux de chargement, de bois d'arrimage et d'entretoises, y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire du Canada, de Chine, du Japon, de Corée, de Taïwan et des États-Unis d'Amérique</p>	<p>Le bois est écorcé et exempt de trous de vers causés par le genre <i>Mono-chamus</i> spp. (non européen), définis comme ceux dont le diamètre est supérieur à 3 mm, et sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche et obtenue lors du traitement, est inférieure à 20 %.</p>
<p>1.4. Bois de <i>Thuja L.</i>, y compris celui qui n'a pas gardé sa forme ronde naturelle, originaire du Canada, de Chine, du Japon, de Corée, de Taïwan et des États-Unis d'Amérique</p>	<p>Le bois est écorcé et exempt de trous de vers causés par le genre <i>Mono-chamus</i> spp. (non européen) définis comme ceux, dont le diamètre est supérieur à 3 mm.</p>
<p>1.5. Bois de conifères (coniférales), à l'exception de celui présenté sous forme de copeaux, particules, déchets ou débris obtenus en tout ou en partie à partir de ceux-ci, mais y compris celui qui n'a pas gardé sa forme ronde naturelle, originaire de pays non européens autres que le Canada, la Chine, le Japon, la Corée, Taïwan et les États-Unis d'Amérique</p>	<p>a) Le bois est écorcé et exempt de trous de vers causés par le genre <i>Mono-chamus</i> spp. (non européen) et définis pour cette raison comme ceux dont le diamètre est supérieur à 3 mm</p> <p>ou</p> <p>b) il doit être prouvé par une marque «Kiln-dried», «KD» ou toute autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20 % lors de ce traitement effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
2.1. Bois d' <i>Acer saccharum</i> Marsh., y compris celui qui n'a pas gardé sa forme ronde naturelle, à l'exception du bois destiné à la fabrication de feuilles de placage, originaire des pays d'Amérique du Nord	Il doit être prouvé par une marque «Kiln-dried», «KD» ou toute autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement effectué selon des normes de temps et de température appropriées.
2.2. Bois d' <i>Acer saccharum</i> Marsh. originaire des pays d'Amérique du Nord, à l'exception du bois visé au point 2.1	Il doit être prouvé par les documents d'accompagnement adéquats ou un quelconque autre moyen que le bois est destiné à la fabrication de feuilles de placage.
3. Bois de <i>Castanea</i> Mill. et de <i>Quercus</i> L., y compris celui qui n'a pas gardé sa forme ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord	Le bois est écorcé et a) équarri à tel point que la surface ronde a disparu entièrement ou b) avec constatation officielle que la teneur en eau du bois, exprimée en pourcentage de la matière sèche, ne dépasse pas 20% ou c) avec constatation officielle que le bois a subi une désinfection par un traitement adéquat à l'air chaud ou à l'eau chaude ou, dans le cas de bois scié portant ou non des restes d'écorce, il doit être prouvé par une marque «Kiln-dried», «KD» ou toute autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.
4. Bois de <i>Castanea</i> Mill.	Sans préjudice des exigences applicables aux produits végétaux visés au point 3 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle: a) que le bois est originaire de régions connues comme exemptes de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr ou b) que le bois est écorcé.
5. Bois de <i>Platanus</i> L., y compris celui qui n'a pas gardé sa forme ronde naturelle, originaire des États-Unis d'Amérique ou d'Arménie	Il doit être prouvé par une marque «Kiln-dried», «KD» ou toute autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.
6. Bois de <i>Populus</i> L., originaire des pays du continent américain	Le bois est écorcé.
7. Bois sous forme de copeaux, particules, déchets ou débris, obtenu en tout ou en partie à partir de <i>Acer saccharum</i> Marsh., <i>Castanea</i> Mill., <i>Platanus</i> L., <i>Populus</i> L. et <i>Quercus</i> L., originaires de pays non européens, ainsi que de conifères (coniférales), originaires de pays non européens autres que le Canada, la Chine, le Japon, la Corée et les États-Unis d'Amérique	Le produit est fabriqué exclusivement à partir de bois qui a été écorcé ou soit séché au four jusqu'à ce que sa teneur en humidité, exprimée en pourcentage de matière sèche au moment du traitement, soit devenue inférieure à 20% selon des normes de temps et de température appropriées, soit soumis à une fumigation à bord ou dans un conteneur avant l'expédition; il est transporté dans des conteneurs scellés ou dans des conditions permettant d'éviter toute nouvelle contamination.
8.1. Végétaux de conifères (coniférales), à l'exception des fruits et semences, originaires de pays non européens	Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III le cas échéant, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production est exempt de <i>Pissodes</i> ssp. (non européen).

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
8.2. Végétaux de conifères (coniférales), d'une hauteur d'au moins 3 m, à l'exception des fruits et semences, originaires des pays non européens	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III et au point 8.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production est exempt de <i>Scolytidae</i> spp. (non européens).
9. Végétaux de <i>Pinus</i> L., destinés à la plantation à l'exception des semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III et aux points 8.1 et 8.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Scirrhia acicola</i> (Dearn.) Siggers ou <i>Scirrhia pini</i> Funk et Parker n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
10. Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. <i>Pseudotsuga</i> Carr. et <i>Tsuga</i> Carr., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III et aux points 8.1 et 8.2 ou 9 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Melampsora medusae</i> Thümen n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
11.1. Végétaux de <i>Castanea</i> Mill. et <i>Quercus</i> L., à l'exception des fruits et semences:	Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés au point 2 de la partie A de l'annexe III:
a) originaires des pays non européens;	constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Cronartium</i> spp. (non européen) n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation,
b) originaires des pays d'Amérique du Nord	constatation officielle que les végétaux sont originaires de régions connues comme exemptes de <i>Ceratocystis fagacearum</i> (Bretz) Hunt.
11.2. Végétaux de <i>Castanea</i> Mill. et <i>Quercus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 2 de la partie A de l'annexe III et au point 11.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:
a) que les végétaux sont originaires de régions connues comme exemptes de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr	
ou	
b) qu'aucun symptôme de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.	
12. Végétaux de <i>Platanus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires des États-Unis d'Amérique ou d'Arménie	Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Ceratocystis fimbriata</i> f. sp. <i>platani</i> Walter n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
13.1. Végétaux de <i>Populus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires des pays tiers	Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés au point 3 de la partie A de l'annexe III, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Melampsora medusae</i> Thümen n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
13.2. Végétaux de <i>Populus</i> L., à l'exception des fruits et semences, originaires des pays du continent américain	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 3 de la partie A de l'annexe III et 13.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Mycosphaerella populorum</i> G. E. Thompson n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
14. Végétaux de <i>Ulmus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires des pays d'Amérique du Nord	Constatation officielle qu'aucun symptôme de la nécrose du phloème d' <i>Ulmus</i> n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
15. Végétaux de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L. et <i>Pyrus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires des pays non européens	<p>Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A et au point 1 de la partie B de l'annexe III, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>— que les végétaux sont originaires d'une région connue comme exempte de <i>Monilinia fructicola</i> (Winter Honey)</p> <p>ou</p> <p>— que les végétaux sont originaires d'une région reconnue comme exempte de <i>Monilinia fructicola</i> (Winter) Honey, conformément à la procédure prévue à l'article 18 et qu'aucun symptôme de la présence de ce même organisme n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
16. Fruits de <i>Prunus</i> L., du 15 février au 30 septembre, originaires de pays non européens	<p>Constatation officielle:</p> <p>— que les fruits sont originaires d'un pays reconnu comme exempt de <i>Monilinia fructicola</i> (Winter) Honey</p> <p>ou</p> <p>— que les fruits sont originaires d'une région reconnue comme exempte de <i>Monilinia fructicola</i> (Winter) Honey, conformément à la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>— que les fruits ont été soumis à une inspection ou à des traitements appropriés avant la récolte et/ou l'exportation pour garantir l'absence de <i>Monilinia</i> spp.</p>
16.1. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, originaires de pays tiers	Les fruits sont exempts de pédoncules et de feuilles, et leur emballage porte une marque d'origine adéquate.
16.2. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, originaires de pays tiers	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux fruits visés aux points 16.1, 16.3, 16.4 et 16.5 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les fruits sont originaires d'un pays connu comme exempt de <i>Xanthomonas campestris</i> (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>) selon la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>b) que les fruits sont originaires d'une région reconnue comme exempte de <i>Xanthomonas campestris</i> (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>) selon la procédure prévue à l'article 18, et mentionnée sur les certificats visés aux articles 7 ou 8 de la présente directive</p> <p>ou</p> <p>c) — soit que, selon une procédure de contrôle et d'examen officielle, aucun symptôme de <i>Xanthomonas campestris</i> (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>) n'a été observé dans le champ de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période de végétation complète</p> <p>et</p> <p>qu'aucun des fruits récoltés dans le champ de production n'a présenté des symptômes de <i>Xanthomonas campestris</i> (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>)</p> <p>et</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>16.3. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, originaires de pays tiers</p>	<p>que les fruits ont subi un traitement tel qu'à l'orthophénylphénate de sodium, mentionné sur les certificats visés aux articles 7 ou 8 de la présente directive</p> <p>et</p> <p>que les fruits ont été emballés sur les lieux ou dans les centres d'expédition enregistrés à cet effet,</p> <p>— soit que les dispositions d'un système de certification reconnues comme équivalentes aux dispositions visées ci-dessus conformément à la procédure prévue à l'article 18 ont été respectées.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables aux fruits visés aux points 16.1, 16.2, 16.4 et 16.5 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les fruits sont originaires d'un pays connu comme exempt de <i>Cercospora angolensis</i> Carv. & Mendes, selon la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>b) que les fruits sont originaires d'une région reconnue comme exempte de <i>Cercospora angolensis</i> Carv. & Mendes, selon la procédure prévue à l'article 18 et mentionnée sur les certificats visés aux articles 7 ou 8 de la présente directive</p> <p>ou</p> <p>c) qu'aucun symptôme de <i>Cercospora angolensis</i> Carv. & Mendes n'a été observé dans le champ de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période de végétation complète</p> <p>et</p> <p>qu'aucun des fruits récoltés dans le champ de production n'a présenté, lors d'un examen officiel approprié, de symptôme de cet organisme.</p>
<p>16.4. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, autres que fruits de <i>Citrus aurantium</i> L., originaires de pays tiers</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux fruits visés aux points 16.1, 16.2, 16.3 et 16.5 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les fruits sont originaires d'un pays reconnu comme exempt de <i>Guignardia citricarpa</i> Kiely (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>), selon la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>b) que les fruits sont originaires d'une région reconnue comme exempte de <i>Guignardia citricarpa</i> Kiely (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>), selon la procédure prévue à l'article 18 et mentionnée sur les certificats visés aux articles 7 ou 8 de la présente directive</p> <p>ou</p> <p>c) qu'aucun symptôme de <i>Guignardia citricarpa</i> Kiely (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>) n'a été observé dans le champ de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période de végétation complète et qu'aucun des fruits récoltés dans le champ de production n'a présenté, lors d'un examen officiel approprié, des symptômes de cet organisme</p> <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>16.5. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf. , et leurs hybrides, originaires de pays tiers où l'existence de <i>Tephritidae</i> (non européens) est connue</p>	<p>d) que les fruits sont originaires d'un champ de production soumis à des traitements appropriés contre <i>Guignardia citricarpa</i> Kiely (toutes les souches pathogènes aux <i>Citrus</i>)</p> <p>et</p> <p>qu'aucun des fruits récoltés dans le champ de production n'a présenté, lors d'un examen officiel approprié, des symptômes de cet organisme.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables aux fruits visés aux points 2 et 3 de la partie B de l'annexe III et aux points 16.1, 16.2 et 16.3 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les fruits sont originaires d'une région connue comme exempte des organismes visés ou, s'il n'est pas possible de satisfaire à cette exigence,</p> <p>b) qu'aucun symptôme de la présence des organismes visés n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation, à l'occasion d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant la récolte, et qu'aucun fruit récolté sur le lieu de production n'a montré de symptôme de la présence de ces mêmes organismes lors d'un examen officiel approprié ou, s'il n'est pas non plus possible de satisfaire à cette exigence,</p> <p>c) que les fruits se sont révélés exempts des organismes visés à tous les stades de leur développement lors d'un examen officiel approprié effectué sur des échantillons représentatifs ou, s'il n'est pas non plus possible de satisfaire à cette exigence,</p> <p>d) que les fruits ont été soumis à un traitement adéquat par la chaleur (vapeur), le froid ou la réfrigération rapide, qui s'est avéré efficace contre les organismes visés sans endommager les fruits, ou, à défaut, à un traitement chimique accepté par la réglementation communautaire.</p>
<p>17. Végétaux de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh. <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., <i>Sorbus</i> L., autre que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers. et <i>Stranvaesia</i> Lindl., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A et au point 1 de la partie B de l'annexe III ainsi qu'au point 15 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux sont originaires de pays reconnus comme exempts d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. <i>et al.</i>, conformément à la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux qui ont montré des symptômes d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. <i>et al.</i> sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats ont été détruits.</p>
<p>18. Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences et végétaux d'<i>Araceae</i>, de <i>Marantaceae</i>, de <i>Musaceae</i>, de <i>Persea</i> spp. et de <i>Strelitziaceae</i>, racinés ou avec milieu de culture adhérent ou associé</p>	<p>Sans préjudice des interdictions applicables applicables aux végétaux visés au point 16 de la partie A de l'annexe III, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux sont originaires de pays connus comme exempts de <i>Radopholus citrophilus</i> Huettel <i>et al.</i> et <i>Radopholus similis</i> (Cobb) Thorne</p> <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>19.1. Végétaux de <i>Crataegus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence de <i>Phyllosticta solitaria</i> Ell. et Ev. est connue</p> <p>19.2. Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill., <i>Fragaria</i> L., <i>Malus</i> Mill., <i>Prunus</i> L., <i>Pyrus</i> L., <i>Ribes</i> L., <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence d'organismes nuisibles déterminés sur les genres concernés est connue</p> <p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> — pour <i>Fragaria</i> L.: <ul style="list-style-type: none"> — <i>Phytophthora fragariae</i> Hickman var. <i>fragariae</i>, — virus de la mosaïque de l'arabette, — Raspberry ringspot virus, — Strawberry crinkle virus, — Strawberry latent ringspot virus, — Strawberry mild yellow edge virus, — virus des anneaux noirs de la tomate (Tomato black ring virus), — <i>Xanthomonas fragariae</i> Kennedy et King, — pour <i>Malus</i> Mill.: <ul style="list-style-type: none"> — <i>Phyllosticta solitaria</i> Ell. et Ev., — pour <i>Prunus</i> L.: <ul style="list-style-type: none"> — mycoplasme de l'enroulement chlorotique de l'abricot, — <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>prunus</i> (Smith) Dye, — pour <i>Prunus persica</i> (L.) Batsch: <ul style="list-style-type: none"> — <i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>persicae</i> (Prunier et al.) Young et al., — pour <i>Pyrus</i> L.: <ul style="list-style-type: none"> — <i>Phyllosticta solitaria</i> Ell. et Ev., — pour <i>Rubus</i> L.: <ul style="list-style-type: none"> — virus de la mosaïque de l'arabette, — Raspberry ringspot virus, — Strawberry latent ringspot virus, — virus des anneaux noirs de la tomate (Tomato black ring virus), — pour toutes les espèces: <ul style="list-style-type: none"> autres virus et organismes analogues non européens 	<p>b) que des échantillons représentatifs de terre et de racines du lieu de production ont été soumis, depuis le début de la dernière période complète de végétation, à un test nématologique officiel concernant au moins <i>Radopholus citrophilus</i> Huettel et al. et <i>Radopholus similis</i> (Cobb) Thorne et se sont révélés exempts, à l'issue de ces tests, de ces organismes nuisibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 9 de la partie A de l'annexe III et aux points 15 et 17 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Phyllosticta solitaria</i> Ell. et Ev. n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III ou aux points 15 et 17 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle qu'aucun symptôme de maladie causée par les organismes nuisibles déterminés n'a été constaté sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>20. Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill. et <i>Pyrus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence du mycoplasme du dépérissement du poirier est connue</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III ou aux points 15, 17 et 19.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux du lieu de production et de ses environs immédiats, qui ont montré des symptômes les rendant suspects d'une contamination par le mycoplasme du dépérissement du poirier, ont été enlevés de la place au cours des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>
<p>21.1. Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes déterminés est connue.</p> <p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> — Strawberry latent «C» virus, — Strawberry vein banding virus, — mycoplasme des balais de sorcière du fraisier (Strawberry witches' broom mycoplasma) 	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 18 de la partie A de l'annexe III et 19.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux, à l'exception des plants issus de semis:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts desdits organismes <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts desdits organismes; <p>b) qu'aucun symptôme de maladie causée par les organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>21.2. Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie est connue.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 18 de la partie A de l'annexe III et aux points 19.2 et 21.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun symptôme d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) que, le cas échéant, les végétaux en culture tissulaire proviennent de végétaux satisfaisant aux dispositions du point a) ou ont subi des tests nématologiques officiels suivant des méthodes appropriées à l'issue desquels ils se sont révélés exempts d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie.</p>
<p>21.3. Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 18 de la partie A de l'annexe III et aux points 19.2, 21.1 et 21.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux proviennent d'une région connue comme exempte d'<i>Anthonomus signatus</i> Say et <i>Anthonomus bisignifer</i> (Schenkling).</p>
<p>22.1. Végétaux de <i>Malus</i> Mill., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés sur <i>Malus</i> Mill. est connue</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III, au point 1 de la partie B de l'annexe III et aux points 15, 17 et 19.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> — Cherry rasp leaf virus (américain), — Tomato ringspot virus 	<p>a) que les végétaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriées ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts desdits organismes ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriées ou des méthodes équivalentes, à l'issue duquel ils se sont révélés exempts desdits organismes; <p>b) qu'aucun symptôme de maladie causée par les organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>
<p>22.2. Végétaux de <i>Malus</i> Mill., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence du mycoplasme de la prolifération du pommier est connue.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III, au point 1 de la partie B de l'annexe III et aux points 15, 17, 19.2 et 22.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux sont originaires de régions connues comme exemptes du mycoplasme de la prolifération du pommier</p> <p>ou</p> <p>b) aa) que les végétaux, à l'exception des plants issus de semis:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins le mycoplasme de la prolifération du pommier et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts de cet organisme ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des six dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins le mycoplasme de la prolifération du pommier et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue duquel ils se sont révélés exempts de cet organisme; <p>bb) qu'aucun symptôme de maladie causée par le mycoplasme de la prolifération du pommier n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>
<p>23.1. Végétaux des espèces suivantes de <i>Prunus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence du virus de la sharka est connue:</p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>Prunus amygdalus</i> Batsch, — <i>Prunus armeniaca</i> L., — <i>Prunus blireiana</i> Andre, — <i>Prunus brigantina</i> Vill., — <i>Prunus cerasifera</i> Ehrh., 	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III, et aux points 15 et 19.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux, à l'exception des plants issus de semis:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins le virus de la sharka et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts de cet organisme ou

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<ul style="list-style-type: none"> — <i>Prunus cistena</i> Hansen, — <i>Prunus curdica</i> Fenzl et Fritsch., — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>domestica</i> L., — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>insititia</i> (L.) C.K. Schneid., — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>italica</i> (Borkh.) Hegi., — <i>Prunus glandulosa</i> Thunb., — <i>Prunus holosericea</i> Batal., — <i>Prunus hortulana</i> Bailey, — <i>Prunus japonica</i> Thunb., — <i>Prunus mandshurica</i> (Maxim.) Koehne, — <i>Prunus maritima</i> Marsh., — <i>Prunus mume</i> Sieb. et Zucc., — <i>Prunus nigra</i> Ait., — <i>Prunus persica</i> (L.) Batsch, — <i>Prunus salicina</i> L., — <i>Prunus sibirica</i> L., — <i>Prunus simonii</i> Carr., — <i>Prunus spinosa</i> L. — <i>Prunus tomentosa</i> Thunb., — <i>Prunus triloba</i> Lindl., — autres espèces de <i>Prunus</i> L. sensibles au virus de la sharka. 	<ul style="list-style-type: none"> — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins le virus de la sharka et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue duquel ils se sont révélés exempts de cet organisme; b) qu'aucun symptôme de maladie causée par le virus de la sharka n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiates depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation; c) que les végétaux du lieu de production qui ont montré des symptômes de maladies causées par d'autres virus ou agents pathogènes analogues ont été enlevés.
<p>23.2. Végétaux de <i>Prunus</i> L., destinés à la plantation:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés sur le <i>Prunus</i> L. est connue; b) à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés est connue; c) à l'exception des semences, originaires des pays non européens dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés est connue. <p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> — pour le cas visé au point a): <ul style="list-style-type: none"> — Tomato ringspot virus, — pour le cas visé au point b): <ul style="list-style-type: none"> — Cherry rasp leaf virus (américain), — Peach mosaic virus (américain), — Peach phony rickettsia, — Peach rosette mycoplasm, — Peach yellows mycoplasm, — Plum line pattern virus (américain), — Peach X-disease mycoplasm, — pour le cas visé au point c): <ul style="list-style-type: none"> — Little cherry pathogen 	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III ou aux points 15, 19.2 et 23.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) que les végétaux: <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts desdits organismes ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue duquel ils se sont révélés exempts desdits organismes; b) qu'aucun symptôme de maladie causée par les organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>24. Végétaux de <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation:</p> <p>a) originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés sur le <i>Rubus</i> L. est connue;</p> <p>b) à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence des organismes nuisibles déterminés est connue.</p> <p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <p>— pour le cas visé au point a):</p> <ul style="list-style-type: none"> — Tomato ringspot virus, — Black raspberry latent virus, — Cherry leafroll virus, — Prunus necrotic ringspot virus, <p>— pour le cas visé au point b):</p> <ul style="list-style-type: none"> — Raspberry leaf curl virus (américain), — Cherry rasp leaf virus (américain) 	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 19.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV:</p> <p>a) les végétaux doivent être exempts d'aphidés, y compris leurs œufs;</p> <p>b) constatation officielle:</p> <p>aa) que les végétaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un système de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue desquels ils se sont révélés exempts desdits organismes ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins les organismes nuisibles déterminés et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, à l'issue duquel ils se sont révélés exempts desdits organismes; <p>bb) qu'aucun symptôme de maladie causée par les organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>
<p>25.1. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., originaires de pays dans lesquels l'existence du <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival est connue</p>	<p>Sans préjudice des interdictions applicables aux tubercules visés aux points 10, 11 et 12 de la partie A de l'annexe III, constatation officielle:</p> <p>a) que les tubercules sont originaires de régions connues comme exemptes de <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival (de toutes les races autres que la race 1, la race commune européenne) et qu'aucun symptôme de <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début d'une période appropriée</p> <p>ou</p> <p>b) que, dans le pays d'origine, des dispositions reconnues comme équivalentes aux dispositions communautaires relatives à la lutte contre le <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival, conformément à la procédure prévue à l'article 18, ont été respectées.</p>
<p>25.2. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions visées aux points 10, 11 et 12 de la partie A de l'annexe III et au point 25.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les tubercules sont originaires de pays connus comme exempts de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sepedonicus</i> (Spieckermann et Kothoff) Davis <i>et al.</i></p> <p>ou</p> <p>b) que, dans le pays d'origine, des dispositions reconnues comme équivalentes aux dispositions communautaires relatives à la lutte contre le <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sepedonicus</i> (Spieckermann et Kothoff) Davis <i>et al.</i>, conformément à la procédure prévue à l'article 18, ont été respectées.</p>
<p>25.3. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., à l'exception des pommes de terre primeurs, originaires de pays dans lesquels l'existence du Potato spindle tuber viroid est connue.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux tubercules visés aux points 10, 11 et 12 de la partie A de l'annexe III et aux points 25.1 et 25.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, suppression de la faculté germinative.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>25.4. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., destinés à la plantation</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux tubercules visés aux points 10, 11 et 12 de la partie A de l'annexe III et aux points 25.1, 25.2 et 25.3 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle que les tubercules proviennent d'un champ exempt de <i>Globodera rostochiensis</i> (Wollenweber) Behrens et <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens</p> <p>et</p> <p>aa) que les tubercules proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Pseudomanas solanacearum</i> (Smith) Smith</p> <p>bb) que, dans les régions connues comme non exemptes de <i>Pseudomanas solanacearum</i> (Smith) Smith, les tubercules proviennent d'un lieu de production déclaré exempt de <i>Pseudomanas solanacearum</i> (Smith) Smith ou considéré comme tel par suite de la mise en œuvre d'un programme approprié visant à l'éradication de <i>Pseudomanas solanacearum</i> (Smith) Smith, à déterminer suivant la procédure définie à l'article 18</p> <p>et</p> <p>cc) que les tubercules proviennent de zones où l'existence de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen est inconnue</p> <p>et</p> <p>dd) dans les zones où l'existence de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen est connue:</p> <p>— que les tubercules proviennent d'un lieu de production qui a été déclaré exempt de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) ainsi que de <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen, sur la base d'une enquête annuelle de cultures hôtes, par inspection visuelle de plantes hôtes à des moments appropriés et par inspection visuelle tant à l'extérieur que par coupage des tubercules après récolte de pommes de terre cultivées sur le lieu de production</p> <p>ou</p> <p>— qu'après récolte les tubercules ont été échantillonnés au hasard et soit contrôlés quant à la présence de symptômes après recours à une méthode appropriée pour les induire, soit testés en laboratoire, qu'ils ont été inspectés visuellement à l'extérieur et par coupage des tubercules, à des moments appropriés et, dans tous les cas, au moment de la fermeture des emballages ou conteneurs avant commercialisation, conformément aux dispositions de la directive 66/403/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des plants de pomme de terre ⁽¹⁾ relatives à la fermeture, et qu'aucun symptôme de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen n'a été observé.</p>
<p>25.5. Végétaux de <i>Solanaceae</i>, destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence du mycoplasme du stolbur de la pomme de terre est connue.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux tubercules visés aux points 10, 11, 12 et 13 de la partie A de l'annexe III et aux points 25.1, 25.2, 25.3 et 25.4 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle qu'aucun symptôme de Potato stolbur mycoplasma n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>25.6. Végétaux de <i>Solanaceae</i>, destinés à la plantation, à l'exception des tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L. et des semences de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., originaires de pays dans lesquels l'existence du Potato spindle tuber viroid est connue.</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III et au point 25.5 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle qu'aucun symptôme de Potato spindle tuber viroid n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>

⁽¹⁾ JO L 125 du 11.7.1966, p. 2320/66. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 1999/742/CE de la Commission (JO L 297 du 18.11.1999, p. 39).

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
25.7. Végétaux de <i>Capsicum annuum</i> L., <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., <i>Musa</i> L., <i>Nicotiana</i> L. et <i>Solanum melongena</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith est connue	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III et 25.5 et 25.6 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, suivant, selon les cas, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith n'a été observé sur les végétaux sur le lieu de production depuis le début du dernier cycle complet de végétation.</p>
25.8. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., à l'exception de ceux destinés à la plantation	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux tubercules visés aux points 12 de la partie A de l'annexe III et 25.1, 25.2 et 25.3 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle que les tubercules proviennent de régions où l'existence de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith n'est pas connue.</p>
26. Végétaux de <i>Humulus lupulus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Verticillium albo-atrum</i> Reinke et Berthold et de <i>Verticillium dahliae</i> Klebahn n'a été observé sur le houblon du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
27.1. Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., <i>Dianthus</i> L. et <i>Pelargonium</i> l'Hérit. ex Ait., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun signe de <i>Heliothis armigera</i> Hübner ou <i>Spodoptera littoralis</i> (Boisd.) n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux ont subi un traitement approprié contre les organismes susmentionnés.</p>
27.2. Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., <i>Dianthus</i> L. et <i>Pelargonium</i> l'Hérit. ex Ait., à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 27.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun signe de <i>Spodoptera eridiana</i> Cramer, <i>Spodoptera frugiperda</i> Smith ou <i>Spodoptera litura</i> (Fabricius) n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) que les plants ont subi un traitement approprié contre les organismes susmentionnés.</p>
28. Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 27.1 et 27.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux sont de la troisième génération au plus et issus de matériel qui s'est révélé exempt de viroïde nanifiant du chrysanthème (<i>Chrysanthemum stunt viroid</i>) lors de tests virologiques ou proviennent directement de matériels dont un échantillon représentatif d'au moins 10% s'est révélé exempt de ce même organisme lors d'un examen officiel effectué au moment de la floraison;</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<p>b) que les végétaux et boutures:</p> <ul style="list-style-type: none"> — proviennent d'établissements qui ont été inspectés officiellement au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'expédition et où aucun symptôme de <i>Puccinia horiana</i> Hennings n'a été observé durant cette période et dans les environs immédiats desquels aucun symptôme de <i>Puccinia horiana</i> Hennings n'a été connu dans les trois mois avant l'exportation ou — ont subi un traitement approprié contre l'organisme <i>Puccinia horiana</i> Hennings susmentionné; <p>c) que, dans le cas de boutures non racinées, aucun symptôme de <i>Didymella ligulicola</i> (Baker, Dimock et Davis) v. Arx n'a été observé sur ces dernières mêmes ou sur les végétaux dont elles proviennent, ou encore, dans le cas de boutures racinées, qu'aucun de ces mêmes symptômes n'a été observé sur ces dernières ou dans le milieu d'enracinement.</p>
<p>29. Végétaux de <i>Dianthus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 27.1 et 27.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — que les végétaux proviennent directement de pieds mères qui se sont révélés exempts d'<i>Erwinia chrysanthemi</i> pv. <i>dianthicola</i> (Hellmers) Dickey, <i>Pseudomonas caryophylli</i> (Burkholder) Starr et Burkholder et <i>Phialophora cinerescens</i> (Wollenw.) Van Beyma lors de tests officiellement agréés, effectués au moins une fois pendant les deux dernières années, — qu'aucun symptôme des organismes nuisibles susmentionnés n'a été observé sur les végétaux.
<p>30. Bulbes de <i>Tulipa</i> L. et <i>Narcissus</i> L., à l'exception de ceux dont l'emballage ou tout autre élément doit prouver qu'ils sont destinés à la vente directe à des consommateurs finals non impliqués dans la profession de la fleur coupée</p>	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Ditylerichus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été observé sur les végétaux depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>31. Végétaux de <i>Pelargonium</i> l'Hérit. ex Ait., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence du Tomato ringspot virus est connue:</p> <p>a) dans lesquels l'existence de <i>Xiphinema americanum</i> Cobb <i>sensu lato</i> (populations non européennes) ou d'autres vecteurs du Tomato ringspot virus n'est pas connue;</p> <p>b) dans lesquels l'apparition de <i>Xiphinema americanum</i> (populations non européennes) ou d'autres vecteurs du Tomato ringspot virus est connue</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 27.1 et 27.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV:</p> <p>constatation officielle que les végétaux:</p> <p>a) proviennent directement de lieux de production connus comme exempts du Tomato ringspot virus</p> <p>ou</p> <p>b) sont de la quatrième génération au plus et proviennent de pieds mères qui se sont révélés exempts du Tomato ringspot virus lors de tests virologiques officiellement agréés;</p> <p>constatation officielle que les végétaux:</p> <p>a) proviennent directement de lieux de production dont le sol ou les végétaux sont connus comme exempts du Tomato ringspot virus ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>32.1. Végétaux de <i>Apium graveolens</i> L., <i>Argyranthemum</i> spp., <i>Aster</i> spp., <i>Brassica</i> spp., <i>Capsicum annuum</i> L., <i>Cucumis</i> spp., <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul., <i>Dianthus</i> L. et hybrides, <i>Exacum</i> spp. <i>Gerbera</i> Cass., <i>Gypsophila</i> L., <i>Lactuca</i> spp., <i>Leucanthemum</i> L., <i>Lupinus</i> L., <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., <i>Solanum melongena</i> L., <i>Tanacetum</i> L. et <i>Verbena</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels il a été constaté, conformément à la procédure prévue à l'article 18, que l'existence des organismes nuisibles déterminés suivants n'est pas connue:</p> <p>— <i>Amauromyza maculosa</i> (Malloch),</p> <p>— <i>Liriomyza bryoniae</i> (Kaltenbach),</p> <p>— <i>Liriomyza huidobrensis</i> (Blanchard),</p> <p>— <i>Liriomyza sativae</i> Blanchard,</p> <p>— <i>Liriomyza trifolii</i> (Burgess)</p>	<p>b) sont de la deuxième génération au plus et proviennent de pieds mères qui se sont révélés exempts du Tomato ringspot virus lors de tests virologiques officiellement agréés.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III et aux points 27.1, 27.2, 28 et 29 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun signe de la présence d'un des organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur le lieu de production lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois au cours des trois mois précédant la récolte</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux ont été inspectés juste avant l'exportation, déclarés exempts de tout signe des organismes nuisibles déterminés et soumis à un traitement approprié pour l'éradication de ces derniers.</p>
<p>32.2. Végétaux d'espèces visées au point 32.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays d'Amérique ou de tout autre pays tiers non couvert par ledit point</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III et aux points 27.1, 27.2, 28, 29 et 32.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle qu'aucun signe d'<i>Amauromyza maculosa</i> (Malloch), <i>Liriomyza bryoniae</i> (Kaltenbach), <i>Liriomyza huidobrensis</i> (Blanchard), <i>Liriomyza sativae</i> Blanchard ou <i>Liriomyza trifolii</i> (Burgess) n'a été observé sur le lieu de production lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois au cours des trois mois précédant l'exportation.</p>
<p>32.3. Végétaux d'espèces herbacées autres que celles visées au point 32.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non couverts par ledit point</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III ou des points 27.1, 27.2, 28 et 29 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun signe d'<i>Amauromyza maculosa</i> (Malloch) oder <i>Linomyza sativae</i> Blanchard n'a été observé sur le lieu de production lors d'une inspection officielle effectuée avant la récolte</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux ont été inspectés juste avant l'exportation, déclarés exempts de tout signe des organismes nuisibles déterminés et soumis à un traitement approprié pour l'éradication de ces dernières.</p>
<p>33. Végétaux racinés, plantés ou destinés à être plantés, cultivés en plein air</p>	<p>Constatation officielle que le lieu de production est exempt de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sependonicus</i> (Spieckermann et Kotthoff) Davis et al., <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens, <i>Globodera rostochiensis</i> (Wollenweber) Behrens et <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>34. Terres et milieux de cultures adhérant ou associés à des végétaux, constitués en tout ou en partie de terre ou de matières organiques solides telles que des morceaux de végétaux, de l'humus (y compris de la tourbe ou de l'écorce) ou de toute matière inorganisée solide, destinés à entretenir la vitalité des végétaux originaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> — de Turquie, — du Bélarus, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Moldova, de Russie et d'Ukraine, — de pays non européens autres que Chypre, l'Égypte, Israël, la Libye, Malte, le Maroc et la Tunisie 	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) qu'au moment de la plantation, le milieu de culture:</p> <ul style="list-style-type: none"> — était exempt de terres et de matières organiques ou — était exempt d'insectes ou de nématodes nuisibles et a été soumis à un examen ou à un traitement thermique adéquat ou à une fumigation garantissant l'absence d'autres organismes nuisibles ou — a été soumis à un traitement adéquat pour le rendre exempt d'organismes nuisibles et <p>b) que, depuis la plantation:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ou des mesures appropriées ont été prises pour garantir que le milieu de culture est resté exempt d'organismes nuisibles — ou dans les deux semaines précédant l'expédition, les végétaux ont été débarrassés de leur milieu de culture par secouement, de manière qu'il n'en reste que la quantité nécessaire au maintien de leur vitalité pendant le transport, et, en cas de replantation, que le milieu de culture utilisé expressément répond aux exigences visées au point a).
<p>35.1. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de Beet curly top virus (isolats non européens) n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>35.2. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays dans lesquels l'existence du Beet leaf curl virus est connue</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 35.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucune contamination par le Beet leaf curl virus n'a été connue dans les régions de production</p> <p>et</p> <p>b) qu'aucun symptôme de Beet leaf curl virus n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>36.1. Végétaux de <i>Ficus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que le lieu de production a été déclaré exempt de <i>Thrips palmi</i> Karny lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'exportation</p> <p>ou</p> <p>b) que le lot a subi un traitement approprié garantissant l'absence de <i>Thysanoptera</i></p> <p>ou</p> <p>c) que les végétaux ont été cultivés dans des serres dans lesquelles des mesures officielles ont été prises afin de surveiller la présence de <i>Thrips palmi</i> Karny durant une période appropriée et qu'aucun <i>Thrips palmi</i> Karny n'a été détecté au cours de cette période.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
36.2. Végétaux autres que <i>Ficus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent d'une région connue comme exempte de <i>Thrips palmi</i> Karny</p> <p>ou</p> <p>b) que le lieu de production a été déclaré exempt de <i>Thrips palmi</i> Karny lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'exportation</p> <p>ou</p> <p>c) que le lot a subi un traitement approprié garantissant l'absence de <i>Thysanoptera</i>.</p>
37. Végétaux de <i>Palmae</i> destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens	<p>Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés au point 17 de la partie A de l'annexe III, constatation officielle:</p> <p>a) que la région d'origine n'est pas contaminée par le mycoplasme du jaunissement léthal du palmier ni par le viroïde de Cadang-Cadang et qu'aucun symptôme n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de la présence du mycoplasme du jaunissement léthal du palmier et du viroïde du Cadang-Cadang n'a été observé sur les végétaux depuis le début de la dernière période complète de végétation, que les végétaux qui ont montré des symptômes laissant présumer une contamination par lesdits organismes sur le lieu de production ont été détruits et qu'un traitement adéquat permettant d'éliminer le <i>Myndus crudus</i> Van Duzee a été appliqué;</p> <p>c) dans le cas des végétaux en cultures tissulaires, que ces derniers proviennent de plants satisfaisant aux exigences visées aux points a) et b).</p>
38.1. Végétaux de <i>Camellia</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Ciborinia camelliae</i> Kohn</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Ciborinia camelliae</i> Kohn n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
38.2. Végétaux de <i>Fuchsia</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires des États-Unis d'Amérique et du Brésil	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de la présence de l'<i>Aculops fuchsiae</i> Keifer n'a été observé sur le lieu de production et que les végétaux ont été inspectés juste avant l'exportation et déclarés exempts d'<i>Aculops fuchsiae</i> Keifer.</p>
39. Arbres et arbustes, destinés à la plantation, à l'exception des semences et des végétaux en culture tissulaire, originaires de pays tiers autres que ceux d'Europe et de la Méditerranée	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 1, 2, 3, 9, 13, 15, 16, 17 et 18 de la partie A de l'annexe III, au point 1 de la partie B de l'annexe III ou aux points 8.1, 8.2, 9, 10, 11.1, 11.2, 12, 13.1, 13.2, 14, 15, 17, 18, 19.1, 19.2, 20, 22.1, 22.2, 23.1, 23.2, 24, 25.5, 25.6, 26, 27.1, 27.2, 28, 29, 32.1, 32.2, 33, 34, 36.1, 36.2, 37, 38.1 et 38.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux:</p> <p>— sont propres (débarrassés de tous débris végétaux) et ne portent ni fleurs ni fruits,</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<ul style="list-style-type: none"> — ont grandi dans des pépinières, — ont été inspectés aux moments opportuns avant l'exportation et déclarés exempts de symptômes de la présence de bactéries, virus et organismes analogues nuisibles et soit se sont également révélés exempts de signes ou de symptômes de la présence de nématodes, d'insectes, d'acariens et de champignons nuisibles, soit ont subi un traitement approprié permettant d'éliminer ces organismes.
<p>40. Arbres et arbustes à feuilles caduques, destinés à la plantation, à l'exception des semences et végétaux en culture tissulaire, originaires de pays tiers autres que ceux d'Europe et de la Méditerranée</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 1, 2, 3, 9, 13, 15, 16, 17 et 18 de la partie A de l'annexe III, au point 1 de la partie B de l'annexe III ou aux points 8.1, 8.2, 9, 10, 11.1, 11.2, 12, 13.1, 13.2, 14, 15, 17, 18, 19.1, 19.2, 20, 22.1, 22.2, 23.1, 23.2, 24, 25.5, 25.6, 26, 27.1, 27.2, 28, 29, 32.1, 32.2, 33, 34, 36.1, 36.2, 37, 38.1, 38.2 et 39 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux sont à l'état de dormance et ne portent pas de feuilles.</p>
<p>41. Végétaux annuels et bisannuels autres que de la famille des <i>Gramineae</i>, destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays autres que ceux d'Europe et de la Méditerranée</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 11 et 13 de la partie A de l'annexe III ou aux points 25.5, 25.6, 32.1, 32.2, 32.3, 33, 34, 35.1, 35.2 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont grandi dans des pépinières, — sont débarrassés de tous débris végétaux et ne portent ni fleurs ni fruits, — ont été inspectés avant l'exportation <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — déclarés exempts de symptômes de bactéries, virus et organismes analogues nuisibles, — déclarés exempts de signes ou de symptômes de nématodes, d'insectes, d'acariens et de champignons nuisibles, ou soumis à un traitement adéquat permettant d'éliminer ces organismes.
<p>42. Végétaux de la famille des <i>Gramineae</i> d'espèces pérennes ornementales des sous-familles <i>Bambusoideae</i>, <i>Panicoideae</i> et des genres <i>Buchloe</i>, <i>Bouteloua</i> Lag., <i>Calamagrostis</i>, <i>Cortaderia</i> Stapf., <i>Glyceria</i> R. Br., <i>Hakonechloa</i> Mak. ex Honda, <i>Hystrix</i>, <i>Molinia</i>, <i>Phalaris</i> L., <i>Shibataea</i>, <i>Spartina</i> Schreb., <i>Stipa</i> L. et <i>Uniola</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays autres que ceux d'Europe et de la Méditerranée</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 33 et 34 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont grandi dans des pépinières, — sont débarrassés de tous débris végétaux et ne portent ni fleurs ni fruits, — ont été inspectés aux moments opportuns avant l'exportation <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — déclarés exempts de symptômes de bactéries, de virus et d'organismes analogues nuisibles, — déclarés exempts de signes ou de symptômes de nématodes, d'insectes, d'acariens et de champignons nuisibles, ou soumis à un traitement approprié permettant d'éliminer ces organismes.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>43. Végétaux dont la croissance est inhibée naturellement ou artificiellement, destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays non européens</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 1, 2, 3, 9, 13, 15, 16, 17 et 18 de la partie A de l'annexe III, au point 1 de la partie B de l'annexe III ou aux points 8.1, 9, 10, 11.1, 11.2, 12, 13.1, 13.2, 14, 15, 17, 18, 19.1, 19.2, 20, 22.1, 22.2, 23.1, 23.2, 24, 25.5, 25.6, 26, 27.1, 27.2, 28, 32.1, 32.2, 33, 34, 36.1, 36.2, 37, 38.1, 38.2, 39, 40 et 42 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux, y compris ceux récoltés directement dans des habitats naturels, ont grandi et ont été détenus et préparés, pendant au moins deux années consécutives avant l'expédition, dans des pépinières officiellement enregistrées et soumises à un régime de contrôle officiellement supervisé;</p> <p>b) que les végétaux dans les pépinières visées au point a):</p> <p>aa) pendant au moins la période visée au point a):</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été mis dans des pots sur des étagères à au moins 50 cm du sol, — ont subi des traitements adéquats garantissant l'absence de rouilles non européennes, la matière active, la concentration et la date d'application de ces traitements étant mentionnées sur le certificat phytosanitaire prévu à l'article 7 de la présente directive, sous la rubrique «traitement de désinfestation et/ou de désinfection», — ont été inspectés officiellement au moins six fois par an à des intervalles appropriés pour la détection de la présence des organismes nuisibles en cause, qui sont ceux figurant aux annexes de la directive. Ces inspections, qui ont également été effectuées sur des végétaux à proximité immédiate des pépinières visées au point a), ont au moins consisté en un examen visuel de chaque rangée du champ ou de la pépinière ainsi que de toutes les parties de végétaux surmontant le milieu de culture, sur la base d'un échantillon aléatoire d'au moins 300 végétaux d'un genre donné, si le nombre de végétaux de ce genre ne dépasse pas 3 000 unités, ou de 10% des végétaux, s'il y a plus de 3 000 végétaux appartenant à ce genre, — ont été déclarés exempts, à l'occasion de ces inspections, des organismes nuisibles en cause spécifiés au tiret précédent, que les plants contaminés ont été enlevés et que les autres plants seront traités efficacement, si nécessaire, et conservés pendant une période appropriée pour garantir l'absence desdits organismes en cause, — ont été plantés dans un milieu de culture artificiel ou naturel, qui a été fumigé ou soumis à un traitement thermique adéquat et, après examen ultérieur, ont été déclarés exempts d'organismes nuisibles, — ont été maintenus dans des conditions garantissant que le milieu de culture a été tenu exempt d'organismes nuisibles et, dans les deux semaines précédant l'expédition, ont été: <ul style="list-style-type: none"> — secoués et lavés à l'eau claire pour ôter le milieu de culture original et maintenus racines nues <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<ul style="list-style-type: none"> — secoués et lavés à l'eau claire pour ôter le milieu de culture original et replantés dans un milieu de culture remplissant les conditions définies au point aa), cinquième tiret ou — soumis à des traitements adéquats pour garantir l'absence d'organismes nuisibles, la matière active, la concentration et la date d'application de ces traitements étant mentionnées sur le certificat phytosanitaire prévu à l'article 7 de la présente directive, sous la rubrique «traitement de désinfestation et/ou de désinfection», <p>bb) ont été emballés dans des conteneurs fermés, officiellement scellés et portant le numéro d'enregistrement de la pépinière enregistrée, ce numéro étant également indiqué, sous la rubrique «déclaration supplémentaire», sur le certificat phytosanitaire prévu à l'article 7 de la présente directive, permettant ainsi l'identification des lots.</p>
<p>44. Végétaux herbacés pérennes, destinés à la plantation, à l'exception des semences, des familles <i>Caryophyllaceae</i> (à l'exception du <i>Dianthus</i> L.), <i>Compositae</i> [à l'exception du <i>Dendranthema</i> (DC.) Des Moul.], <i>Cruciferae</i>, <i>Leguminosae</i> et <i>Rosaceae</i> (à l'exception du <i>Fragaria</i> L.), originaires de pays tiers autres que ceux d'Europe et de la Méditerranée.</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 32.1, 32.2, 32.3, 33 et 34 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont grandi dans des pépinières, — sont débarrassés de tous débris végétaux et ne portent ni fleurs ni fruits, — ont été inspectés aux moments opportuns avant l'exportation <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — déclarés exempts de symptômes de bactéries, de virus et d'organismes analogues nuisibles, — déclarés exempts de signes ou de symptômes de nématodes, d'insectes, d'acariens et de champignons nuisibles, ou soumis à un traitement adéquat permettant d'éliminer ces organismes.
<p>45. Végétaux d'<i>Eurphorbia pulcherrima</i> Willd., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. (population non européenne) est connue.</p>	<p>Constatation officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — que les végétaux proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. ou — qu'aucun signe de la présence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. n'a été observé sur les végétaux du lieu de production lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois pendant les trois mois précédant l'exportation.
<p>45.1. Végétaux de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., destinés à la plantation, à l'exception des semences, originaires de pays où l'existence du Tomato Yellow Leaf Curl Virus est connue:</p> <p>a) où l'existence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. n'est pas connue;</p>	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 13 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 25.5, 25.6 et 25.7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant:</p> <p>constatation officielle qu'aucun symptôme du Tomato Yellow Leaf Curl Virus n'a été observé sur les végétaux;</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>b) où l'existence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. est connue</p>	<p>constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun symptôme de Tomato Yellow Leaf Curl Virus n'a été observé sur les végétaux</p> <p>et</p> <p>aa) que les végétaux proviennent de zones connues comme exemptes de <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p> <p>ou</p> <p>bb) que le lieu de production a été déclaré exempt de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'exportation</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme du Tomato Yellow Leaf Curl Virus n'a été observé sur le lieu de production et que le lieu de production a été soumis à un traitement et à un régime de suivi adéquats visant à garantir l'absence de <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p>
<p>46. Végétaux destinés à la plantation, à l'exception des semences, bulbes, tubercules, cormes et rhizomes, originaires de pays où l'existence d'organismes nuisibles déterminés est connue.</p> <p>Les organismes nuisibles déterminés sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> — Bean golden mosaic virus, — Cowpea mild mottle virus, — Lettuce infectious yellows virus, — Pepper mild tigré virus, — Squash leaf curl virus, — autres virus transmis par <i>Bemisia tabaci</i> Genn. <p>a) Aux endroits où l'existence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. (populations non européennes) ou d'autres vecteurs des organismes nuisibles déterminés n'est pas connue</p> <p>b) Aux endroits où l'existence du <i>Bemisia tabaci</i> Genn. (populations non européennes) ou d'autres vecteurs des organismes nuisibles déterminés est connue</p>	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 13 de la partie A de l'annexe III et aux points 25.5, 25.6, 32.1, 32.2, 32.3, 35.1, 35.2 44, 45 et 45.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant:</p> <p>constatation officielle qu'aucun symptôme de la présence des organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux depuis le début de leur dernière période complète de végétation;</p> <p>constatation officielle qu'aucun symptôme des organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux pendant une période adéquate</p> <p>et</p> <p>a) que les végétaux proviennent de zones connues comme exemptes de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. et d'autres vecteurs des organismes nuisibles déterminés</p> <p>ou</p> <p>b) que le lieu de production a été déclaré exempt de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. et d'autres vecteurs des organismes nuisibles déterminés lors d'inspections officielles effectuées aux moments opportuns</p> <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
47. Semences d' <i>Helianthus annuus</i> L.	<p>c) que les végétaux ont subi un traitement adéquat visant à éradiquer <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p> <p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Plasmopara halstedii</i> (Farlow) Berl. et de Toni</p> <p>ou</p> <p>b) que les semences autres que celles produites sur des variétés résistant à toutes les races de <i>Plasmopara halstedii</i> (Farlow) Berl. et de Toni présentes sur le lieu de production ont été soumises à un traitement approprié contre cet organisme.</p>
48. Semences de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.	<p>Constatation officielle que les semences ont été obtenues au moyen d'une méthode appropriée d'extraction à l'acide ou d'une méthode équivalente approuvée conformément à la procédure prévue à l'article 18</p> <p>et</p> <p>a) que les semences proviennent de régions où l'existence de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis et al., <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>vesicatoria</i> (Dooidge) Dye et du Potato spindle tuber viroid n'est pas connue</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de maladies causées par ces organismes nuisibles n'a été observé sur les végétaux du lieu de production durant leur période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>c) que les semences ont été soumises à un test officiel concernant au moins les organismes susvisés, effectué sur un échantillon représentatif et utilisant des méthodes appropriées, et on été déclarées exemptes de ces derniers à cette occasion.</p>
49.1. Semences de <i>Medicago sativa</i> L.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun symptôme de <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation et qu'aucun <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été trouvé après un test en laboratoire sur un échantillon représentatif</p> <p>ou</p> <p>b) qu'une fumigation a été effectuée avant l'exportation.</p>
49.2. Semences de <i>Medicago sativa</i> L., originaires de pays dans lesquels l'existence de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis et al. est connue	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 49.1 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que l'apparition de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis et al. n'a été connue ni dans l'exploitation ni dans ses environs immédiats depuis le début des dix dernières années;</p> <p>b) — que la culture appartient à une variété reconnue comme très résistante à <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis et al.</p> <p>ou</p> <p>— qu'elle n'avait pas encore entamé sa quatrième période complète de végétation depuis le semis lorsque la semence a été récoltée et que la culture n'a pas donné plus d'une récolte de semences auparavant</p> <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<p>— que la teneur en matière inerte, déterminée conformément aux règles applicables à la certification des semences commercialisées dans la Communauté, ne dépasse pas 0,1 % en poids;</p> <p>c) qu'aucun symptôme de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis et al. n'a été observé sur le lieu de production ou dans une culture adjacente de <i>Medicago sativa</i> L. pendant la dernière ou, le cas échéant, les deux dernières périodes complètes de végétation;</p> <p>d) que la culture a été effectuée sur un champ où aucune culture de <i>Medicago sativa</i> L. n'a été effectuée pendant les trois dernières années précédant l'ensemencement.</p>
50. Semences d' <i>Oryza sativa</i> L.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences ont été officiellement testées selon des méthodes nématologiques appropriées et se sont révélées exemptes d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie</p> <p>ou</p> <p>b) que les semences ont été soumises à un traitement adéquat à l'eau chaude ou à un autre traitement approprié contre l'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie.</p>
51. Semences de <i>Phaseolus</i> L.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences proviennent de régions réputées indemnes de <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Dye</p> <p>ou</p> <p>b) qu'un échantillon représentatif des semences a été testé et s'est révélé exempt de <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Dye.</p>
52. Semences de <i>Zea mays</i> L.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences proviennent de régions exemptes d'<i>Erwinia stewartii</i> (Smith) Dye</p> <p>ou</p> <p>b) qu'un échantillon représentatif des semences a été testé et s'est révélé exempt de l'<i>Erwinia stewartii</i> (Smith) Dye.</p>
53. Semences des genera <i>Triticum</i> , <i>Secale</i> et <i>X Triticosecale</i> originaires de l'Afghanistan, de l'Inde, de l'Irak, du Mexique, du Népal, du Pakistan et des États-Unis d'Amérique où la présence de <i>Tilletia indica</i> Mitra est signalée	<p>Constatation officielle que les semences sont originaires d'une région où la présence de <i>Tilletia indica</i> Mitra n'est pas signalée. Le nom de la région est mentionné dans le certificat phytosanitaire visé à l'article 7.</p>
54. Céréales des genera <i>Triticum</i> , <i>Secale</i> et <i>X Triticosecale</i> originaires de l'Afghanistan, de l'Inde, de l'Irak, du Mexique, du Népal, du Pakistan et des États-Unis d'Amérique où la présence de <i>Tilletia indica</i> Mitra est signalée	<p>Constatation officielle:</p> <p>i) que les céréales sont originaires d'une région où la présence de <i>Tilletia indica</i> Mitra n'est pas signalée. Le nom de la région ou des régions est mentionné dans le certificat phytosanitaire visé à l'article 7, sous la rubrique «Provenance»</p> <p>ou</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	ii) qu'aucun symptôme de <i>Tilletia indica</i> Mitra n'a été observé sur les plantes au lieu de production durant leur dernier cycle complet de végétation et que des échantillons représentatifs de céréales ont été prélevés tant au moment de la récolte qu'avant l'expédition, ont été contrôlés et trouvés indemnes de <i>Tilletia indica</i> Mitra à l'issue de ces contrôles, cela devant être confirmé sur le certificat phytosanitaire visé à l'article 7 sous la rubrique « Désignation du produit », par la mention « Testés et trouvés indemnes de <i>Tilletia indica</i> Mitra ».

Chapitre II

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS ORIGINAIRES DE LA COMMUNAUTÉ

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
1. Bois de <i>Castanea</i> Mill.	a) Constatation officielle que le bois est originaire de régions connues comme exemptes de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr ou b) le bois est écorcé.
2. Bois de <i>Platanus</i> L., y compris celui qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle	a) Constatation officielle que le bois est originaire de régions connues comme exemptes de <i>Ceratocystis fimbriata</i> f.sp. <i>platani</i> Walter ou b) il doit être prouvé par une marque « Kiln-dried », « KD » ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20 % lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.
3. Écorce isolée de <i>Castanea</i> Mill.	Constatation officielle: a) que l'écorce est originaire de régions connues comme exemptes de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr ou b) que le lot a été fumigé ou soumis à un traitement approprié contre le <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr.
4. Végétaux de <i>Pinus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Scirrhia pini</i> Funk et Parker n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
5. Végétaux de <i>Abies</i> Mill., <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L., <i>Pseudotsuga</i> Carr. et <i>Tsuga</i> Carr., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 4 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Melampsora medusae</i> Thümen n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.
6. Végétaux de <i>Populus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Melampsora medusae</i> Thümen n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
7. Végétaux de <i>Castanea</i> Mill. et <i>Quercus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Cryphonectria parasitica</i> (Murrill) Barr n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
8. Végétaux de <i>Platanus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent d'une région exempte de <i>Ceratocystis fimbriata</i> f.sp. <i>platani</i> Walter</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Ceratocystis fimbriata</i> f.sp. <i>platani</i> Walter n'a été observé sur le lieu de production ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
9. Végétaux de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., <i>Sorbus</i> L. autres que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers., <i>Stranvaesia</i> Lindl., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de zones reconnues exemptes d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. conformément à la procédure prévue à l'article 18</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux du champ de production et de ses environs immédiats, qui ont montré des symptômes d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al., ont été enlevés.</p>
10. Végétaux de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides, à l'exception des fruits et semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que, les végétaux proviennent de zones connues comme exemptes de <i>Spiroplasma citri</i> Saglio et al., <i>Phoma tracheiphila</i> (Petri), Kanchaveli et Gikashvili, Citrus vein enation woody gall et du virus de la tristeza (souches européennes)</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux sont issus d'un schéma de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests individuels officiels concernant au moins le virus de la tristeza (souches européennes) et le Citrus vein enation woody gall, et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes agréés selon la procédure prévue à l'article 18, et qu'ils ont grandi en permanence dans une serre inaccessible aux insectes ou une cage isolée où aucun symptôme de la présence de <i>Spiroplasma citri</i> Saglio et al., <i>Phoma tracheiphila</i> (Petri) Kanchaveli et Gikashvili, du virus de la tristeza (souches européennes) et de Citrus vein enation woody gall n'a été observé</p> <p>ou</p> <p>c) que les végétaux:</p> <p>— sont issus d'un schéma de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests individuels officiels concernant au moins le virus de la tristeza (souches européennes) et le Citrus vein enation woody gall, et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes agréés selon la procédure prévue à l'article 18, et qu'ils se sont révélés, à cette occasion, exempts du virus de la tristeza (souches européennes) et ont également été certifiés exempts de ce même organisme, lors de tests individuels officiels effectués selon les méthodes visées dans le présent tiret,</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<p>— ont été inspectés et qu'aucun symptôme de la présence de <i>Spiroplasma citri</i> Saglio <i>et al.</i>, <i>Phoma tracheiphila</i> (Petri) Kanchaveli et Gikashvili et Citrus vein enation woody gall et du virus de la tristezza n'a été observé depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
<p>11. Végétaux de <i>Araceae</i>, <i>Marantaceae</i>, <i>Musaceae</i>, <i>Persea</i> spp. et <i>Strelitziaceae</i>, racinés ou avec milieu de culture adhérent ou associé</p>	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucune contamination par <i>Radopholus similis</i> (Cobb) Thorne n'a été observée sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) que, depuis le début de la dernière période complète de végétation, des échantillons de terre et de racines des végétaux concernés ont été soumis à des tests nématologiques officiels concernant au moins <i>Radopholus similis</i> (Cobb) Thorne et ont été déclarés exempts de cet organisme nuisible à cette occasion.</p>
<p>12. Végétaux de <i>Fragaria</i> L., <i>Prunus</i> L. et <i>Rubus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences</p>	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes des organismes nuisibles déterminés</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de maladies causées par les organismes nuisibles déterminés n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p> <p>Les organismes nuisibles déterminés sont:</p> <p>— pour <i>Fragaria</i> L.:</p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>Phytophthora fragariae</i> Hickman var. <i>fragariae</i>, — virus de la mosaïque de l'arabette, — Raspberry ringspot virus, — Strawberry crinkle virus, — Strawberry latent ringspot virus, — Strawberry mild yellow edge virus, — Tomato black ring virus (virus des anneaux noirs de la tomate), — <i>Xanthomonas fragariae</i> Kennedy et King, <p>— pour <i>Prunus</i> L.:</p> <ul style="list-style-type: none"> — mycoplasme de l'enroulement chlorotique de l'abricotier, — <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>pruni</i> (Smith) Dye, <p>— pour <i>Prunus persica</i> (L.) Batsch:</p> <p><i>Pseudomonas syringae</i> pv. <i>persicae</i> (Prunier <i>et al.</i>) Young <i>et al.</i>,</p> <p>— pour <i>Rubus</i> L.:</p> <ul style="list-style-type: none"> — virus de la mosaïque de l'arabette, — Raspberry ringspot virus, — Strawberry latent ringspot virus, — virus des anneaux noirs de la tomate (Tomato black ring virus).

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
13. Végétaux de <i>Cydonia</i> Mill, et <i>Pyrus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 9 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes du mycoplasme du dépérissement du poirier</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux du lieu de production ou de ses environs immédiats qui ont montré des symptômes laissant présumer une contamination par le mycoplasme du dépérissement du poirier ont été enlevés au cours des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>
14. Végétaux de <i>Fragaria</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 12 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes de <i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>c) dans le cas des végétaux en culture tissulaire, que ces derniers proviennent de végétaux satisfaisant aux dispositions du point b) ou ont subi des tests nématologiques officiels suivant des méthodes appropriées à l'issue desquels ils se sont révélés exempts d'<i>Aphelenchoides besseyi</i> Christie.</p>
15. Végétaux de <i>Malus</i> Mill., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 9 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes de mycoplasme de la prolifération du pommier</p> <p>ou</p> <p>b) aa) que les végétaux, à l'exception des plants issus de semis:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été officiellement certifiés dans le cadre d'un schéma de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins le mycoplasme de la prolifération du pommier et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, au cours desquels ils se sont révélés exempts de cet organisme nuisible ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des six dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins le mycoplasme de la prolifération du pommier et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, au cours duquel ils se sont révélés exempts de cet organisme nuisible; <p>bb) qu'aucun symptôme de maladie causée par le mycoplasme de la prolifération du pommier n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>16. Végétaux des espèces suivantes de <i>Prunus</i> L, destinés à la plantation, à l'exception des semences:</p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>Prunus amygdalus</i> Batsch, — <i>Prunus armeniaca</i> L., — <i>Prunus blireiana</i> Andre, — <i>Prunus brigantina</i> Vill., — <i>Prunus cerasifera</i> Ehrh., — <i>Prunus cistena</i> Hansen, — <i>Prunus curdica</i> Fenzl et Fritsch., — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>domestica</i> L., — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>insititia</i> (L.) C.K. Schneid, — <i>Prunus domestica</i> ssp. <i>italica</i> (Borkh.) Hegi., — <i>Prunus glandulosa</i> Thunb., — <i>Prunus holosericea</i> Batal., — <i>Prunus hortulana</i> Bailey, — <i>Prunus japonica</i> Thunb., — <i>Prunus mandshurica</i> (Maxim.) Koehne, — <i>Prunus maritima</i> Marsh., — <i>Prunus mume</i> Sieb. et Zucc., — <i>Prunus nigra</i> Ait., — <i>Prunus persica</i> (L.) Batsch, — <i>Prunus salicina</i> L., — <i>Prunus sibirica</i> L., — <i>Prunus simonii</i> Carr., — <i>Prunus spinosa</i> L., — <i>Prunus tomentosa</i> Thunb., — <i>Prunus triloba</i> Lindl., — autres espèces de <i>Prunus</i> L. sensibles au virus de la sharka 	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 12 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes du virus de la sharka</p> <p>ou</p> <p>b) aa) que les végétaux, à l'exception des plants issus de semis:</p> <ul style="list-style-type: none"> — ont été certifiés officiellement dans le cadre d'un schéma de certification exigeant qu'ils proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis à des tests officiels concernant au moins le virus de la sharka et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, au cours desquels ils se sont révélés exempts de cet organisme nuisible ou — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis, lors des trois dernières périodes complètes de végétation, à au moins un test officiel concernant au moins le virus de la sharka et utilisant des indicateurs appropriés ou des méthodes équivalentes, au cours duquel ils se sont révélés exempts de cet organisme nuisible; <p>bb) qu'aucun symptôme de maladies causées par le virus de la sharka n'a été observé sur les végétaux du lieu de production ou sur les végétaux sensibles de ses environs immédiats depuis le début des trois dernières périodes complètes de végétation;</p> <p>cc) que les végétaux du lieu de production qui ont montré des symptômes de maladies causées par d'autres virus ou organismes pathogènes analogues ont été enlevés.</p>
<p>17. Végétaux de <i>Vitis</i> L., à l'exception des fruits et semences</p>	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de flavescence dorée et de <i>Xylophilus ampelinus</i> (Panagopoulos) Willems <i>et al.</i> n'a été observé sur les pieds mères du lieu de production depuis le début des deux dernières périodes complètes de végétation.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>18.1. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., destinés à la plantation</p>	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les dispositions communautaires relatives à la lutte contre le <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival ont été respectées;</p> <p>b) que les tubercules proviennent d'une région exempte de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sependonicus</i> (Spiekermann et Kotthoff) Davis <i>et al.</i> ou que les dispositions communautaires relatives à la lutte contre cet organisme ont été respectées</p> <p>et</p> <p>c) que les tubercules proviennent d'un champ exempt de <i>Globodera rostochiensis</i> (Wollenweber) Behrens et <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens</p> <p>et</p> <p>d) aa) que les tubercules proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith</p> <p>ou</p> <p>bb) que, dans les régions où l'existence de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith est connue, les tubercules proviennent d'un lieu de production déclaré exempt de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith ou considéré comme tel par suite de la mise en œuvre d'un programme approprié visant à l'éradication de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith</p> <p>et</p> <p>e) que les tubercules proviennent de zones où l'existence de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et de <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen est inconnue</p> <p>ou</p> <p>dans les zones où l'existence de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et de <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen est connue:</p> <p>— que les tubercules proviennent d'un lieu de production qui a été déclaré exempt de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et de <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen, sur la base d'une enquête annuelle de cultures hôtes, par inspection visuelle de plantes hôtes à des moments appropriés et par inspection visuelle tant à l'extérieur que par coupage des tubercules après récolte de pommes de terre cultivées sur le lieu de production</p> <p>ou</p> <p>— que, après récolte, les tubercules ont été échantillonnés au hasard et soit contrôlés quant à la présence de symptômes après recours à une méthode appropriée pour les induire, soit testés en laboratoire, qu'ils ont été inspectés visuellement à l'extérieur et par coupage des tubercules, à des moments appropriés et, dans tous les cas, au moment de la fermeture des emballages ou conteneurs avant commercialisation, conformément aux dispositions de la directive 66/403/CEE relatives à la fermeture, et qu'aucun symptôme de <i>Meloidogyne chitwoodi</i> Golden <i>et al.</i> (toutes populations) et de <i>Meloidogyne fallax</i> Karssen n'a été observé.</p>
<p>18.2. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des variétés officiellement admises dans un ou plusieurs États membres en vertu de la directive 70/457/CEE du Conseil du 29 septembre 1970 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles ⁽¹⁾.</p>	<p>Sans préjudice des exigences particulières applicables aux tubercules visés au point 18.1 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle que les tubercules:</p> <p>— appartiennent à des sélections avancées (cette indication doit être notée d'une manière adéquate sur le document d'accompagnement),</p>

⁽¹⁾ JO L 225 du 12.10.1970, p. 1. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 98/96/CE (JO L 25 du 1.2.1999, p. 27).

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
<p>18.3. Végétaux d'espèces stolonifères ou à tubercules de <i>Solanum</i> L. ou leurs hybrides, destinés à la plantation, à l'exception des tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L. visés au point 18.1 ou 18.2 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV et des matériels de préservation de culture stockés dans des banques de gènes ou dans des collections génétiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> — ont été produits dans la Communauté et — proviennent en ligne directe de matériels maintenus dans des conditions appropriées et soumis dans la Communauté à des tests officiels de quarantaine selon des méthodes appropriées, au cours desquels ils se sont révélés exempts d'organismes nuisibles. <p>a) Les végétaux doivent être demeurés en quarantaine et avoir été déclarés exempts d'organismes nuisibles lors des tests effectués pendant cette période.</p> <p>b) Les tests de quarantaine visés au point a) doivent:</p> <ul style="list-style-type: none"> aa) être supervisés par l'organisme officiel de protection des végétaux de l'État membre concerné et réalisés par le personnel scientifique spécialisé de celui-ci ou de tout autre organisme officiellement agréé; bb) être réalisés sur un site possédant les infrastructures adéquates pour contenir les organismes nuisibles et conserver les matériels, y compris les plantes indicatrices, de manière à éliminer tout risque de propagation de ces mêmes organismes; cc) consister, pour chaque matériel: <ul style="list-style-type: none"> — en un examen visuel à intervalles réguliers pendant la durée complète d'au moins une période de végétation, en fonction de la nature du matériel et de son stade de développement durant le programme, afin de déceler les symptômes de maladies causées par des organismes nuisibles, — en une série d'examens à réaliser selon des méthodes adéquates à présenter au comité visé à l'article 18 pour déceler au moins: <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas de tous les matériels de pommes de terre: <ul style="list-style-type: none"> — Andean potato latent virus, — Arracacha virus B., oca strain, — Potato black ringspot virus, — Potato spindle tuber viroid, — Potato virus T, — Andean potato mottle virus, — les virus communs A, M, S, V, X et Y (y compris Y^o, Yⁿ et Y^q) de la pomme de terre et le Potato leaf roll virus, — <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sepedonicus</i> (Spieckermann et Kotthoff) Davis <i>et al.</i> — <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith — dans le cas des semences (graines) de pommes de terre, les virus et organismes analogues visés aux points aa) à cc); dd) permettre, par la réalisation de tests, d'identifier les organismes nuisibles à l'origine des autres symptômes observés lors de l'examen visuel. <p>c) Tout matériel qui n'a pas été déclaré exempt des organismes nuisibles visés au point b) lors des tests qui y sont également décrits doit être immédiatement détruit ou soumis à un traitement permettant d'éliminer ceux-ci.</p> <p>d) Toute organisation ou organisme de recherche détenant ce matériel doit en spécifier la nature au service officiel de protection des végétaux de l'État membre concerné.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
18.4. Végétaux d'espèces stolonifères ou à tubercules de <i>Solanum</i> L. ou leurs hybrides, destinés à la plantation, conservés dans des banques de gènes ou dans des collection génétiques	Toute organisation ou organisme de recherche détenant ce matériel doit en spécifier la nature au service officiel de protection des végétaux de l'État membre concerné.
18.5. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., à l'exception de ceux visés aux points 18.1, 18.2, 18.3 ou 18.4 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV	<p>Un numéro d'enregistrement sur l'emballage ou sur le véhicule (en cas de transport en vrac) doit prouver que les pommes de terre ont été cultivées par un producteur officiellement enregistré ou proviennent de centres collectifs de stockage ou d'expédition officiellement enregistrés et situés dans la région de production, et indiquer que les tubercules sont exempts de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith et que:</p> <p>a) les dispositions communautaires relatives à la lutte contre <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival</p> <p>et</p> <p>b) le cas échéant, contre <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sependonicus</i> (Spieckermann et Kotthoff) Davis et al.</p> <p>sont respectées.</p>
18.6. Végétaux de <i>Solanaceae</i> , destinés à la plantation, à l'exception des semences et de ceux visés aux points 18.4 ou 18.5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 18.1, 18.2 et 18.3 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, si nécessaire, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions exemptes du mycoplasme du stolbur de la pomme de terre</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de mycoplasme du stolbur de la pomme de terre n'a été observé sur les végétaux du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
18.7. Végétaux de <i>Capsicum annuum</i> L., <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., <i>Musa</i> L., <i>Nicotiana</i> L., et <i>Solanum melongena</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 18.6 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Pseudomonas solanacearum</i> (Smith) Smith n'a été observé sur les lieux de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
19. Végétaux de <i>Humulus lupulus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Verticillium albo-atrum</i> Reinke et Berthold et de <i>Verticillium dahliae</i> Klebahn n'a été observé sur le houblon du lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation.
20. Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC) Des Moul., <i>Dianthus</i> L. et <i>Pelargonium</i> l'Hérit, ex Ait. destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) qu'aucun signe d'<i>Heliothis armigera</i> Hübner ou de <i>Spodoptera littoralis</i> (Boisd.) n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation</p> <p>ou</p> <p>b) que les végétaux ont subi un traitement approprié contre les organismes susmentionnés.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
21.1. Végétaux de <i>Dendranthema</i> (DC) Des Moul. destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 20 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux sont issus de la troisième génération au plus de matériel qui s'est révélé exempt du viroïde nanifiant du chrysanthème (<i>Chrysanthemum stunt viroid</i>) lors de tests virologiques ou proviennent directement de matériels dont un échantillon représentatif d'au moins 10 % s'est révélé exempt de ce même organisme lors d'un examen officiel effectué au moment de la floraison;</p> <p>b) que les végétaux et boutures proviennent d'établissements:</p> <ul style="list-style-type: none"> — qui n'ont montré aucun symptôme de <i>Puccinia horiana</i> Hennings lors d'une inspection officielle effectuée au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'expédition et qu'aucun symptôme de ce même organisme n'a été connu dans les environs immédiats au cours des trois mois précédant la commercialisation ou — que le lot a subi un traitement approprié contre le <i>Puccinia horiana</i> Hennings; <p>c) que, dans le cas des boutures non racinées, aucun symptôme de <i>Didymella ligulicola</i> (Baker, Dimock et Davis) v. Arx n'a été observé sur ces dernières ou sur les végétaux dont elles proviennent ou, encore, dans le cas des boutures racinées, qu'aucun de ces mêmes symptômes n'a été observé sur ces dernières ou dans le milieu d'enracinement.</p>
21.2. Végétaux de <i>Dianthus</i> L. destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 20 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — que les végétaux proviennent directement de pieds mères qui se sont révélés exempts de <i>Erwinia chrysanthemi</i> pv. <i>dianthicola</i> (Hellmers) Dickey, <i>Pseudomonas caryophylli</i> (Burkholder) Starr et Burkholder, et de <i>Phialophora cinerescens</i> (Wollenw.) van Beyma lors de tests officiellement agréés, effectués au moins une fois pendant les deux dernières années, — qu'aucun symptôme des organismes nuisibles susmentionnés n'a été observé sur les végétaux.
22. Bulbes de <i>Tulipa</i> L. et <i>Narcissus</i> L., à l'exception de ceux dont l'emballage ou tout autre élément doit prouver qu'ils sont destinés à la vente directe à des consommateurs finals non impliqués dans la profession de la fleur coupée	<p>Constatation officielle qu'aucun symptôme de <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été observé sur les végétaux depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
23. Végétaux de <i>Apium graveolens</i> L., <i>Argyranthemum</i> spp., <i>Aster</i> spp., <i>Brassica</i> spp., <i>Capsicum annuum</i> L., <i>Cucumis</i> spp., <i>Dendranthema</i> (DC) Des Moul., <i>Dianthus</i> L. et leurs hybrides, <i>Gerbera</i> Cass., <i>Gypsophila</i> L., <i>Lactuca</i> spp., <i>Leucanthemum</i> L., <i>Lupinus</i> L., <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex. Farw., <i>Solanum melongena</i> L., <i>Spinacia</i> L., <i>Tanacetum</i> L. et <i>Verbena</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 20, 21.1 ou 21.2 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> — que les végétaux proviennent d'une région connue comme exempte de <i>Liriomyza bryoniae</i> (Kaltenbach), <i>Liriomyza huidobrensis</i> (Blanchard) et de <i>Liriomyza trifolii</i> (Burgess) ou — qu'aucun signe de <i>Liriomyza huidobrensis</i> (Blanchard) ou de <i>Liriomyza trifolii</i> (Burgess) n'a été observé sur le lieu de production lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant la récolte ou

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
	<p>— que, juste avant la commercialisation, les végétaux ont été inspectés puis déclarés exempts de signes des organismes nuisibles déterminés et soumis à un traitement approprié visant à éradiquer <i>Liriomyza bryoniae</i> (Kaltenbach), <i>Liriomyza huidobrensis</i> (Blanchard) et <i>Liriomyza trifolii</i> (Burgess)</p>
24. Végétaux racinés, plantés ou destinés à être plantés, cultivés en plein air	Le lieu de production est exempt de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>sepedonicus</i> (Spieckermann et Kotthoff) Davis et al., <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens, <i>Globodera rostochiensis</i> (Wollenweber) Behrens et de <i>Synchytrium endobioticum</i> (Schilbersky) Percival.
25. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de régions connues comme exemptes de Beet leaf curl virus</p> <p>ou</p> <p>b) que l'apparition du Beet leaf curl virus n'a pas été connue sur le lieu de production et qu'aucun symptôme de sa présence n'a été observé sur ce même lieu ou dans ses environs immédiats depuis le début de la dernière période complète de végétation.</p>
26. Semences de <i>Helianthus annuus</i> L.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Plasmopara halstedii</i> (Farlow) Berl. et de Toni</p> <p>ou</p> <p>b) que les semences autres que celles produites sur des variétés résistant à toutes les races de <i>Plasmopara halstedii</i> (Farlow) Berl. et de Toni présentes sur le lieu de production ont été soumises à un traitement approprié contre cet organisme.</p>
26.1. Végétaux de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 18.6 et 23 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent de zones connues comme exemptes de Tomato Yellow Leaf Curl Virus</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun symptôme de Tomato Yellow Leaf Curl Virus n'a été observé sur les végétaux durant une période appropriée,</p> <p>et</p> <p>aa) que les végétaux proviennent de zones connues comme exemptes de <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p> <p>ou</p> <p>bb) que le lieu de production a été déclaré exempt de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois durant les trois mois précédant l'exportation</p> <p>ou</p> <p>c) qu'aucun symptôme du Tomato Yellow Leaf Curl Virus n'a été observé sur le lieu de production et que le lieu de production a été soumis à un traitement et un régime de suivi adéquats visant à garantir l'absence de <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p>

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
27. Semences de <i>Lycopersicon lycopersicum</i> (L.) Karsten ex Farw.	<p>Constataction officielle que les semences ont été obtenues au moyen d'une méthode appropriée d'extraction à l'acide ou d'une méthode équivalente définie conformément à la procédure prévue à l'article 18 et:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) que les semences proviennent de régions où l'existence de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>michiganensis</i> (Smith) Davis <i>et al.</i> ou de <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>vesicatoria</i> (Doidge) Dye n'est pas connue <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> b) qu'aucun symptôme de maladies causées par ces organismes nuisibles n'a été observé sur les végétaux du lieu de production pendant leur dernière période complète de végétation <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> c) que les semences ont été soumises à un test officiel concernant au moins les organismes susvisés, effectué à l'aide de méthodes appropriées sur un échantillon représentatif, et se sont révélées exemptes de ces organismes.
28.1. Semences de <i>Medicago sativa</i> L.	<p>Constataction officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) qu'aucun symptôme de <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation, et qu'aucun <i>Ditylenchus dipsaci</i> (Kühn) Filipjev n'a été trouvé après un test en laboratoire sur un échantillon représentatif <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> b) qu'une fumigation a été effectuée avant la commercialisation.
28.2. Semences de <i>Medicago sativa</i> L.	<p>Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés au point 28.1 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constataction officielle:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) que les semences proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis <i>et al.</i> <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> b) — que l'apparition de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis <i>et al.</i> n'a été connue ni dans l'exploitation ni dans ses environs immédiats depuis le début des dix dernières années <p>et:</p> <ul style="list-style-type: none"> — que la culture appartient à une variété reconnue comme très résistante à <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis <i>et al.</i>, <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> — qu'elle n'avait pas encore entamé sa quatrième période complète de végétation depuis le semis lorsque la semence a été récoltée, et que la culture n'a pas donné plus d'une récolte de semences auparavant <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> — que la teneur en matière inerte, déterminée conformément aux règles applicables à la certification des semences commercialisées dans la Communauté, ne dépasse pas 0,1 % en poids, <ul style="list-style-type: none"> — qu'aucun symptôme de <i>Clavibacter michiganensis</i> ssp. <i>insidiosus</i> Davis <i>et al.</i> n'a été observé sur le lieu de production ou dans une culture adjacente de <i>Medicago sativa</i> L. pendant la dernière ou, le cas échéant, les deux dernières périodes complètes de végétation, <ul style="list-style-type: none"> — que la culture a été effectuée sur un champ où aucune culture de <i>Medicago sativa</i> L. n'a été effectuée pendant les trois années précédant l'ensemencement.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières
29. Semences de <i>Phaseolus</i> L.	Constatation officielle: a) que les semences proviennent des régions connues comme exemptes de <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Dye ou b) qu'un échantillon représentatif des semences a été testé et s'est révélé exempt de <i>Xanthomonas campestris</i> pv. <i>phaseoli</i> (Smith) Dye
30.1. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf., et leurs hybrides	L'emballage doit porter une marque d'origine appropriée.

PARTIE B

EXIGENCES PARTICULIÈRES QUE LES ÉTATS MEMBRES DOIVENT FIXER POUR L'INTRODUCTION ET LA CIRCULATION DE VÉGÉTAUX, DE PRODUITS VÉGÉTAUX ET D'AUTRES OBJETS DANS CERTAINES ZONES PROTÉGÉES

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
1. Bois de conifères (coniférales)	Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant: a) le bois est écorcé ou b) constatation officielle que le bois provient de zones connues comme exemptes de <i>Dendroctonus micans</i> Kugelan ou c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.	EL, IRL, UK (*)
2. Bois de conifères (coniférales)	Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, ainsi qu'au point 1 de la partie B de l'annexe IV: a) le bois doit être écorcé ou b) constatation officielle que le bois provient de régions connues comme exemptes de <i>Ips duplicatus</i> Sahlberg ou	EL, IRL, UK

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
3. Bois de conifères (coniférales)	<p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p> <p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, le cas échéant, ainsi qu'aux points 1 et 2 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de zones connues comme exemptes d'<i>Ips typographus</i> Heer</p> <p>ou</p> <p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p>	IRL, UK
4. Bois de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, le cas échéant, ainsi qu'aux points 1, 2 et 3 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de régions connues comme exemptes de <i>Ips amitinus</i> Eichhof</p> <p>ou</p> <p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p>	EL, F (Corse), IRL, UK

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
5. Bois de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, et 7 de la partie A, chapitre I, le cas échéant, ainsi qu'aux points 1, 2, 3 et 4 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de zones connues comme exemptes d'<i>Ips cembrae</i> Heer</p> <p>ou</p> <p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20 % lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p>	EL, IRL, UK (Irlande du Nord et île de Man)
6. Bois de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, ainsi qu'aux points 1, 2, 3, 4 et 5 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de régions connues comme exemptes d'<i>Ips sexdentatus</i> Börner</p> <p>ou</p> <p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20 % lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p>	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man)
6.1. Bois de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, ainsi qu'aux points 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de régions connues comme exemptes de <i>Pissodes</i> spp. (européen)</p> <p>ou</p>	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
6.2. Bois de conifères (coniférales)	<p>c) il doit être prouvé par une marque «Kilndried», «KD» ou une autre marque internationalement reconnue, apposée sur le bois ou sur son emballage conformément à l'usage commercial actuel, qu'il a été séché au four et que sa teneur en eau, exprimée en pourcentage de la matière sèche, a été ramenée à moins de 20% lors de ce traitement, effectué selon des normes de temps et de température appropriées.</p> <p>Sans préjudice des exigences applicables au bois visé aux points 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 7 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, le cas échéant, ainsi qu'au point 4 de la partie B de l'annexe IV:</p> <p>a) le bois est écorcé</p> <p>ou</p> <p>b) constatation officielle que le bois provient de régions connues comme exemptes de <i>Matsucoccus feytaudi</i> Duc.</p>	F (Corse)
7. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, ou aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt de <i>Dendroctonus micans</i> Kugelan.</p>	IRL, UK (*)
8. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L., d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, et au point 7 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt d'<i>Ips duplicatus</i> Sahlberg.</p>	EL, IRL, UK
9. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, ou encore aux points 7 et 8 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt d'<i>Ips typographus</i> Heer.</p>	IRL, UK
10. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, ou encore aux points 7, 8 et 9 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt d'<i>Ips amitinus</i> Eichhof.</p>	EL, F (Corse), IRL, UK

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
11. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Pinus</i> L. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, ou encore aux points 7, 8, 9 et 10 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt d' <i>Ips cembrae</i> Heer.	EL, IRL, UK (Irlande du Nord et île de Man)
12. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., et <i>Pinus</i> L., d'une hauteur supérieure à 3 mètres, à l'exception des fruits et semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, ou encore aux points 7, 8, 9, 10 et 11 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt d' <i>Ips sexdentatus</i> Börner.	IRL, UK (Irlande du Nord et île de Man)
13. Végétaux d' <i>Abies</i> Mill. <i>Larix</i> Mill., <i>Picea</i> A. Dietr., et <i>Pinus</i> L., à l'exception des fruits et semences	Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2, 9 et 10 de la partie A, chapitre I, aux points 4 et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, ou encore aux points 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la partie B de l'annexe IV, le cas échéant, constatation officielle que le lieu de production est exempt de <i>Pissodes</i> spp. (européen).	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
14.1. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des interdictions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III, constatation officielle que le lot:</p> <p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes de <i>Dendroctonus micans</i> Kugelan.</p>	EL, IRL, UK (*)
14.2. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III et au point 14.1 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p> <p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes d'<i>Ips amitinus</i> Eichhof.</p>	EL, F (Corse), IRL, UK
14.3. Écorce isolée de conifères (coniférales)	Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 14.1 et 14.2 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:	EL, IRL, UK (Irlande du Nord et île de Man)

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
14.4. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes d'<i>Ips cembrae</i> Heer.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 14.1, 14.2, et 14.3 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p>	EL, IRL, UK
14.5. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes d'<i>Ips duplicatus</i> Sahlberg.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 14.1, 14.2, 14.3 et 14.4 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p>	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man)
14.6. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes d'<i>Ips sexdentatus</i> Börner.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 14.1, 14.2, 14.3, 14.4 et 14.5 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p>	IRL, UK
14.7. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes de <i>Matsucoccus feytaudi</i> Duc.</p> <p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'au point 14.2 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p>	F (Corse)

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
14.8. Écorce isolée de conifères (coniférales)	<p>Sans préjudice des dispositions applicables à l'écorce visée au point 4 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'aux points 14.1, 14.2, 14.3, 14.4, 14.5 et 14.6 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que le lot:</p> <p>a) a été fumigé ou a subi d'autres traitements adéquats contre les coléoptères des écorces</p> <p>ou</p> <p>b) provient de régions connues comme exemptes de <i>Pissodes</i> spp. (européen).</p>	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
15. Végétaux de <i>Larix</i> Mill., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2 et 10 de la partie A, chapitre I, et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV ainsi qu'aux points 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production est exempt de <i>Cephalcia lariciphila</i> (Klug.).</p>	IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
16. Végétaux de <i>Pinus</i> L., <i>Picea</i> A. Dietr., <i>Larix</i> Mill., <i>Abies</i> Mill. et <i>Pseudotsuga</i> Carr., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2 et 9 de la partie A, chapitre I, et au point 4 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV ainsi qu'aux points 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 15 de la partie B de l'annexe IV, si nécessaire, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production est exempt de <i>Gremmeniella abietina</i> (Lag.) Morelet.</p>	IRL, UK (Irlande du Nord)
17. Végétaux de <i>Pinus</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2 et 9 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV, au point 4 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV ainsi qu'aux points 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production et ses environs immédiats sont exempts de <i>Thaumetopoea pityocampa</i> (Den. et Schiff.).</p>	E (Ibiza)
18. Végétaux de <i>Picea</i> A. Dietr. destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés au point 1 de la partie A de l'annexe III, aux points 8.1, 8.2 et 10 de la partie A, chapitre I, et 5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV ainsi qu'aux points 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux ont été produits dans des pépinières et que le lieu de production est exempt de <i>Gilpinia hercyniae</i> (Hartig).</p>	EL, IRL, UK (Irlande du Nord, île de Man et Jersey)
19. Végétaux d' <i>Eucalyptus</i> l'Herit. à l'exception des fruits et semences	<p>Constatation officielle que les végétaux:</p> <p>a) sont exempts de terre et ont subi un traitement contre <i>Gonipterus scutellatus</i> Gyll.</p> <p>ou</p> <p>b) proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Gonipterus scutellatus</i> Gyll.</p>	EL, P

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
20.1. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., destinés à la plantation	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux visés aux points 10 et 11 de la partie A de l'annexe III, aux points 25.1, 25.2, 25.3, 25.4, 25.5 et 25.6 de la partie A, chapitre I, de l'annexe IV ainsi qu'aux points 18.1, 18.2, 18.3, 18.4 et 18.6 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle que les tubercules:</p> <p>a) ont grandi dans une région où l'existence du virus de la rhizomanie (BNYVV) n'est pas connue</p> <p>ou</p> <p>b) ont grandi sur un terrain ou dans un milieu de culture constitué de terre connue comme exempte du BNYVV ou déclarée exempte de ce même organisme à la suite de tests officiels effectués selon des méthodes adéquates</p> <p>ou</p> <p>c) ont été lavés de leur terre.</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
20.2. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L., à l'exception de ceux visés au point 20.1 de la partie B de l'annexe IV et de ceux destinés à la production d'amidon dans des installations dotées d'un système agréé d'élimination des déchets	Le lot ne doit pas contenir plus de 1 % en poids de terre.	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
20.3. Tubercules de <i>Solanum tuberosum</i> L.	<p>Sans préjudice des exigences prévues aux points 18.1, 18.2 et 18.5 de la partie A, chapitre II, de l'annexe IV, constatation officielle que des dispositions conformes à celles de la directive 69/465/CEE du Conseil du 8 décembre 1969 concernant la lutte contre le nématode doré⁽¹⁾ ont été respectées en ce qui concerne <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens et la <i>Globosera rostochiensis</i> (Wollenweber) Behrens.</p>	FI
21. Végétaux et pollen vivant destiné à la pollinisation de <i>Chaenomeles</i> Lindl., <i>Cotoneaster</i> Ehrh., <i>Crataegus</i> L., <i>Cydonia</i> Mill., <i>Eriobotrya</i> Lindl., <i>Malus</i> Mill., <i>Mespilus</i> L., <i>Pyracantha</i> Roem., <i>Pyrus</i> L., <i>Sorbus</i> L. autres que <i>Sorbus intermedia</i> (Ehrh.) Pers. et <i>Stranvaesia</i> Lindl., à l'exception des fruits et semences	<p>Sans préjudice des interdictions applicables aux végétaux visés aux points 9 et 18 de la partie A de l'annexe III ainsi qu'au point 1 de la partie B de l'annexe III, le cas échéant, constatation officielle que les végétaux:</p> <p>a) proviennent des zones protégées d'E, F (Champagne-Ardenne, Alsace (à l'exception du département du Bas-Rhin), Lorraine, Franche-Comté, Rhône-Alpes (à l'exception du département du Rhône), Bourgogne, Auvergne (à l'exception du département du Puy-de-Dôme), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon), IRL, I, P, UK (Irlande du Nord, île de Man, îles Anglo-Normandes), A, FI</p> <p>ou</p>	E, F (Champagne-Ardenne, Alsace, (excepté le département du Bas-Rhin), Lorraine, Franche-Comté, Rhône-Alpes (excepté le département du Rhône), Bourgogne, Auvergne (excepté le département du Puy-de-Dôme), Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse, Languedoc-Roussillon), IRL, I, P, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes), A, FI

(1) JO L 323 du 24.12.1969, p. 3.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
	<p>b) ont été produits ou, en cas de transfert dans une «zone tampon», maintenus pendant au moins un an dans un champ:</p> <p>aa) situé dans une «zone tampon» officiellement déclarée et couvrant au moins 50 km², c'est-à-dire une zone où les plantes hôtes ont été soumises à un système de lutte officiellement approuvé et contrôlé ayant pour objet de réduire au minimum le risque de propagation d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. à partir des végétaux qui y sont cultivés;</p> <p>bb) officiellement agréé, avant le début de la dernière période complète de végétation, pour la culture de végétaux dans les conditions visées dans ce point;</p> <p>cc) qui, avec les autres parties de la «zone tampon», s'est révélé exempt d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. depuis le début de la dernière période complète de végétation, lors:</p> <ul style="list-style-type: none"> — d'inspections officielles effectuées au moins deux fois (une fois en juillet/août et une fois en septembre/octobre) sur les lieux mêmes, ainsi que dans la zone l'entourant sur une largeur d'au moins 250 m <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — de contrôles officiels effectués au hasard dans la zone l'entourant sur une largeur d'au moins un kilomètre au moins une fois au cours des mois de juillet à octobre, en des lieux sélectionnés appropriés, où il existe notamment des plantes indicatrices appropriées <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — de tests officiels effectués, conformément à des méthodes de laboratoire appropriées sur des échantillons prélevés officiellement depuis le début de la dernière période complète de végétation sur des végétaux ayant montré des symptômes d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. dans le champ ou dans les autres parties de la «zone tampon» <p>et</p> <p>dd) où, tout comme dans les autres parties de la «zone tampon», aucune plante hôte montrant des symptômes d'<i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al. n'a été enlevée sans enquête ou approbation officielle préalable.</p>	

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
22. Végétaux d' <i>Allium porum</i> L., <i>Apium</i> L., <i>Beta</i> L., <i>Brassica napus</i> L., <i>Brassica rapa</i> L., <i>Daucus</i> L., à l'exception de ceux destinés à la plantation	Le lot ne doit pas contenir plus de 1 % en poids de terre.	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
23. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences	<p>a) Sans préjudice des exigences applicables aux végétaux visés aux points 35.1 et 35.2 de la partie A, chapitre I de l'annexe IV, au point 25 de la partie A, chapitre II de l'annexe IV et au point 22 de la partie B de l'annexe IV, constatation officielle que les végétaux:</p> <p>aa) ont subi des tests individuels officiels et ont été déclarés exempt du virus de la rhizomanie (BNYVV)</p> <p>ou</p> <p>bb) proviennent de semences répondant aux exigences visées aux points 27.1 et 27.2 de la partie B de l'annexe IV</p> <p>et</p> <p>— ont grandi dans des régions où l'existence du BNYVV n'est pas connue</p> <p>ou</p> <p>— ont grandi sur un terrain ou dans un milieu de culture officiellement testé selon des méthodes adéquates et déclaré exempt du BNYVV</p> <p>et</p> <p>— ont fait l'objet d'un prélèvement d'échantillons qui ont ensuite été testés et déclarés exempts du BNYVV;</p> <p>b) l'organisation ou l'organisme de recherche qui détient le matériel doit en informer le service officiel de protection des végétaux de l'État membre.</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
24. Végétaux de <i>Begonia</i> L., destinés à la plantation, à l'exception des semences, tubercules et rhizomes, et végétaux d' <i>Euphorbia pulcherrima</i> Willd., destinés à la plantation, à l'exception des semences et de ceux pour lesquels il doit être prouvé par l'emballage, le stade de développement de la fleur (ou de la bractée) ou un quelconque autre moyen, qu'ils sont destinés à la vente à des consommateurs finals qui ne produisent pas de végétaux à titre professionnel	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les végétaux proviennent d'une région connue comme exempte de <i>Bemisia tabaci</i> Genn.</p> <p>ou</p> <p>b) qu'aucun signe de la présence de <i>Bemisia tabaci</i> Genn. n'a été observé sur les végétaux du lieu de production lors d'inspections officielles effectuées au moins une fois par mois au cours des trois mois précédant la commercialisation</p> <p>c) que, juste avant la commercialisation, les végétaux ont subi un traitement adéquat visant à éradiquer <i>Bemisia tabaci</i> Genn., ont été inspectés et ont été déclarés exempts de cet organisme vivant.</p>	DK, IRL, P (Entre Douro e Minho, Trás-os-Montes, Beira Litoral, Beira Interior, Ribatejo e Oeste, Alentejo, Madère et les Açores), UK, S, FI

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
25.1. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à l'alimentation animale	<p>Constatation officielle que le lot a subi:</p> <p>a) un traitement thermique visant à éliminer toute contamination par le Beet necrotic yellow vein virus</p> <p>ou</p> <p>b) un traitement destiné à éliminer la terre et les racines latérales, ainsi qu'à dévitaliser les végétaux</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
25.2. Végétaux de <i>Beta vulgaris</i> L., destinés à la transformation industrielle	<p>Constatation officielle que les végétaux sont destinés à la transformation industrielle, livrés à des entreprises de transformation dotées d'un système adéquat d'élimination contrôlée des déchets, afin d'éviter la propagation du BNYVV, et transportés de manière à ce que cette dernière ne soit pas possible.</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
26. Terre et déchets non stérilisés de betteraves	<p>Constatation officielle que la terre ou les déchets ont subi un traitement visant à éliminer la contamination par le virus de la rhizomanie (BNYVV).</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
27.1. Semences de betteraves sucrières et fourragères de l'espèce <i>Beta vulgaris</i> L.	<p>Sans préjudice des dispositions de la directive 66/400/CEE du Conseil du 14 juin 1966 concernant la commercialisation des semences de betteraves ⁽¹⁾, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les semences des catégories «semences de base» et «semences certifiées» répondent aux conditions énoncées à l'annexe I, partie B 3, de la directive 66/400/CEE ou</p> <p>b) dans le cas de «semences non certifiées à titre définitif», que les semences:</p> <ul style="list-style-type: none"> — répondent aux conditions énoncées à l'article 15, paragraphe 2, de la directive 66/400/CEE <p>et</p> <ul style="list-style-type: none"> — sont destinées à une transformation répondant aux conditions énoncées à l'annexe I, partie B, de la directive 66/400/CEE et livrées à une entreprise de transformation disposant d'une installation d'élimination contrôlée des déchets officiellement agréée, de manière à prévenir la diffusion de la rhizomatose (BNYVV) <p>ou</p> <p>c) que les semences proviennent d'une région connue comme exempte de BNYVV.</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK

⁽¹⁾ JO L 125 du 11.7.1966, p. 2290/66. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 98/96/CE (JO L 25 du 1.2.1999, p. 27).

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
27.2. Semences de légumes de l'espèce <i>Beta vulgaris</i> L.	<p>Sans préjudice des dispositions de la directive 70/458/CEE du Conseil du 29 septembre 1970 concernant la commercialisation des semences de légumes ⁽¹⁾, le cas échéant, constatation officielle:</p> <p>a) que les semences transformées ne contiennent pas plus de 0,5% en poids de matières inertes; dans le cas de semences enrobées, cette condition s'entend avant enrobage</p> <p>ou</p> <p>b) dans le cas de semences non transformées, que les semences:</p> <ul style="list-style-type: none"> — sont officiellement emballées de manière à garantir l'absence de risque de diffusion de la rhizomatose (BNYVV) et — sont destinées à une transformation répondant aux conditions énoncées au point a) et livrées à une entreprise de transformation disposant d'une installation d'élimination contrôlée des déchets officiellement agréée, de manière à prévenir la diffusion de la rhizomatose (BNYVV) <p>ou</p> <p>c) que les semences proviennent d'une culture dans une région connue comme exempte de BNYVV.</p>	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK
28. Semences de <i>Gossypium</i> spp.	<p>Constatation officielle:</p> <p>a) que les semences ont été engrainées par voie acide</p> <p>et</p> <p>b) qu'aucun symptôme de <i>Glomerella gossypii</i> Edgerton n'a été observé sur le lieu de production depuis le début de la dernière période complète de végétation et qu'un échantillon représentatif a été examiné et s'est révélé exempt de ce même organisme.</p>	EL
28.1. Semences de <i>Gossypium</i> spp.	Constatation officielle que les semences ont été engrainées par voie acide.	EL, E (Andalousie, Catalogne, Extrémadure, Murcie, Valence)
29. Semences de <i>Mangifera</i> spp.	Constatation officielle que les semences proviennent de régions connues comme exemptes de <i>Sternochetus mangiferae</i> Fabricius.	E (Grenade et Malaga), P (Alentejo, Algarve et Madère)
30. Machines agricoles d'occasion	Les machines doivent être nettoyées et exemptes de terre et de débris végétaux.	DK, F (Bretagne), FI, IRL, P (Açores), S, UK

⁽¹⁾ JO L 225 du 12.10.1970, p. 7. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 98/96/CE.

Végétaux, produits végétaux et autres objets	Exigences particulières	Zones protégées
31. Fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella</i> Swingle, <i>Poncirus</i> Raf. et leurs hybrides originaires de E et F (à l'exception de la Corse)	<p>Sans préjudice des dispositions applicables aux fruits énumérés à l'annexe IV, partie A, chapitre II (point 30.1):</p> <p>a) les fruits sont exempts de feuilles et de pédoncules ou</p> <p>b) dans le cas de fruits portant des feuilles ou des pédoncules, constatation officielle que les fruits sont conditionnés dans des conteneurs fermés qui ont été scellés officiellement et restent scellés pendant leur transport à travers une zone protégée, reconnue pour ses fruits, et portent une marque distinctive à reproduire sur le passeport.</p>	EL, F (Corse), I, P

(*) Écosse, Irlande du Nord, Jersey, Angleterre: les comtés suivants: Bedfordshire, Berkshire, Buckinghamshire, Cambridgeshire, Cleveland, Cornwall, Cumbria, Devon, Dorset, Durham, East Sussex, Essex, Greater London, Hampshire, Hertfordshire, Humberside, Kent, Lincolnshire, Norfolk, Northamptonshire, Northumberland, Nottinghamshire, Oxfordshire, Somerset, South Yorkshire, Suffolk, Surrey, Tyne and Wear, West Sussex, West Yorkshire, l'île de Wight, l'île de Man, les îles de Scilly et les parties de comtés suivantes: Avon: la partie du comté située au sud de l'autoroute M4; Cheshire: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Derbyshire: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park ainsi que la partie du comté située au nord de la route A52 (T) allant à Derby et la partie du comté située au nord de la route A6 (T); Gloucestershire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way; Greater Manchester: la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Leicestershire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way ainsi que la partie du comté située à l'est de la route B4114 ainsi que la partie du comté située à l'est de l'autoroute M1; North Yorkshire: tout le territoire du comté, à l'exception de la partie correspondant au district de Craven; Staffordshire: la partie du comté située à l'est de la route A52 (T) ainsi que la partie du comté située à l'est de la limite ouest du Peak District National Park; Warwickshire: la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way; Wiltshire: la partie du comté située au sud de l'autoroute M4 jusqu'à l'intersection de l'autoroute M4 et de la voie romaine de Fosse Way ainsi que la partie du comté située à l'est de la voie romaine de Fosse Way.

ANNEXE V

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS DEVANT ÊTRE SOUMIS À UNE INSPECTION PHYTOSANITAIRE SUR LE LIEU DE PRODUCTION, S'ILS SONT ORIGINAIRES DE LA COMMUNAUTÉ, AVANT DE CIRCULER DANS LA COMMUNAUTÉ OU DANS LE PAYS D'ORIGINE OU LE PAYS D'EXPÉDITION, S'ILS SONT ORIGINAIRES D'UN PAYS TIERS, AVANT DE POUVOIR ENTRER DANS LA COMMUNAUTÉ

PARTIE A

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS ORIGINAIRES DE LA COMMUNAUTÉ

I. Végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont potentiellement porteurs d'organismes nuisibles pour la Communauté entière, et qui doivent être accompagnés d'un passeport phytosanitaire

1. Végétaux et produits végétaux

1.1. Végétaux destinés à la plantation à l'exception des semences du genre *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Prunus* L., autre que *Prunus laurocerasus* L. et *Prunus lusitanica* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L., autre que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers., et *Strandvaesia* Lindl.

1.2. Végétaux de *Beta vulgaris* L. et *Humulus lupulus* L., destinés à la plantation, à l'exception des semences

1.3. Végétaux d'espèces stolonifères ou tubéreuses de *Solanum* L. ou leurs hybrides, destinés à la plantation

1.4. Végétaux de *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf., et leurs hybrides et *Vitis* L., à l'exception de fruits et semences

1.5. Sans préjudice du point 1.6 figurant ci-après, végétaux de *Citrus* L., et ses hybrides, autres que les fruits et les semences

1.6. Fruits de *Citrus* L., *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf., et leurs hybrides, avec feuilles et pédoncules

1.7. Le bois, au sens de l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa:

a) lorsqu'il a été obtenu, en tout ou en partie, à partir de l'un des genres suivants:

— *Castanea* Mill., à l'exception des bois écorcés,

— *Platanus* L., y compris le bois qui n'a pas conservé l'aspect naturellement rond de sa surface

et

b) lorsqu'il correspond à l'une des désignations figurant à l'annexe I, deuxième partie, du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun ⁽¹⁾

Code NC	Désignation des marchandises
4401 10 00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires
4401 22 00	Bois en plaquettes ou en particules
ex 4401 30	Déchets et débris de bois, non agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires

⁽¹⁾ JO L 256 du 7.9.1987, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2626/1999 de la Commission (JO L 321 du 14.12.1999, p. 3).

Code NC	Désignation des marchandises
4403 99	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris: — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation — autres que de conifères, de chêne (<i>Quercus</i> spp.) ou de hêtre (<i>Fagus</i> spp.)
ex 4404 20 00	Échalas fendus; pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement: — autres que conifères
4406 10 00	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires: — non imprégnées
ex 4407 99	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: — autres que de conifères, de bois tropicaux ou de chêne (<i>Quercus</i> spp.) ou de hêtre (<i>Fagus</i> spp.)

- 1.8. Écorce isolée de *Castanea* Mill

2. Végétaux, produits végétaux et autres objets produits par des producteurs autorisés à produire pour vendre à des professionnels de la production végétale, autres que les végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont préparés et prêts pour la vente au consommateur final, et pour lesquels les organismes officiels responsables des États membres garantissent que leur production est nettement séparée de celle d'autres produits
 - 2.1. Végétaux destinés à la plantation, autres que des semences du genre *Abies* Mill., *Apium graveolens* L., *Argyranthemum* spp., *Aster* spp., *Brassica* L., *Castanea* Mill., *Cucumis* spp., *Dendranthema* (DC) Des Moul., *Dianthus* L. et hybrides, *Exacum* spp., *Fragaria* L., *Gerbera* Cass., *Gypsophila* L., toutes variétés d'hybrides de Nouvelle-Guinée d'*Impatiens* L., *Lactuca* spp., *Larix* Mill., *Leucanthemum* L., *Lupinus* L., *Pelargonium* l'Hérit. ex Ait., *Picea* A. Dietr., *Pinus* L., *Platanus* L., *Populus* L., *Prunus laurocerasus* L., *Prunus lusitanica* L., *Pseudotsuga* Carr., *Quercus* L., *Rubus* L., *Spinacia* L., *Tanacetum* L., *Tsuga* Carr. et *Verbena* L.
 - 2.2. Végétaux de solanacées, autres que ceux visés au point 1.3, destinés à la plantation, autres que des semences
 - 2.3. Végétaux d'*Araceae*, *Marantaceae*, *Musaceae*, *Persea* spp. et *Strelitziaceae*, racinés ou avec un milieu de culture adhérent ou associé
 - 2.4. Semences et bulbes de *Allium ascalonicum* L., *Allium cepa* L. et *Allium schoenoprasum* L. destinés à la plantation et végétaux de *Allium porrum* L. destinés à la plantation

3. Bulbes et rhizomes bulbeux de *Camassia* Lindl., *Chionodoxa* Boiss., *Crocus flavus* Weston «Golden Yellow», *Galantus* L., *Galtonia candicans* (Baker) Decne, variétés miniaturisées et leurs hybrides du genre *Gladiolus* Tourn. ex L., tels que *Gladiolus callianthus* Marais, *Gladiolus colvillei* Sweet, *Gladiolus nanus* hort., *Gladiolus ramosus* hort. et *Gladiolus tubergenii* hort., *Hyacinthus* L., *Iris* L., *Ismene* Herbert, *Muscari* Miller, *Narcissus* L., *Ornithogalum* L., *Puschkinia* Adams, *Scilla* L. *Tigridia* Juss. et *Tulipa* L. destinés à la plantation, produits par des producteurs autorisés à produire pour vendre à des professionnels de la production végétale, autres que les végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont préparés et prêts pour la vente au consommateur final, et pour lesquels les organismes officiels responsables des États membres garantissent que leur production est nettement séparée de celle d'autres produits.

II. Végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont potentiellement porteurs d'organismes nuisibles pouvant affecter certaines zones protégées et qui doivent être accompagnés d'un passeport phytosanitaire pour la zone appropriée lors de l'entrée ou de la circulation dans ladite zone

Sans préjudice des végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés dans la section I.

1. Végétaux, produits végétaux et autres objets
 - 1.1. Végétaux d'*Albies* Mill., *Larix* Mill., *Picea* A. Dietr., *Pinus* L. et *Pseudotsuga* Carr.
 - 1.2. Végétaux destinés à la plantation, autres que des semences, de *Populus* L. et *Beta vulgaris* L.
 - 1.3. Végétaux à l'exception des fruits et des semences de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Eucalyptus* l'Hérit., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L. autre que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl.
 - 1.4. Pollen vivant destiné à la pollinisation de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L. autre que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl.
 - 1.5. Racines tubéreuses de *Solanum tuberosum* L., destinées à la plantation
 - 1.6. Végétaux de *Beta vulgaris* L. destinés à l'alimentation animale ou à la transformation industrielle
 - 1.7. Terres et déchets non stérilisés provenant de l'utilisation des betteraves (*Beta vulgaris* L.)
 - 1.8. Semences de *Beta vulgaris* L., *Dolichos* Jacq., *Gossypium* spp. et *Phaseolus vulgaris* L.
 - 1.9. Semences et fruits (boules) de *Gossypium* spp. et coton non égrené
 - 1.10. Le bois au sens de l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa:
 - a) a été obtenu en tout ou en partie à partir de conifères (Coniferales), à l'exclusion de bois écorcé et
 - b) lorsqu'il correspond à l'une des désignations figurant à l'annexe I, deuxième partie, du règlement (CEE) n° 2658/87

Code NC	Désignation des marchandises
4401 10 00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires
4401 21 00	Bois en plaquettes ou en particules
ex 4401 30	Déchets et débris de bois, non agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires
4403 20	Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou équarris: — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation
ex 4404 10 00	Échalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement
4406 10 00	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires: — non imprégnées

Code NC	Désignation des marchandises
ex 4407 10	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale d'une épaisseur excédant 6 mm, (notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes)
ex 4415 10	Caisses, cageots et cylindres
ex 4415 20	Palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement: — autres que palettes simples et palettes-caisses lorsqu'elles sont conformes aux normes applicables aux «palettes UIC» et qu'elles portent une marque attestant cette conformité

1.11. Écorce isolée de conifères (coniférales)

2. Végétaux, produits végétaux et autres objets produits par des producteurs autorisés à produire pour vendre à des professionnels de la production végétale, autres que les végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont préparés et prêts pour la vente au consommateur final, et pour lesquels les organismes officiels responsables des États membres garantissent que leur production est nettement séparée de celle d'autres produits
- 2.1. Végétaux de *Begonia* L., destinés à la plantation, autres que les semences, tubercules et rhizomes, et végétaux de *Euphorbia pulcherrima* Willd. destinés à la plantation, autres que les semences

PARTIE B

VÉGÉTAUX, PRODUITS VÉGÉTAUX ET AUTRES OBJETS ORIGINAIRES DE TERRITOIRES, AUTRES QUE CEUX MENTIONNÉS DANS LA PARTIE A

I. **Végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont potentiellement porteurs d'organismes nuisibles pour la Communauté entière**

1. Végétaux destinés à la plantation autres que les semences, mais comprenant les semences de *Cruciferae*, *Gramineae*, *Trifolium* spp., originaires d'Argentine, d'Australie, de Bolivie, du Chili, de Nouvelle-Zélande et d'Uruguay, *genera Triticum*, *Secale* et *X Triticosecale* originaires d'Afghanistan, d'Inde, d'Irak, du Mexique, du Népal, du Pakistan et des États-Unis d'Amérique, *Capsicum* spp., *Helianthus annuus* L., *Lycopersicon lycopersicum* (L.) Karsten ex Farw., *Medicago sativa* L., *Prunus* L., *Rubus* L., *Oryza* spp., *Zea mays* L., *Allium ascalonicum* L., *Allium cepa* L., *Allium porrum* L., *Allium schoenoprasum* L. et *Phaseolus* L.
2. Parties de végétaux, à l'exception des fruits et semences, de:
 - *Castanea* Mill., *Dendranthema* (DC) Des. Moul., *Dianthus* L., *Pelargonium* l'Herit. ex Ait, *Phoenix* spp., *Populus* L., *Quercus* L.
 - conifères (coniférales)
 - *Acer saccharum* Marsh., originaire des pays d'Amérique du Nord
 - *Prunus* L., originaire de pays non européens
3. Fruits de:
 - *Citrus* L., *Fortunella* Swingle, *Poncirus* Raf. et leurs hybrides
 - *Annona* L., *Cydonia* Mill. *Diospyros* L., *Malus* Mill., *Mangifera* L., *Passiflora* L., *Prunus* L., *Pyrus* L., *Ribes* L. *Syzygium* Gaertn., et *Vaccinium* L., originaires de pays non européens
4. Tubercules de *Solanum tuberosum* L.
5. Écorce isolée de:
 - conifères (coniférales)
 - *Acer saccharum* Marsh., *Populus* L., et *Quercus* L., autres que *Quercus suber* L.

6. Le bois au sens de l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa:

a) lorsqu'il a été obtenu en totalité ou en partie, de l'un des ordres, genres ou espèces suivants:

- *Castanea* Mill.
- *Castanea* Mill., *Quercus* L., y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord
- *Platanus* L., y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle
- conifères (coniférales), autres que *Pinus* L., originaires de pays non européens, y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle
- *Pinus* L., y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle
- *Populus* L., originaire de pays du continent américain
- *Acer saccharum* Marsh., y compris le bois qui n'a pas gardé sa surface ronde naturelle, originaire des pays d'Amérique du Nord

et

b) lorsqu'il correspond à l'une des désignations figurant à l'annexe I, deuxième partie, du règlement (CEE) n° 2658/87:

Code NC	Désignation des marchandises
4401 10 00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires
ex 4401 21 00	Bois en plaquettes ou en particules: <ul style="list-style-type: none"> — conifères originaires de pays non européens
4401 22	Bois en plaquettes ou en particules: <ul style="list-style-type: none"> — autres que de conifères
ex 4401 30	Déchets et débris de bois, non agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires
ex 4403 20	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou grossièrement équarris: <ul style="list-style-type: none"> — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation, de conifères originaires de pays non européens
4403 91 00	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris: <ul style="list-style-type: none"> — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation: <ul style="list-style-type: none"> — de chêne (<i>Quercus</i> spp.)
4403 99	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou équarris: <ul style="list-style-type: none"> — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation: <ul style="list-style-type: none"> — autres que de conifères, de chêne (<i>Quercus</i> spp.) ou de hêtre (<i>Fagus</i> spp.)

Code NC	Désignation des marchandises
ex 4404 10 00	Échalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement: — conifères, originaires de pays non européens
ex 4404 20 00	Échalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement: — autres que de conifères
4406 10 00	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires: — non imprégnées
ex 4407 10	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: — de conifères, originaires de pays non européens
ex 4407 91	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: — de chêne (<i>Quercus</i> spp.)
ex 4407 99	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes: — autres que de conifères, de bois tropicaux, de chêne (<i>Quercus</i> spp.) ou de hêtre (<i>Fagus</i> spp.)
ex 4415 10	Caisses, cageots et cylindres en bois, originaires de pays non européens
ex 4415 20	Palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois originaires de pays non européens
ex 4416 00	Cuves en bois, y compris les merrains, de chêne (<i>Quercus</i> spp.)

Les palettes simples et palettes-caisses (code NC ex 4415 20) bénéficient également de l'exemption si elles sont conformes aux normes applicables aux «palettes UIC» et qu'elles portent une marque attestant cette conformité.

7. a) Terre et milieu de culture en tant que tel, constitué en tout ou en partie de terre ou de matières organiques telles que parties de végétaux, humus comprenant de la tourbe ou des écorces, autre que celui constitué en totalité de tourbe
- b) Terre et milieu de culture adhérent ou associé à des végétaux, constitué en tout ou en partie de matières spécifiées au point a) ou constitué en tout ou en partie de tourbe ou de toute autre matière inorganique solide destinée à maintenir la vitalité des végétaux, originaires de Turquie, du Belarus, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie, de Moldavie, de Russie, d'Ukraine et de pays non européens autres que Chypre, l'Égypte, Israël, la Libye, Malte, le Maroc et la Tunisie
8. Céréales des *genera Triticum, Secale* et *X Triticosecale* originaires d'Afghanistan, d'Inde, d'Irak, du Mexique, du Népal, du Pakistan et des États-Unis d'Amérique

II. Végétaux, produits végétaux et autres objets qui sont potentiellement porteurs d'organismes nuisibles pour certaines zones protégées

Sans préjudice des dispositions applicables aux végétaux, produits végétaux et autres objets énumérés dans la section I

1. Végétaux de *Beta vulgaris* L. destinés à l'alimentation animale ou à la transformation industrielle
2. Terres et déchets non stérilisés provenant de l'utilisation des betteraves (*Beta vulgaris* L.)

3. Pollen vivant destiné à la pollinisation de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L., autres que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl.
4. Parties de végétaux autres que les fruits et les semences de *Chaenomeles* Lindl., *Cotoneaster* Ehrh., *Crataegus* L., *Cydonia* Mill., *Eriobotrya* Lindl., *Malus* Mill., *Mespilus* L., *Pyracantha* Roem., *Pyrus* L., *Sorbus* L., autres que *Sorbus intermedia* (Ehrh.) Pers. et *Stranvaesia* Lindl.
5. Semences de *Dolichos* Jacq., *Magnifera* spp., *Beta vulgaris* L. et *Phaseolus vulgaris* L.
6. Semences et fruits (boules) de *Gossypium* spp. et coton égrené
7. Le bois, au sens de l'article 2, paragraphe 2, premier alinéa:
 - a) lorsqu'il a été obtenu, en totalité ou en partie, de conifères (Coniferales) autres que *Pinus* L., originaires de pays tiers européens et
 - b) lorsqu'il correspond à l'une des désignations suivantes figurant à l'annexe I, deuxième partie, du règlement (CE) n° 2658/87:

Code NC	Désignation des marchandises
4401 10 00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires
4401 21 00	Bois en plaquettes ou en particules
ex 4401 30	Déchets et débris de bois, non agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires
4403 20	Bois bruts, même écorcés, désaubiés ou grossièrement équarris: — autres qu'enduits de peinture, de teinture, de créosote ou d'autres agents de conservation
ex 4404 10 00	Echalas fendus: pieux, piquets et poteaux en bois, appointés, non sciés longitudinalement
4406 10 00	Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires: — non imprégnées
ex 4407 10	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, non rabotés, poncés ou collés par jointure digitale, d'une épaisseur excédant 6 mm, et notamment poutres, madriers, frises, planches, lattes
4415 10	Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires
4415 20	Palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement

Les palettes simples et les palettes-caisses (code NC ex 4415 20) bénéficient également de l'exemption si elles sont conformes aux normes applicables aux «palettes UIC» et portent une marque attestant cette conformité.

8. Parties de végétaux d'*Eucalyptus* l'Hérit

ANNEXE VI

VÉGÉTAUX ET PRODUITS VÉGÉTAUX QUI PEUVENT ÊTRE SOUMIS À UN RÉGIME PARTICULIER

1. Céréales et leurs dérivés
 2. Légumineuses sèches
 3. Tubercules de manioc et leurs dérivés
 4. Résidus de la production des huiles d'origine végétale
-

ANNEXE VII

MODÈLES DE CERTIFICATS

Les modèles de certificats figurant ci-après sont déterminés en ce qui concerne:

- le texte,
- le format,
- la disposition et les dimensions des cases,
- la couleur du papier et la couleur du texte imprimé

A. Modèle de certificat phytosanitaire

1 Nom et adresse de l'expéditeur <input type="checkbox"/>	2 CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE N° CE / /																	
3 Nom et adresse déclarés du destinataire	4 Organisation de la protection des végétaux de à Organisation(s) de la protection des végétaux de																	
	5 Lieu d'origine																	
6 Moyen de transport déclaré																		
7 Point d'entrée déclaré																		
8 Marques des colis; nombre et nature des colis; nom du produit; nom botanique des plantes		9 Quantité déclarée																
10 Il est certifié que les végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessus — ont été inspectés suivant des procédures adaptées, et — estimés indemnes d'ennemis visés par la réglementation phytosanitaire et pratiquement indemnes d'autres ennemis dangereux, et — sont jugés conformes à la réglementation phytosanitaire en vigueur dans le pays importateur.																		
11 Déclaration supplémentaire																		
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" data-bbox="124 1792 813 1832" style="text-align: center;">TRAITEMENT DE DÉSINFESTATION ET/OU DE DÉSINFECTION</td> <td data-bbox="813 1792 1501 2177" rowspan="5" style="vertical-align: top; padding-left: 20px;"> Lieu de délivrance Date Nom et signature du fonctionnaire autorisé Cachet de l'Organisation </td> </tr> <tr> <td colspan="3" data-bbox="124 1832 813 1933"> 12 Traitement </td> </tr> <tr> <td data-bbox="124 1933 502 1995"> 13 Produit chimique (matière active) </td> <td colspan="2" data-bbox="502 1933 813 1995"> 14 Durée et température </td> </tr> <tr> <td data-bbox="124 1995 558 2058"> 15 Concentration </td> <td colspan="2" data-bbox="558 1995 813 2058"> 16 Date </td> </tr> <tr> <td colspan="3" data-bbox="124 2058 813 2177"> 17 Renseignements complémentaires </td> </tr> </table>			TRAITEMENT DE DÉSINFESTATION ET/OU DE DÉSINFECTION			Lieu de délivrance Date Nom et signature du fonctionnaire autorisé Cachet de l'Organisation	12 Traitement			13 Produit chimique (matière active)	14 Durée et température		15 Concentration	16 Date		17 Renseignements complémentaires		
TRAITEMENT DE DÉSINFESTATION ET/OU DE DÉSINFECTION			Lieu de délivrance Date Nom et signature du fonctionnaire autorisé Cachet de l'Organisation															
12 Traitement																		
13 Produit chimique (matière active)	14 Durée et température																	
15 Concentration	16 Date																	
17 Renseignements complémentaires																		

B. Modèle de certificat phytosanitaire de réexpédition

1 Nom et adresse de l'expéditeur <input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/>	2 CERTIFICAT PHYTOSANITAIRE DE RÉEXPÉDITION N° CE / /
3 Nom et adresse déclarés du destinataire 	4 Organisation de la protection des végétaux de à Organisation(s) de la protection des végétaux de 5 Lieu d'origine
6 Moyen de transport déclaré 	
7 Point d'entrée déclaré 	
8 Marques des colis; nombre et nature des colis; nom du produit; nom botanique des plantes 	9 Quantité déclarée
10 Il est certifié — que les végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessus ont été importés en (pays de réexportation) en provenance de (pays d'origine) et ont fait l'objet du certificat phytosanitaire n° (*) dont <input type="checkbox"/> l'original <input type="checkbox"/> la copie authentifiée est annexé(e) au présent certificat, — qu'ils sont (*) <input type="checkbox"/> emballés <input type="checkbox"/> réemballés <input type="checkbox"/> dans les emballages initiaux <input type="checkbox"/> dans de nouveaux emballages, — que d'après (*) <input type="checkbox"/> le certificat phytosanitaire original et <input type="checkbox"/> une inspection supplémentaire, l'envoi est estimé conforme à la réglementation phytosanitaire en vigueur dans le pays importateur, et — qu'au cours de l'emmagasinage dans (pays de réexportation) il n'a pas été exposé au risque d'infestation ou d'infection. (*) Mettre une croix dans la case appropriée.	
11 Déclaration supplémentaire 	
TRAITEMENT DE DÉSINFESTATION ET/OU DE DÉSINFECTION	
12 Traitement 	Lieu de délivrance Date Nom et signature du fonctionnaire autorisé
13 Produit chimique (matière active)	14 Durée et température
15 Concentration	16 Date
17 Renseignements complémentaires 	
Cachet de l'Organisation	

C. Notes explicatives

1. Ad case 2

La référence apposée sur les certificats comprend:

- la mention «CE»,
- le symbole désignant l'État membre,
- la marque d'identification du certificat individuel, composée de chiffres ou d'une combinaison de lettres et de chiffres, les lettres représentant la province, le district, etc., de l'État membres concerné où le certificat est délivré.

2. Ad case non numérotée

Cette case est réservée à l'administration.

3. Ad case 8

La «nature des colis» désigne le type de colis.

4. Ad case 9

La quantité est exprimée soit en nombre, soit en poids.

5. Ad case 11

Si cet espace est insuffisant pour contenir toute la déclaration additionnelle, continuer le texte au verso.

—

ANNEXE VIII

PARTIE A

DIRECTIVE ABROGÉE ET SES MODIFICATIONS SUCCESSIVES

(visées à l'article 27)

Directive 77/93/CEE du Conseil (JO L 26 du 31.1.1977, p. 20)	à l'exception de l'article 19
<p>Directive 80/392/CEE du Conseil (JO L 100 du 17.4.1980, p. 32)</p> <p>Directive 80/393/CEE du Conseil (JO L 100 du 17.4.1980, p. 35)</p> <p>Directive 81/7/CEE du Conseil (JO L 14 du 16.1.1981, p. 23)</p> <p>Directive 84/378/CEE du Conseil (JO L 207 du 2.8.1984, p. 1)</p> <p>Directive 85/173/CEE du Conseil (JO L 65 du 6.3.1985, p. 23)</p> <p>Directive 85/574/CEE du Conseil (JO L 372 du 31.12.1985, p. 25)</p> <p>Directive 86/545/CEE de la Commission (JO L 323 du 18.11.1986, p. 14)</p> <p>Directive 86/546/CEE de la Commission (JO L 323 du 18.11.1986, p. 16)</p> <p>Directive 86/547/CEE de la Commission (JO L 323 du 18.11.1986, p. 21)</p> <p>Directive 86/651/CEE du Conseil (JO L 382 du 31.12.1986, p. 13)</p> <p>Directive 87/298/CEE du Conseil (JO L 151 du 11.6.1987, p. 1)</p> <p>Directive 88/271/CEE de la Commission (JO L 116 du 4.5.1988, p. 13)</p> <p>Directive 88/272/CEE de la Commission (JO L 116 du 4.5.1988, p. 19)</p> <p>Directive 88/430/CEE de la Commission (JO L 208 du 2.8.1988, p. 36)</p> <p>Directive 88/572/CEE du Conseil (JO L 313 du 19.11.1988, p. 39)</p> <p>Directive 89/359/CEE du Conseil (JO L 153 du 16.6.1989, p. 28)</p> <p>Directive 89/439/CEE du Conseil (JO L 212 du 22.7.1989, p. 106)</p> <p>Directive 90/168/CEE du Conseil (JO L 92 du 7.4.1990, p. 49)</p> <p>Directive 90/490/CEE de la Commission (JO L 271 du 3.10.1990, p. 28)</p> <p>Directive 90/506/CEE de la Commission (JO L 282 du 13.10.1990, p. 67)</p> <p>Directive 90/654/CEE du Conseil (JO L 353 du 17.12.1990, p. 48)</p> <p>Directive 91/27/CEE de la Commission (JO L 16 du 22.1.1991, p. 29)</p> <p>Directive 91/683/CEE du Conseil (JO L 376 du 31.12.1991, p. 29)</p> <p>Directive 92/10/CEE de la Commission (JO L 70 du 17.3.1992, p. 27)</p> <p>Directive 92/98/CEE du Conseil (JO L 352 du 2.12.1992, p. 1)</p> <p>Directive 92/103/CEE de la Commission (JO L 363 du 11.12.1992, p. 1)</p> <p>Directive 93/19/CEE du Conseil (JO L 96 du 22.4.1993, p. 33)</p> <p>Directive 93/110/CE de la Commission (JO L 303 du 10.12.1993, p. 19)</p> <p>Directive 94/13/CE du Conseil (JO L 92 du 9.4.1994, p. 27)</p> <p>Directive 95/4/CE de la Commission (JO L 44 du 28.2.1995, p. 56)</p> <p>Directive 95/41/CE de la Commission (JO L 182 du 2.8.1995, p. 17)</p> <p>Directive 95/66/CE de la Commission (JO L 308 du 21.12.1995, p. 77)</p> <p>Directive 96/14/CE de la Commission (JO L 68 du 19.3.1996, p. 24)</p> <p>Directive 96/78/CE de la Commission (JO L 321 du 12.12.1996, p. 20)</p> <p>Directive 97/3/CE du Conseil (JO L 27 du 30.1.1997, p. 30)</p> <p>Directive 97/14/CE de la Commission (JO L 87 du 2.4.1997, p. 17)</p> <p>Directive 98/1/CE de la Commission (JO L 15 du 21.1.1998, p. 26)</p> <p>Directive 98/2/CE de la Commission (JO L 15 du 21.1.1998, p. 34)</p> <p>Directive 1999/53/CE de la Commission (JO L 142 du 5.6.1999, p. 29)</p>	uniquement en ce qui concerne l'annexe I, point 2

PARTIE B

DÉLAIS DE TRANSPOSITION ET/OU D'APPLICATION

Directive	Délais de transposition	Délais d'application
77/93/CEE	23.12.1980 (article 11, paragraphe 3) ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾ 1.5.1980 (autres dispositions) ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾	
80/392/CEE	1.5.1980	
80/393/CEE	1.1.1983 (article 4, point 11) 1.5.1980 (autres dispositions)	
81/7/CEE	1.1.1981 (article 1 ^{er} , point 1) 1.1.1983 [article 1 ^{er} , points 2 a), 3 a), 3 b), 4 a), 4 b)] 1.1.1983 ⁽³⁾ (autres dispositions)	
84/378/CEE	1.7.1985	
85/173/CEE		1.1.1983
85/574/CEE	1.1.1987	
86/545/CEE	1.1.1987	
86/546/CEE		
86/547/CEE		Applicable jusqu'au 31.12.1989
86/651/CEE	1.3.1987	
87/298/CEE	1.7.1987	
88/271/CEE	1.1.1989 ⁽⁶⁾	
88/272/CEE		Applicable jusqu'au 31.12.1989
88/430/CEE	1.1.1989	
88/572/CEE	1.1.1989	
89/359/CEE		
89/439/CEE	1.1.1990	
90/168/CEE	1.1.1991	
90/490/CEE	1.1.1991	
90/506/CEE	1.1.1991	
90/654/CEE		
91/27/CEE	1.4.1991	
91/683/CEE	1.6.1993	
92/10/CEE	30.6.1992	
92/98/CEE	16.5.1993	
92/103/CEE	16.5.1993	
93/19/CEE	1.6.1993	
93/110/CE	15.12.1993	
94/13/CE	1.1.1995	
95/4/CE	1.4.1995	
95/41/CE	1.7.1995	
95/66/CE	1.1.1996	
96/14/CE	1.4.1996	
96/78/CE	1.1.1997	

Directive	Délais de transposition	Délais d'application
97/3/CE	1.4.1998	
97/14/CE	1.5.1997	
98/1/CE	1.5.1998	
98/2/CE	1.5.1998	
1999/53/CE	15.7.1999	

(¹) Selon la procédure prévue à l'article 19, les États membres pouvaient être autorisés, sur demande, à se conformer à certaines dispositions de la directive à une date postérieure au 1^{er} mai 1980, mais le 1^{er} janvier 1981 au plus tard.

(²) Pour la République hellénique: le 1^{er} janvier 1985 (article 11, paragraphe 3) et le 1^{er} mars 1985 (autres dispositions).

(³) Pour le Royaume d'Espagne et la République portugaise: le 1^{er} mars 1987.

(⁴) Dans les limites des courants commerciaux traditionnels et pour répondre aux besoins de production des entreprises dans l'ancienne République démocratique allemande, l'Allemagne pouvait être autorisée, à sa demande et selon la procédure prévue à l'article 18, à se conformer aux dispositions de l'article 4, paragraphe 1, de l'article 5, paragraphe 1, et aux dispositions pertinentes de l'article 13 en ce qui concerne le territoire de l'ancienne République démocratique allemande à une date postérieure au 1^{er} mai 1980, mais le 31 décembre 1992 au plus tard.

(⁵) À la demande des États membres protégés.

(⁶) Le 31 mars 1989 en ce qui concerne l'article 1^{er}, paragraphe 3, point a) (végétaux de *Juniperus*) (directive 89/83/CEE modifiant la directive 88/271/CEE).

ANNEXE IX

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Article 1 ^{er} , paragraphe 1	Article 1, paragraphe 1, premier alinéa
Article 1 ^{er} , paragraphe 2	Article 1 ^{er} , paragraphe 3
Article 1 ^{er} , paragraphe 3	Article 1 ^{er} , paragraphe 1, deuxième alinéa, point b)
Article 1 ^{er} , paragraphe 3 bis	Article 1 ^{er} , paragraphe 1, deuxième alinéa, point c)
Article 1 ^{er} , paragraphe 4	Article 1 ^{er} , paragraphe 2
Article 1 ^{er} , paragraphe 5	Article 1 ^{er} , paragraphe 1, deuxième alinéa, point a)
Article 1 ^{er} , paragraphe 6	Article 1 ^{er} , paragraphe 4
Article 1 ^{er} , paragraphe 7	Article 1 ^{er} , paragraphe 5
Article 1 ^{er} , paragraphe 8	Article 1 ^{er} , paragraphe 6
Article 2, paragraphe 1, point a)	Article 2, paragraphe 1, point a)
Article 2, paragraphe 1, point b)	Article 2, paragraphe 1, point b)
Article 2, paragraphe 1, point c)	Article 2, paragraphe 1, point c)
Article 2, paragraphe 1, point d)	Article 2, paragraphe 1, point d)
Article 2, paragraphe 1, point e)	Article 2, paragraphe 1, point e)
Article 2, paragraphe 1, point f)	Article 2, paragraphe 1, point f)
Article 2, paragraphe 1, point g) a)	Article 2, paragraphe 1, point g) i)
Article 2, paragraphe 1, point g) b)	Article 2, paragraphe 1, point g) ii)
Article 2, paragraphe 1, point h)	Article 2, paragraphe 1, point h)
Article 2, paragraphe 1, point i)	Article 2, paragraphe 1, point i)
Article 2, paragraphe 2	Article 2, paragraphe 2
Article 3, paragraphes 1 à 6	Article 3, paragraphes 1 à 6
Article 3, paragraphe 7, point a)	Article 3, paragraphe 7, premier alinéa
Article 3, paragraphe 7, point a)	Article 3, paragraphe 7, premier alinéa, point a)
Article 3, paragraphe 7, point b)	Article 3, paragraphe 7, premier alinéa, point b)
Article 3, paragraphe 7, point c)	Article 3, paragraphe 7, premier alinéa, point c)
Article 3, paragraphe 7, point d)	Article 3, paragraphe 7, deuxième alinéa
Article 3, paragraphe 7, point e)	Article 3, paragraphe 7, troisième alinéa
Article 3, paragraphe 7, point f)	Article 3, paragraphe 7, quatrième alinéa
Article 4, paragraphe 1	Article 4, paragraphe 1
Article 4, paragraphe 2, point a)	Article 4, paragraphe 2
Article 4, paragraphe 2, point b)	—
Article 4, paragraphes 3, 4 et 5	Article 4, paragraphes 3, 4 et 5
Article 4, paragraphe 6, point a)	Article 4, paragraphe 6, premier alinéa
Article 4, paragraphe 6, point b)	Article 4, paragraphe 6, deuxième alinéa
Article 4, paragraphe 6, point c)	Article 4, paragraphe 6, troisième alinéa
Article 5, paragraphes 1 à 5	Article 5, paragraphes 1 à 5

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Article 5, paragraphe 6, point a)	Article 5, paragraphe 6, premier alinéa
Article 5, paragraphe 6, point b)	Article 5, paragraphe 6, deuxième alinéa
Article 5, paragraphe 6, point c)	Article 5, paragraphe 6, troisième alinéa
Article 6, paragraphe 1	Article 6, paragraphe 1
Article 6, paragraphe 1 bis	Article 6, paragraphe 2
Article 6, paragraphe 2	Article 6, paragraphe 3
Article 6, paragraphe 3	Article 6, paragraphe 4
Article 6, paragraphe 4	Article 6, paragraphe 5
Article 6, paragraphe 5	Article 6, paragraphe 6
Article 6, paragraphe 6	Article 6, paragraphe 7
Article 6, paragraphe 7	Article 6, paragraphe 8
Article 6, paragraphe 8	Article 6, paragraphe 9
Article 6, paragraphe 9	—
Article 7, paragraphe 1, premier alinéa	Article 7, paragraphe 1, premier alinéa
Article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa	Article 7, paragraphe 1, deuxième alinéa
Article 7, paragraphe 1, troisième alinéa	—
Article 7, paragraphe 2	Article 7, paragraphe 2
Article 7, paragraphe 3	Article 7, paragraphe 3
Article 8, paragraphe 1	Article 8, paragraphe 1
Article 8, paragraphe 2, premier alinéa	Article 8, paragraphe 2, premier alinéa
Article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa	Article 8, paragraphe 2, deuxième alinéa
Article 8, paragraphe 2, troisième alinéa	—
Article 8, paragraphe 3	Article 8, paragraphe 3
Article 9	Article 9
Article 10, paragraphe 1	Article 10, paragraphe 1
Article 10, paragraphe 2, point a)	Article 10, paragraphe 2, premier alinéa
Article 10, paragraphe 2, point b)	Article 10, paragraphe 2, deuxième alinéa
Article 10, paragraphe 2, point c)	Article 10, paragraphe 2, troisième alinéa
Article 10, paragraphe 3	Article 10, paragraphe 3
Article 10, paragraphe 4	Article 10, paragraphe 4
Article 10, paragraphe 5	—
Article 10 bis	Article 11
Article 11, paragraphe 1	—
Article 11, paragraphe 2	Article 12, paragraphe 1
Article 11, paragraphe 3	—
Article 11, paragraphe 3 bis	—
Article 11, paragraphe 4	Article 12, paragraphe 2
Article 11, paragraphe 5	Article 12, paragraphe 3
Article 11, paragraphe 6	Article 12, paragraphe 4
Article 11, paragraphe 7	Article 12, paragraphe 5

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Article 11, paragraphe 8	Article 12, paragraphe 6
Article 11, paragraphe 9	Article 12, paragraphe 7
Article 11, paragraphe 10	Article 12, paragraphe 8
Article 12, paragraphe 1	Article 13, paragraphe 1
Article 12, paragraphe 2	Article 13, paragraphe 2
Article 12, paragraphe 3	—
Article 12, paragraphe 3 bis	Article 13, paragraphe 3
Article 12, paragraphe 3 ter	Article 13, paragraphe 4
Article 12, paragraphe 3 quater	Article 13, paragraphe 5
Article 12, paragraphe 3 quinquies, point i)	Article 13, paragraphe 6, premier alinéa
Article 12, paragraphe 3 quinquies, point ii)	Article 13, paragraphe 6, deuxième alinéa
Article 12, paragraphe 3 quinquies, point iii)	Article 13, paragraphe 6, troisième alinéa
Article 12, paragraphe 4	—
Article 12, paragraphe 5	Article 13, paragraphe 7
Article 12, paragraphe 6	Article 13, paragraphe 8
Article 12, paragraphe 6 bis	Article 13, paragraphe 9
Article 12, paragraphe 7	Article 13, paragraphe 10
Article 12, paragraphe 8	Article 13, paragraphe 11
Article 13, premier alinéa	Article 14, premier alinéa
Article 13, premier alinéa	Article 14, deuxième alinéa
Article 13, deuxième alinéa, premier tiret	Article 14, deuxième alinéa, point a)
Article 13, deuxième alinéa, premier tiret, premier sous-tiret	Article 14, deuxième alinéa, point a) i)
Article 13, deuxième alinéa, premier tiret, deuxième sous-tiret	Article 14, deuxième alinéa, point a) ii)
Article 13, deuxième alinéa, premier tiret, troisième sous-tiret	Article 14, deuxième alinéa, point a) iii)
Article 13, deuxième alinéa, deuxième tiret	Article 14, deuxième alinéa, point b)
Article 13, deuxième alinéa, deuxième tiret, premier sous-tiret	Article 14, deuxième alinéa, point b) i)
Article 13, deuxième alinéa, deuxième tiret, deuxième sous-tiret	Article 14, deuxième alinéa, point b) ii)
Article 13, deuxième alinéa, troisième tiret	Article 14, deuxième alinéa, point c)
Article 13, deuxième alinéa, quatrième tiret	Article 14, deuxième alinéa, point d)
Article 14	Article 15
Article 15, paragraphe 1	Article 16, paragraphe 1
Article 15, paragraphe 2, point a)	Article 16, paragraphe 2, premier alinéa
Article 15, paragraphe 2, point b)	Article 16, paragraphe 2, deuxième alinéa
Article 15, paragraphe 2, point c)	Article 16, paragraphe 2, troisième alinéa
Article 15, paragraphe 3	Article 16, paragraphe 3
Article 15, paragraphe 4	Article 16, paragraphe 4

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Article 16	Article 17
Article 16 bis	Article 18
Article 17	Article 19
Article 18	Article 20
Article 19	—
Article 19 bis, paragraphe 1	Article 21, paragraphe 1
Article 19 bis, paragraphe 2	Article 21, paragraphe 2
Article 19 bis, paragraphe 3	Article 21, paragraphe 3
Article 19 bis, paragraphe 4	Article 21, paragraphe 4
Article 19 bis, paragraphe 5, point a)	Article 21, paragraphe 5, premier alinéa
Article 19 bis, paragraphe 5, point b)	Article 21, paragraphe 5, deuxième alinéa
Article 19 bis, paragraphe 5, point c)	Article 21, paragraphe 5, troisième alinéa
Article 19 bis, paragraphe 5, point d)	Article 21, paragraphe 5, quatrième alinéa
Article 19 bis, paragraphe 6	Article 21, paragraphe 6
Article 19 bis, paragraphe 7	Article 21, paragraphe 7
Article 19 bis, paragraphe 8	Article 21, paragraphe 8
Article 19 ter	Article 22
Article 19 quater, paragraphe 1	Article 23, paragraphe 1
Article 19 quater, paragraphe 2, premier tiret	Article 23, paragraphe 2, point a)
Article 19 quater, paragraphe 2, premier tiret, premier sous-tiret	Article 23, paragraphe 2, point a) i)
Article 19 quater, paragraphe 2, premier tiret, deuxième sous-tiret	Article 23, paragraphe 2, point a) ii)
Article 19 quater, paragraphe 2, premier tiret, troisième sous-tiret	Article 23, paragraphe 2, point a) iii)
Article 19 quater, paragraphe 2, premier tiret, quatrième sous-tiret	Article 23, paragraphe 2, point a) iv)
Article 19 quater, paragraphe 2, deuxième tiret	Article 23, paragraphe 2, point b)
Article 19 quater, paragraphe 2, troisième tiret	Article 23, paragraphe 2, point c)
Article 19 quater, paragraphe 3	Article 23, paragraphe 3
Article 19 quater, paragraphe 4	Article 23, paragraphe 4
Article 19 quater, paragraphe 5	Article 23, paragraphe 5
Article 19 quater, paragraphe 6	Article 23, paragraphe 6
Article 19 quater, paragraphe 7	Article 23, paragraphe 7
Article 19 quater, paragraphe 8	Article 23, paragraphe 8
Article 19 quater, paragraphe 9	Article 23, paragraphe 9
Article 19 quater, paragraphe 10, premier alinéa, premier tiret	Article 23, paragraphe 10, premier alinéa, point a)
Article 19 quater, paragraphe 10, premier alinéa, premier tiret, premier sous-tiret	Article 23, paragraphe 10, premier alinéa, point a) i)
Article 19 quater, paragraphe 10, premier alinéa, premier tiret, deuxième sous-tiret	Article 23, paragraphe 10, premier alinéa, point a) ii)

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Article 19 <i>quater</i> , paragraphe 10, premier alinéa, deuxième tiret	Article 23, paragraphe 10, premier alinéa, point b)
Article 19 <i>quater</i> , paragraphe 10, premier alinéa, troisième tiret	Article 23, paragraphe 10, premier alinéa, point c)
Article 19 <i>quater</i> , paragraphe 10, deuxième alinéa	Article 23, paragraphe 10, deuxième alinéa
Article 19 <i>quater</i> , paragraphe 10, troisième alinéa	Article 23, paragraphe 10, troisième alinéa
Article 19 <i>quinquies</i>	Article 24
—	Article 25 ⁽¹⁾
—	Article 26 ⁽²⁾
Article 20	—
—	Article 27
—	Article 28
—	Article 29
Annexe I, partie A	Annexe I, partie A
Annexe I, partie B a) 1	Annexe I, partie B a) 1
Annexe I, partie B a) 1a	Annexe I, partie B a) 2
Annexe I, partie B a) 2	Annexe I, partie B a) 3
Annexe I, partie B d)	Annexe I, partie B b)
Annexe II, partie A, chapitre I	Annexe II, partie A, chapitre I
Annexe II, partie A, chapitre II a)	Annexe II, partie A, chapitre II a)
Annexe II, partie A, chapitre II b) 1	Annexe II, partie A, chapitre II b) 1
Annexe II, partie A, chapitre II b) 2	Annexe II, partie A, chapitre II b) 2
Annexe II, partie A, chapitre II b) 3	Annexe II, partie A, chapitre II b) 3
Annexe II, partie A, chapitre II b) 4	Annexe II, partie A, chapitre II b) 4
Annexe II, partie A, chapitre II b) 5	Annexe II, partie A, chapitre II b) 5
Annexe II, partie A, chapitre II b) 7	Annexe II, partie A, chapitre II b) 6
Annexe II, partie A, chapitre II b) 8	Annexe II, partie A, chapitre II b) 7
Annexe II, partie A, chapitre II b) 9	Annexe II, partie A, chapitre II b) 8
Annexe II, partie A, chapitre II b) 10	Annexe II, partie A, chapitre II b) 9
Annexe II, partie A, chapitre II b) 11	Annexe II, partie A, chapitre II b) 10
Annexe II, partie A, chapitre II b) 12	Annexe II, partie A, chapitre II b) 11
Annexe II, partie A, chapitre II c)	Annexe II, partie A, chapitre II c)
Annexe II, partie A, chapitre II d)	Annexe II, partie A, chapitre II d)
Annexe II, partie B	Annexe II, partie B
Annexe III	Annexe III
Annexe IV, partie A, chapitre I, points 1.1 à 16.3	Annexe IV, partie A, chapitre I, points 1.1 à 16.3
Annexe IV, partie A, chapitre I, point 16.3 <i>bis</i>	Annexe IV, partie A, chapitre I, point 16.4
Annexe IV, partie A, chapitre I, point 16.4	Annexe IV, partie A, chapitre I, point 16.5
Annexe IV, partie A, chapitre I, points 17 à 54	Annexe IV, partie A, chapitre I, points 17 à 54
Annexe IV, partie A, chapitre II, points 1 à 16	Annexe IV, partie A, chapitre II, points 1 à 16
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 17

Directive 77/93/CEE	Présente directive
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.1	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.1
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.2	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.2
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.3	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.3
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.4	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.4
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.5	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.5
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.6	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.6
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19.7	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 18.7
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 20	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 19
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 21	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 20
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 22.1	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 21.1
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 22.2	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 21.2
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 23	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 22
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 24	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 23
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 25	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 24
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 26	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 25
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 27	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 26
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 27.1	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 26.1
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 28	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 27
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 29.1	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 28.1
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 29.2	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 28.2
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 30	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 29
Annexe IV, partie A, chapitre II, point 31.1	Annexe IV, partie A, chapitre II, point 30.1
Annexe IV, partie B	Annexe IV, partie B
Annexe V	Annexe V
Annexe VII	Annexe VI
Annexe VIII	Annexe VII
—	Annexe VIII
—	Annexe IX

(¹) Article 2 de la directive 97/3/CE.

(²) Article 3 de la directive 97/3/CE.